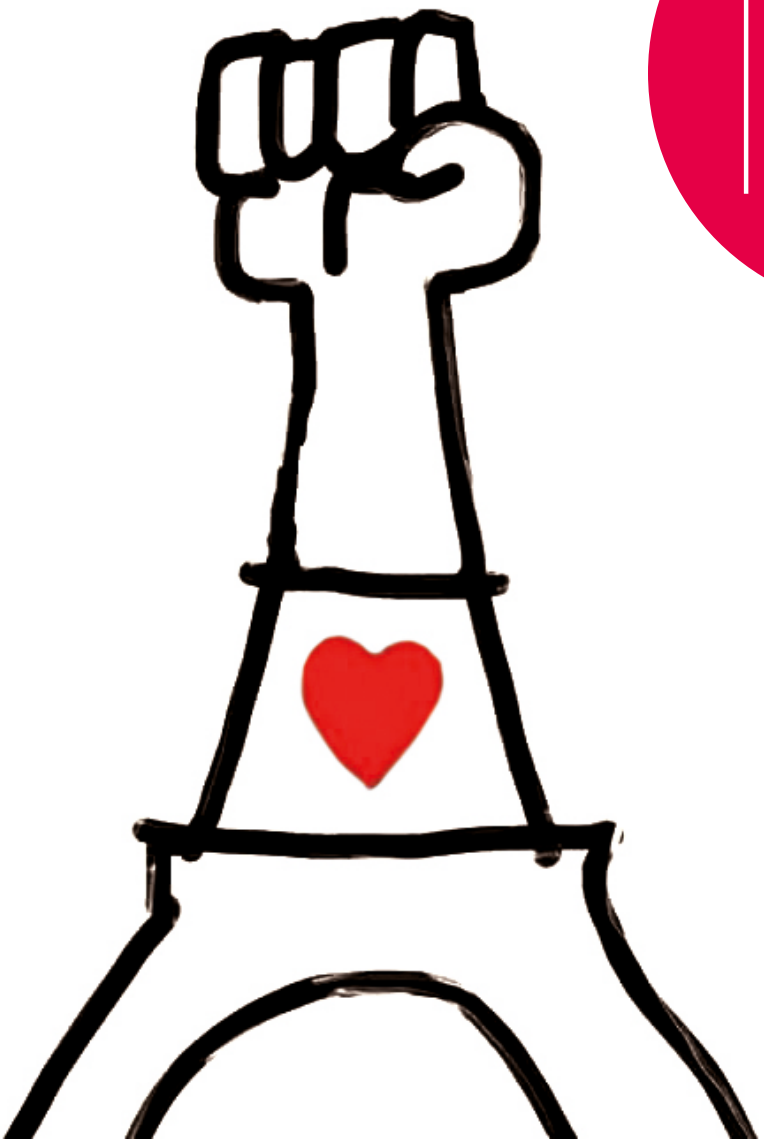
NOVEMBRE 2015



Édito « militants inlassables de la paix » // Paris : Attentats du 13 novembre // Syrie : une voie pour la paix // Migrants et réfugiés : Répondre à l'urgence et s'attaquer aux causes // Turquie : La terreur et le chaos // Dossier Amérique latine // Fin d'un cycle ou nouvelle étape dans la confrontation // Le Forum de São Paulo : Affirmer l'unité dans la diversité autour d'un nouveau modèle politique et social // Équateur : Intervention de l'ambassadeur de l'Équateur Maria de la Paz Donoso le 26 mai 2015 devant le groupe CRC au Sénat, en prévision de la COP 21 // Rencontre de Quito // Le blocus dure, Cuba change // Corruption, mondialisation capitaliste et nouvelle citoyenneté // Union européenne : La crise s'approfondit // Rencontre internationale des Partis Communistes et Ouvriers à Istanbul : Un vent de solidarité souffle sur la planète ! // Palestine ; Pierre Laurent // Parti de la Gauche Européenne : Pour un plan d'action contre l'austérité et la domination des marchés financiers // Échec du coup d'État au Burkina : un point d'appui dans la longue conquête de la souveraineté // Côte d'Ivoire : Une ultime forfaiture visant à légitimer le pouvoir d'un autocrate // Pour une alternative au Franc CFA // Afrique de l'Ouest : Des acteurs progressistes réfléchissent aux alternatives et aux solidarités dans le domaine de la santé en Afrique de l'Ouest // Parler de la Chine avec les chinois // Japon : La bataille autour de l'article 9 de la constitution // Birmanie, quel avenir ? // Délégation au Vietnam du lundi 26 octobre au samedi 31 octobre 2015 // Communiqués de presse du secteur International // Agenda // Secteur international du PCF

L'EXIGENCE DE SÉCURITÉ COLLECTIVE, GLOBALE, EST CONSTITUTIVE DE LA NOTION PLUS EXHAUSTIVE DE « SÉCURITÉ HUMAINE » QUI CHERCHE À GARANTIR AUX INDIVIDUS ET AUX PEUPLES LE PLEIN EXERCICE DE TOUS LEURS DROITS EN TOUS DOMAINES ET OUVRIR LA PERSPECTIVE D'UN MONDE DE PAIX.

« MILITANTS INLASSABLES DE LA PAIX »

«Dans le combat pour le développement, nous nous désignons comme des militants inlassables de la paix [1]»

S'il y a une solution définitive à la menace terroriste grandie dans le ventre de la guerre, s'il y a une solution définitive à toutes les guerres elles-mêmes, elle réside sans doute dans la lutte déterminée contre les inégalités et les injustices qui rongent le monde, chaque société, et entravent l'émancipation des peuples.

Mais comment ouvrir ce chemin dans un monde dominé par la logique de « guerre économique » généralisée et du libre-échange sans entrave qui a réactivé la logique de « puissances » et exacerbé leur rivalité sur le dos des peuples ?

Leurs mobilisations populaires seront déterminantes pour que les luttes pour l'égalité, les droits humains et sociaux, la promotion du bien-être humain sur tous les plans, la justice, et la protection des écosystèmes deviennent les priorités de l'action convergente des États, peuples et nations, au plan mondial et dans chaque région du monde, comme le fondement de politiques nationales et régionales consacrées au développement humain, social et écologique.

La solidarité internationale, indispensable, contribuera à ce que s'impose majoritairement l'idée que de réels dépassements de l'ordre existant sont possibles et à l'ordre du jour, que la mondialisation peut se traduire en maillages de coopérations mutuellement avantageuses si on substitue une logique de justice et de solidarité à celle de la mise en concurrence, de l'exploitation et des dominations.

Dans une allocution prononcée en novembre 2014, en clôture du Colloque organisé par la revue Recherches internationales consacré à la diplomatie française, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent soulignait : « Continuer de penser les relations internationales à la fois comme le champ d'affrontement entre le bien et le mal et comme un théâtre du relativisme permanent selon les collusions dans lesquelles on s'enferme, c'est penser le monde avec deux siècles de retard et contribuer à le rendre toujours plus instable. »

L'exigence de sécurité collective, globale, est constitutive de la notion plus exhaustive de « sécurité humaine » qui cherche à garantir aux individus et aux peuples le plein exercice de tous leurs droits en tous domaines et ouvrir la perspective d'un monde de paix.

La sécurité humaine recouvre, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), « deux aspects principaux : d'une part, la protection contre les menaces chroniques, telles que la famine, la maladie et la répression et, d'autre part, la protection contre tout événement brutal susceptible de perturber la vie quotidienne ».

Le PNUD en a proposé une définition détaillée en 1994 dans son Rapport mondial pour le développement [2] qui a été négligée par les dirigeants des plus grandes puissances mais pas partout, et l'Europe gagnerait à tourner son regard vers certaines régions d'Asie ou d'Amérique latine.

Pour l'agence onusienne, la sécurité humaine, « indivisible » et qui « ne connaît pas les frontières », recouvre sept dimensions fondamentales dont aucune ne va sans l'autre pour être complète : la sécurité économique, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, la sécurité environnementale, la sécurité personnelle, la sécurité des groupes sociaux, et la sécurité politique [3].

Le PNUD proposait même la création d'un Fonds abondé notamment par la baisse des dépenses d'armement et l'augmentation des budgets d'aide publique au développement.

Ces propositions, bien qu'à mettre à jour certainement, n'ont rien perdu de leur pertinence ; elles constituent même une piste, une clé pour commencer à construire aujourd'hui un avenir de paix mondiale.

Serons-nous capables, pour ce qui nous concerne au moins en France, de reconsidérer les axes d'une politique extérieure poursuivie ces 30 dernières années et qui a fait largement l'impasse sur les aspirations émancipatrices des peuples du Proche et du Moyen-Orient ?

Ce n'est pas encore la direction prise par le président français et son gouvernement qui n'ont pas attendu le débat au Parlement du 25 novembre sur la prolongation des opérations aériennes en Syrie pour « intensifier », dès le 14 novembre, les frappes contre les positions de l'État islamique suite aux attentats à Paris et Saint-Denis, et ce, sans que le Conseil de sécurité n'ait établi un mandat précis avec des objectifs politiques à une coalition militaire internationale.

Si à Vienne, les réunions du Groupe international de soutien à la Syrie, sous supervision de l'ONU, ont débouché sur un consensus pour travailler à une transition politique en Syrie et faire converger les efforts de toutes les parties en présence dans le conflit syrien sur un même objectif, celui de neutraliser l'État islamique, le Front al-Nosra et tous les groupes djihadistes, ce mandat précis de l'ONU encadrant les missions et buts d'une intervention coalisée n'existe pas encore.

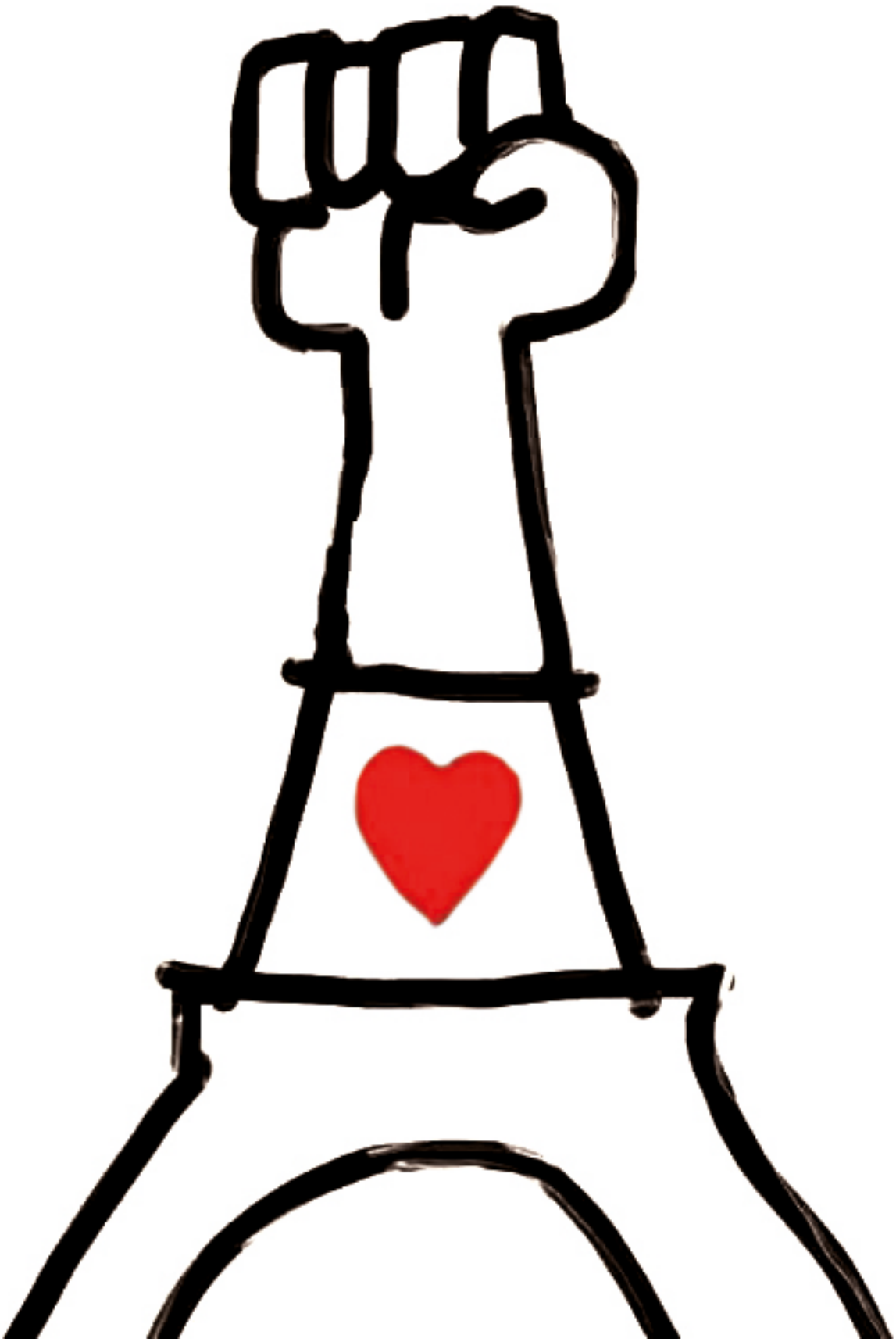
Et il ne peut être question d'en faire l'impasse quand les parties et pays engagés directement ou indirectement dans le conflit syrien ont tant de divergences sur ce que devra être l'avenir de la Syrie – un avenir qui devra nécessairement être celui que les Syriens se choisiront –, et tant que celui de l'Irak, qui lui est intimement lié, n'est pas encore le cœur d'une démarche diplomatique similaire, inclusive et multilatérale.

1 - Thomas Sankara, discours devant la 39e session de l'Assemblée générale de l'ONU, 4 octobre 1984.

2 - *Rapport mondial pour le développement* www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/

3 - hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_1994_fr_complet_nostats.pdf

Lydia Samarbakhsh
Responsable du secteur international du PCF



Parti communiste français, 17 novembre 2015

ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE :

PROTÉGER LA POPULATION, LA RÉPUBLIQUE ET LES LIBERTÉS FONDAMENTALES. FAIRE PRÉVALOIR UNE LOGIQUE DE PAIX, DE SOLIDARITÉ ET DE PROGRÈS

Les attentats qui ont frappé la France vendredi soir sont les plus graves actions terroristes à ce jour sur notre territoire faisant 129 morts et 352 blessés. Nous en ressentons tous une profonde douleur et une infinie tristesse. Nous nous inclinons devant la mémoire des disparus et nous voulons affirmer notre soutien à toutes celles et tous ceux qui ont vécu cette effroyable nuit, à toutes celles et tous ceux qui ont perdu un proche, un ami, ou qui accompagnent l'un des leurs dans le combat contre la mort. Nous saluons l'action exemplaire des personnels des services publics de secours, santé, sécurité civile, police et agents de l'État et des collectivités territoriales.

C'est chacun d'entre nous, c'est toute l'humanité que les assassins ont frappée à Paris et Saint-Denis le 13 novembre.

À Beyrouth la veille, 12 novembre, à Ankara, le 10 octobre dernier, mais aussi à Sousse en mars, les assassins commandités et commandés par Daech ont frappé dans des quartiers populaires, très fréquentés, des lieux d'échange, de détente, de loisirs, de sport et de culture, en cherchant à faire le plus de victimes possible ; partout la jeunesse a été prise pour première cible.

Ils veulent instaurer un climat permanent de terreur, de haine, de division et de violence – et ceux qui adoptent un langage de guerre pour leur répondre les confortent.

PROTÉGER LA POPULATION ET PROTÉGER LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE

La sûreté de toutes et de tous doit être une priorité et doit être assurée, et ce indissociablement avec la protection des libertés et des droits fondamentaux qui fondent notre République. Sacrifier une part de liberté serait de fait une victoire pour les terroristes de Daech. En effet, pour Daech, les actions terroristes sur notre territoire visent à mettre la société française en contradiction avec ses valeurs démocratiques et à créer au sein de celle-ci une situation de chaos. C'est ce qu'on appelle la « *stratégie de la tension* » propre au terrorisme. L'objectif des actions terroristes de Daech n'est pas la recherche d'une victoire militaire en France, mais celui de la déstabilisation politique d'une société par la terreur et l'effroi.

Nous récusons la notion « *d'ennemi de l'intérieur* » qui renvoie aux pires heures de notre histoire. C'est toute la population de notre pays qui a été touchée et qui, unie, exprime aujourd'hui son hommage aux victimes. Et c'est toute la population sans aucune discrimination d'origines, de culture, d'appartenance politique, philosophique ou religieuse, qui doit être également protégée et jouir pleinement de la paix civile.

Nous avons approuvé la proclamation de l'état d'urgence aux premières heures des attentats du 13 novembre mais c'est à l'aune des principes de protection de la population, de la République et des libertés fondamentales que le PCF se prononcera sur sa prolongation qui devra de toutes les façons être soumise au contrôle parlementaire régulier. Quoi qu'il en soit, cette situation qui comporte une part de restriction des libertés publiques ne peut être que très temporairement acceptée.

Inventer le concept douteux de « *terrorisme de guerre* » afin d'y opposer un « *régime constitutionnel d'état de crise* » créé de toutes pièces pour réformer la Constitution, comme l'a annoncé ce 16 novembre le Président de la République, est d'une gravité extrême, et ne peut que conforter Daech dans sa volonté de semer la mort et la terreur. Il ne peut être question ni de tomber dans le piège tendu par Daech, ni de laisser le champ libre à ceux qui pourraient tirer prétexte des innommables événements de vendredi afin de réduire les libertés et les droits.

À cet égard la surenchère belliciste, sécuritaire et identitaire de la droite et du FN avec en particulier son ignoble affiche (« *Choisissez votre banlieue* ») collée sur les murs d'Île-de-France ne peut être que dénoncée et combattue avec la plus grande fermeté. Cette affiche, comme la scandaleuse manifestation factieuse de Pontivy, aurait dû être interdite pour trouble à l'ordre public. Le gouvernement ne peut laisser faire.

Pour nous communistes, pas d'équivoque : toute forme de stigmatisation ou de suspicion dans notre pays à l'égard des musulmans doit être condamnée avec fermeté et détermination. Toute agression physique ou verbale raciste et xénophobe ne peut être considérée que comme une agression contre tout le peuple français.

Nous n'acceptons pas que l'on fasse des réfugiés en France et en Europe, les boucs émissaires du terrorisme alors qu'ils ont été les premières victimes de Daech, du régime syrien et de la guerre en général. Cet amalgame odieux, porté par la droite et l'extrême droite, est non seulement faux, mais dangereux. Le droit d'asile doit être pleinement respecté en France et en Europe.

Plutôt que de nouvelles lois ou d'actions de communication politique, la protection de toute la population sur notre sol demande avant tout des moyens matériels et humains pour la justice, la police, la sécurité civile, la santé, les services de renseignement et une défense opérationnelle du territoire national. Toutes choses qui, avec l'ensemble des budgets publics, ont été sacrifiées sur l'autel des politiques d'austérité au profit des marchés financiers.

Une évaluation parlementaire des politiques et des moyens de lutte contre le terrorisme est nécessaire à commencer par la loi renseignement votée dernièrement et dénoncée à la fois par les spécialistes du renseignement et les associations de défense des droits et des libertés.

Les mesures de lutte contre le terrorisme ne peuvent être du seul ressort de l'exécutif, elles doivent être strictement encadrées par la justice et faire l'objet d'un contrôle parlementaire tous les 15 jours.

LA RÉPUBLIQUE POUR TOUS : UNE RÉPONSE PROGRESSISTE À LA MENACE TERRORISTE DE DIVISION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

La véritable riposte durable à l'agression terroriste de Daech est celle de la résistance du peuple français dans son unité et sa diversité. Elle est de dire collectivement : ***« Vous nous frappez mais votre action est vouée à l'échec : vous ne nous abattrez pas, vous ne ferez que conforter notre unité autour de notre aspiration à la paix et des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qui fondent notre République et notre démocratie ».***

Cette authentique unité nationale populaire ne peut se construire que si notre pays affronte toutes les inégalités, discriminations, dominations, racismes et injustices qui le rongent de l'intérieur. Quand un nombre significatif de jeunes Français intègre les rangs du djihad et qu'ils basculent ainsi dans l'abject, la société française ne peut pas ne pas s'interroger sur le monde de violence, de guerre et de chaos dans lequel nous vivons, et sur l'état de notre société où trop de jeunes ne trouvent pas leur place, une société qui ne fait plus sens pour eux, où la valeur ultime est devenue l'argent, et qui sécrète et glorifie les pires violences. Lorsque Manuel Valls, premier ministre, parle d' « *apartheid social* », il acte l'abandon de pans entiers de la population. Nous sommes au contraire partisans de plus de République, de plus de services publics, de politiques culturelle, éducative, sportive ambitieuses. La société française a besoin de se construire autour d'une espérance collective libératrice et de combats émancipateurs.

Dans les conditions exceptionnelles créées depuis les attentats, comment vont se tenir les élections régionales de décembre ? Si le maintien du scrutin est un acte d'affirmation démocratique alors il est indispensable que des mesures exceptionnelles elles aussi permettent l'exercice du libre choix des électeurs en garantissant le pluralisme, l'égalité des listes et la participation au scrutin soient prises. Les médias, en particulier les chaînes de service public, peuvent et doivent jouer un grand rôle pour cela : des modifications profondes dans l'organisation de la campagne électorale doivent être apportées. Il n'est pas normal ni admissible qu'à l'issue de la rencontre à l'Élysée et de la séance du Parlement réuni en Congrès les 15 et 16 novembre, les déclarations du secrétaire national du PCF et des présidents de groupe aient été purement et simplement censurées.

Ce scrutin sera de fait le premier rendez-vous politique national où notre peuple pourra s'exprimer depuis le 13 novembre.

Il est d'abord important qu'il y ait une participation maximum car cela sera aussi un acte de résistance politique et démocratique de masse à la terreur.

Il s'agira d'exprimer des choix politiques : la priorité à la justice sociale, la démocratie réelle, le développement et l'humanisation des services publics, en s'unissant contre l'austérité, la loi de l'argent, la misère sociale et culturelle. Nos candidats et nos listes sont les seuls à porter des politiques de création d'emplois et de relance industrielle, de développement de tous les services publics, de rénovation thermique et de constructions de logements…

Il s'agira aussi de s'opposer à des politiques qui veulent encore plus diviser notre peuple, mettre les individus et les territoires en concurrence, et stigmatiser une partie d'entre nous.

Les listes des candidats PCF et Front de gauche entendent défendre de véritables choix de gauche afin de se saisir des politiques régionales comme des leviers démocratiques pour améliorer concrètement la vie de nos concitoyens, de redonner du sens à la politique et de reconquérir des pouvoirs sur nos vies.

Tout ce qui fera société, tout ce qui remettra de l'humain au cœur des rapports sociaux, fera reculer la violence.

Le PCF appelle l'ensemble de ses militants, dans des conditions exceptionnelles et certes difficiles, à reprendre la campagne électorale dans la dignité et avec la volonté de participer à l'effort de mobilisation citoyenne.

NOUS VOULONS, NOUS DEVONS, RÉSISTER À LA LOGIQUE DE GUERRE

Construire une société du bien commun constitue le rempart le plus efficace contre la violence et le chaos nés de la crise systémique du capitalisme et de ses contradictions.

Les méthodes para-militaires employées par ces mercenaires d'un nouveau genre, galvanisés par l'obscurantisme, ne doivent pas nous abuser sur la nature des problèmes que nous affrontons, que le monde, les peuples affrontent. Tous ceux qui, dans notre pays, parlent maintenant de « *France en guerre sur son propre territoire* » prennent de très lourdes responsabilités.

L'objectif recherché par Daech est celui d'un engagement plus important de la France et des « *Occidentaux* » sur le terrain militaire au Proche-Orient, en Syrie et en Irak particulièrement. Cette implication militaire occidentale, dont on connaît les résultats puisqu'elle est une des causes principales de l'effondrement de l'Irak ou de la déstabilisation de la Libye, conforte Daech sur le plan stratégique et idéologique. Sa stratégie de « *guerre à tout prix* » consiste notamment à polariser la situation en marginalisant les forces démocratiques et progressistes d'Irak et de Syrie et en se plaçant au centre du jeu comme seule alternative aux ambitions des puissances internationales sur la région.

Riposter à la violence terroriste par la seule voie militaire et sans stratégie politique visant le retour de la paix et le développement de toute la région serait une erreur grave et permettrait à Daech d'atteindre ses buts de guerre : la conquête de territoires et de richesses, et le contrôle de populations pour former son califat bâti sur les ruines de l'Irak et de la Syrie. Car Daech a un projet politique pour cette région du monde.

Promoteur et artisan de la logique de « *guerre des civilisations* », Daech tend un piège à la société française, aux peuples du Proche et Moyen-Orient – qui est, lui, le théâtre de la guerre – et aux peuples du monde.

Notre pays, notre peuple ont la possibilité et les ressources de ne pas tomber dans ce piège. Nous avons ensemble la capacité de refuser ce terrorisme et tout ce qui le nourrit, ici en France, et les guerres qui ravagent le Proche et le Moyen-Orient et lui servent de justification.

LE PCF SOLIDAIRE DES PEUPLES EN LUTTE DU PROCHE ET MOYEN-ORIENT ET D'AFRIQUE

Notre solidarité va aux réfugiés et aux migrants auxquels la France et les pays d'Europe doivent hospitalité et asile. Notre solidarité va aux forces démocratiques syriennes, irakiennes, aux populations des cantons du

Rojava et les forces kurdes des YPG qui sont les premières à affronter Daech sur le terrain militaire ; notre solidarité va aux populations Yézidis d'Irak, aux Libanais, aux Tunisiens, aux Afghans, aux Libyens et Érythréens : à tous les peuples qui subissent la violence de Daech et des groupes djihadistes. Notre solidarité va au peuple palestinien dont les grandes puissances occidentales et le gouvernement de B. Netanyahou ont décidé de faire le sacrifice.

Nous voulons amplifier notre action de solidarité avec toutes les forces démocratiques et progressistes de ces pays qui luttent pour la paix et la défense des intérêts de leurs peuples, mais aussi pour un Proche et Moyen-Orient et une Afrique libérés des dominations, de l'exploitation et de l'oppression. Si les Kurdes du Rojava, au Kurdistan syrien, sont si violemment aux prises avec Daech sur le terrain militaire c'est qu'ils défendent pour leur pays, la Syrie, comme pour la région, un projet de société démocratique, d'égalité, laïc, pluriculturel, écologique et d'émancipation sociale et humaine qui est l'exact opposé du projet politique de Daech et des islamistes, comme des régimes autoritaires et des théocraties. Notre place est aux côtés de ces forces d'émancipation.

Pour sortir du chaos, il faut agir sur plusieurs plans en même temps mais toujours mobilisé autour d'un objectif : que la logique de paix prenne le pas sur celle de la guerre.

IL EST POSSIBLE DE STOPPER LA GUERRE EN IRAK ET EN SYRIE

Cela nécessite de la part de la France, de tirer les leçons du passé et de reconsidérer avec sérieux les choix qui ont été les siens en matière de politique extérieure dans le Proche et le Moyen-Orient, et en Afrique, depuis des dizaines d'années. En choisissant de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN, de prioriser les opérations militaires pour devenir, aujourd'hui, le pays le plus interventionniste, d'opter pour un langage de guerre au détriment d'une action politique, diplomatique et de coopération visant la paix et le développement de la région, la France a contribué au chaos que vivent les peuples du Proche et du Moyen-Orient qui, sous la pression des grandes puissances (états-unienne, européenne ou russe), n'auraient le choix qu'entre des régimes dictatoriaux ou la soumission à des entrepreneurs de violence et des brutes obscurantistes.

C'est à un changement complet de paradigme auquel il faut s'atteler, et des choix nouveaux peuvent être faits aujourd'hui.

La France doit prendre des initiatives pour contribuer à un effort multilatéral et international pour permettre aux peuples de la région de reprendre le contrôle de leurs ressources et richesses, de reconstruire leurs États, en visant l'instauration d'États de droit et la démocratie, et le respect de leurs souverainetés. Il en va de l'intérêt de tous les peuples du monde.

L'ONU doit être replacée au centre des initiatives diplomatiques et politiques. C'est actuellement le cas à la conférence de Vienne sur la transition en Syrie. La France doit être résolue à ce que débouchent des solutions politiques incluant tous les pays de la région autour d'un objectif commun : **il est nécessaire de travailler dès aujourd'hui à créer les conditions d'un cadre régional de coopération et de sécurité collective visant la paix par de grands projets de développement et d'infrastructures au bénéfice des peuples et pays de la région.** C'est le rôle de la France que d'y contribuer.

À court terme, stopper les sources de la violence disséminée impose de mettre un terme à la guerre en Syrie et en Irak par une action simultanée sur trois registres : militaire, diplomatique et économique – aucun des trois ne va sans l'autre.

Sur le plan militaire, il s'agit, sous égide de l'ONU, par une mobilisation multilatérale internationale d'appuyer toutes les forces régionales unies dans l'objectif commun de vaincre Daech en apportant un appui aux forces syriennes et irakiennes démocratiques, parmi lesquels les Kurdes syriens du PYD, qui combattent Daech et les groupes djihadistes. Il faut assécher les ressources pétrolières, réseaux de clientèle de Daech et des groupes djihadistes, les priver de leurs soutiens financiers, militaires et humains.

Sur le plan diplomatique, cela implique qu'il faut dès aujourd'hui permettre à la Syrie, à l'Irak, de préparer dès maintenant leur avenir, la reconstruction de leurs États et la cohésion de leur société, leur développement. La réussite des discussions de Vienne est déterminante et la France doit agir dans cet objectif.

Sur le plan économique, cela implique de travailler dès aujourd'hui aux actions qui doivent permettre de répondre aux immenses besoins sociaux, humains et économiques des peuples de la région. Aucune perspective ne peut s'ouvrir dans cette région comme ailleurs dans le monde si les relations économiques et commerciales sont fondées sur des accords de libre-échange qui privent les peuples de leurs richesses et de leurs ressources au profit de multi- ou transnationales qui promeuvent la domination de la mondialisation par le capitalisme financiarisé.

Notre pays doit prendre la tête d'un mouvement de désarmement multilatéral, cesser de contribuer au commerce des armes et, à l'image de l'accord sur le nucléaire iranien, œuvrer à l'éradication complète des armes nucléaires et de destruction massive.

La France doit retrouver son indépendance en matière de politique étrangère et de défense nationale pour promouvoir une culture de la paix.

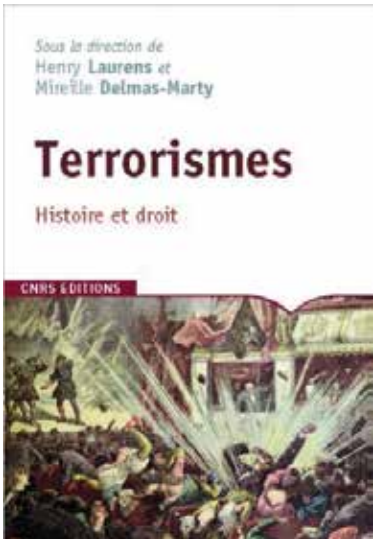
Le PCF, ses élus et ses militants sont mobilisés pour faire vivre ce combat primordial pour la liberté, l'égalité, la fraternité et la paix, et contre la violence et la haine.

Pierre-Jean LUIZARD, *Le piège Daech, l'État islamique ou le retour de l'Histoire*

La Découverte, collection : Cahiers libres, 192 p., 13,5€.

Henry Laurens & Mireille Delmas-Marty, *Terrorismes : Histoire et droit*

CNRS, collection : Histoire, 337 p., 17€.



SYRIE :

UNE VOIE POUR LA PAIX

Depuis près de 5 ans, le peuple syrien subit une guerre interminable et cruelle qui n'a fait que s'étendre sur l'ensemble du pays.

D'une violente répression conduite par le régime de Bachar Al Assad contre des manifestants pacifiques, on est passé à l'internationalisation et à la militarisation du conflit voulu par le régime, puis à une guerre totale par procuration des puissances régionales et internationales pour en arriver aujourd'hui à la main-mise d'une grande partie du pays par des groupes terroristes djihadistes, dont le premier d'entre eux l'État islamique.

Pour une population de 22 millions d'habitants, on compte 250 000 morts, plus de 10 millions de déplacés et réfugiés, une économie effondrée et des répercussions sur les pays voisins et aujourd'hui en Europe avec la venue de centaines de milliers de réfugiés fuyant la guerre et les camps.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ À UNE TELLE TRAGÉDIE ?

À l'origine, en ce printemps 2011, le peuple syrien, comme d'autres dans cette région, se lève pour réclamer des réformes sociales et démocratiques et desserrer l'étau du régime autoritaire. Mais la Syrie, à la différence des pays qui ont connu ces mouvements populaires, constitue une ligne de front entre des puissances régionales aux intérêts concurrents notamment en matière énergétique, et jalouses de leur zone d'influence. On retrouve ainsi l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar avec leurs alliés occidentaux, Etats-Unis et France en tête, et de l'autre Russie, Iran, voulant garantir leur présence et leur sécurité dans cette zone, par le maintien du régime syrien en place.

Conflit à caractère géo-politique mêlant des enjeux stratégiques, cet affrontement ne laisse aucun espoir d'une victoire militaire d'un camp sur l'autre. C'est pourtant cette illusion de pouvoir faire chuter ce régime qui a animé l'action des Etats-Unis et de la France durant toutes ces années.

Pourtant les aventures meurtrières de l'Irak et de la Syrie auraient dû les conduire à plus de prudence, au vu du désastre et du chaos provoqués dans ces pays, par leurs interventions militaires respectives.

Mais non, durant toutes ces années, les occasions de parvenir à un accord politique ont été gâchées, malgré les efforts de l'ONU et de ses émissaires à faire cesser les violences, et d'appeler à des cessez-le-feu.

Cela a été notamment le cas en juin 2012 à Genève, où, sous l'égide de l'ONU, l'accord pour une transition politique signé par tous les représentants des pays impliqués dans ce conflit, a été rejeté par les représentants américains et français Hillary Clinton et Laurent Fabius exigeant le départ préalable de Bachar Al Assad comme condition à toute mise en œuvre de la transition.

À cette époque, en effet, les occidentaux étaient convaincus que le régime allait tomber rapidement, cet accord leur apparaissait donc comme superflu. On connaît la suite… La guerre ne fit que s'étendre, et le nombre de victimes se multiplier.

C'est dans ce chaos que Daech a prospéré dans la lutte contre Bachar Al Assad, bénéficiant de l'aide des pays du Golfe et de la Turquie pour en arriver à frapper notre pays lui-même en réaction aux bombardements décidés il y a 3 mois par la France contre l'État islamique en Syrie après les attentats de janvier.

Aujourd'hui, chacun semble prendre conscience qu'il s'agit de travailler à une solution politique entre tous les protagonistes et vaincre l'État islamique.

C'est le sens des sommets de Vienne avec la participation de 17 pays, sous l'égide de l'ONU, qui ont adopté une feuille de route et travaillé à sa mise en œuvre pour parvenir à la cessez-le-feu, et à la mise en place d'un gouvernement transitoire composé de membres du régime et de l'opposition non djihadiste.

Aujourd'hui, la raison semble l'emporter et le virage actuel de la diplomatie française est à interpréter comme la réponse tardive aux attentats qui ont frappé notre pays.

Parallèlement à ces efforts diplomatiques, les discussions sont engagées pour la mise sur pied, dans le cadre de l'ONU, d'une coalition internationale au plan militaire, pour laquelle la Russie avait plaidé ces derniers mois, dont l'objectif est de frapper Daech et tarir ses moyens financiers et d'approvisionnement.

C'est l'autre volet nécessaire pour parvenir à la solution politique, afin que la Syrie retrouve son entière souveraineté sur l'ensemble de son territoire… Ce choix d'une Syrie libre, démocratique et laïque est aussi le meilleur moyen de combattre la présence sur son sol de multiples groupes terroristes dont les objectifs sont diamétralement opposés, à ceux voulus par le peuple syrien.

Ce chemin vers la paix est une occasion pour réévaluer les politiques qui ont été menées dans cette région par les grandes puissances.

Les successions de conflits depuis 15 ans qui traversent ces pays naissent des injustices, des inégalités, des politiques autoritaires et de l'affaiblissement des forces progressistes voulues par les puissances occidentales et leurs alliés et où des groupes djihadistes ont été utilisés et financés à cette fin.

Cette région en effet doit cesser d'être considérée comme un simple réservoir de ressources énergétiques et un débouché fructueux pour des ventes d'armes, par des pays occidentaux cherchant à préserver cette zone d'influence.

Il s'agit de rompre avec ces politiques hégémoniques et travailler à construire des politiques de sécurité collective, de développement humain et de coopération.

L'ONU doit prendre la main et les peuples doivent s'en mêler et appeler leurs gouvernements respectifs à rompre avec des politiques qui ont conduit aux tragédies actuelles.

Patrick Margaté
membre de la CRI, chargé des questions de migrations

AGIR POUR LA PAIX

Au Proche et Moyen-Orient, la solution militaire, l'expérience nous l'enseigne, sera partielle et nécessairement provisoire. Pour en finir avec l'ère des injustices et des humiliations, il sera nécessaire de penser en termes de culture de paix, c'est-à-dire la construction d'un cadre de coopération et de sécurité collective avec quatre priorités :

- la reconstruction sur le plan politique, économique et social de l'Irak et de la Syrie (objectif pour la Syrie que poursuit le Groupe international de soutien à la Syrie, sous supervision de l'ONU) ;

- la reconnaissance de l'État palestinien ;

- la fin de la guerre au Yémen et le retour à un processus de paix en Turquie ;

- la préparation d'une Conférence régionale sous égide de l'ONU pour travailler à :

- la fin de la « guerre du pétrole » qui, avec l'urgence climatique, impose de réorienter les économies des pays producteurs de pétrole et de formuler de nouvelles modalités collégiales de l'exploitation de cette ressource dans la perspective d'une réduction drastique des énergies carbonées ;

- un plan de développement et d'infrastructures des pays de la région ;

- la démilitarisation et la dénucléarisation de la région.

En lieu et place des accords de libre-échange qu'elle a multipliés, l'Union européenne pourrait apporter son appui à un tel élan en s'inscrivant dans des projets de développements sociaux, humains et écologiques, et d'infrastructures transcontinentaux Maghreb-Moyen-Orient-Europe.

Tout, dans la situation internationale, appelle à renforcer le rôle de l'Organisation des nations unies dans la fin de la guerre en Irak et en Syrie et la préparation de la transition politique en Syrie ; et de donner aussi à l'ONU toute son amplitude pour remplir ses missions définies dans sa Charte, en la démocratisant et en la libérant des pressions des puissances mondiales et de celles des multi- et transnationales, et institutions bancaires et financières.

COMMUNIQUÉ CONJOINT AGRÉÉ PAR LES MINISTRES PRÉSENTS LORS DE LA RÉUNION INTERNATIONALE DE VIENNE À PROPOS DE LA SYRIE (30/10/15)

Le 30 octobre 2015, à Vienne (Autriche),la Chine, l'Egypte, la France, l'Allemagne, l'Iran, l'Irak, l'Italie, la Jordanie, le Liban, Oman, le Qatar, la Russie, l'Arabie Saoudite, la Turquie, les Emirats arabes unis, le Royaume- Uni, les Etats-Unis ainsi que l'Union européenne et les Nations unies se sont réunis pour discuter de la dangereuse situation en Syrie et pour trouver les moyens de mettre un terme à la violence le plus rapidement possible.

Les participants ont eu une discussion franche et constructive, couvrant les enjeux majeurs. Bien que des différences importantes subsistent entre les participants, ils sont parvenus à se mettre d'accord sur les points suivants :

1) L'unité, l'indépendance, l'intégrité territoriale et le caractère laïque de la Syrie sont fondamentaux.

2) Les institutions de l'État seront préservées.

3) Les droits de tous les Syriens, indépendamment de l'origine ethnique ou de la confession religieuse, doivent être protégés.

4) Il est impératif d'accélérer tous les efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre.

5) L'accès humanitaire sera assuré sur tout le territoire de la Syrie, et les participants à la réunion augmenteront leur soutien aux personnes déplacées, aux réfugiés, et aux pays qui les accueillent.

6) Daech et les autres groupes terroristes, tels que désignés par le Conseil de sécurité des Nations unies, et par les participants doivent être vaincus.

7) Conformément à Genève 1 (communiqué 2012) et à la résolution 2118 du Conseil de sécurité des Nations Unies, les participants à la réunion de Vienne ont invité l'ONU à convoquer les représentants du gouvernement syrien et de l'opposition syrienne pour un processus politique menant à des élections crédibles, inclusivement, de gouvernance non-confessionnelle, suivies de l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Ces élections doivent être conduites sous le contrôle de l'ONU, pour la bonne gouvernance et pour le respect des exigences internationales de transparence et de responsabilité, libres et équitables, avec tous les Syriens, y compris les membres de la diaspora, en droit d'y participer.

8) Ce processus politique sera mené et pris en charge par les Syriens ; le peuple syrien décidera lui-même de l'avenir de la Syrie.

9) Les participants de concert avec les Nations unies vont explorer les modalités, et la mise en œuvre, d'un cessez-le-feu national pour une date déterminée et conjointement avec ce processus politique renouvelé.

La Revue du projet #49, septembre 2015 // 6€

« Non ! Il n'y a pas de guerre des civilisations »

MIGRANTS ET RÉFUGIÉS :

RÉPONDRE À L'URGENCE ET S'ATTAQUER AUX CAUSES

Face à cette crise, appelée crise des migrants -appellation discutable-, il est crucial de mesurer l'ampleur et les tendances des flux migratoires, leurs causes et les politiques menées tant sur le plan européen qu'en France.

En matière d'accueil des migrants, la politique de l'Union européenne est clairement exprimée par Donald Tusk, le président du Conseil européen, qui vient de déclarer : « *Nous devons protéger les frontières extérieures de l'Union, car notre première obligation, c'est de protéger les communautés européennes.* » Tout est dit. En France aussi, depuis des années, l'immigré est devenu le bouc émissaire de la droite et de l'extrême droite ; quant au gouvernement actuel, il a inscrit sa politique dans la logique de « *l'Europe forteresse* ». Ces questions sont mondiales et nécessitent donc des réponses communes au plan international. Ainsi, la Convention de Genève, ratifiée en 1951, fixe les critères d'obtention du droit d'asile pour « *toute personne persécutée, en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de son opinion politique* ». Ce terme de « *réfugié* », aujourd'hui objet de débat, peut être également attribué aux migrants économiques et sociaux. En effet, on ne meurt pas seulement de la guerre dans le monde d'aujourd'hui mais aussi de misère et du désir légitime d'une vie meilleure.

Ce constat de la hausse des migrations, c'est celui du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) qui confirme que le flux actuel des migrations dans le monde est le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. Le HCR attribue cette augmentation à la multiplication des conflits qu'il chiffre à ce jour à 15 : 8 en Afrique, 3 au Moyen-Orient, 1 en Europe (Ukraine), 3 en Asie, et aux suites des guerres civiles en Colombie et au Népal. Selon le HCR, l'Europe est concernée par cette hausse des migrations. Elle devra accueillir en deux ans 1,5 million de migrants venant du Moyen-Orient, de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan. Notons que pour l'Europe les entrées par voies maritimes, via l'Italie et la Grèce, s'élèvent à plus de 750 000 en 2015, voies particulièrement meurtrières qui ont entraîné la mort cette année de plus de 3 000 personnes qui s'ajoutent aux 20 000 victimes depuis dix ans.

POURQUOI CETTE BRUTALE AUGMENTATION ?

Les causes sont à rechercher dans l'état du monde, les migrations étant pour une part importante le reflet et la conséquence de ce qu'on peut qualifier de « *chaos* », un monde fait d'inégalités insupportables et de violences meurtrières. Ce « *chaos* » ne relève d'aucune fatalité. La mondialisation capitaliste avec ses outils que sont les institutions financières et bancaires crée des situations invivables pour des millions de gens, les obligeant à fuir leur pays souvent au péril de leur vie. Si la dernière assemblée générale de l'ONU a mis en évidence des progrès obtenus dans le cadre de la campagne du Millénaire pour le développement, elle a aussi relevé que 850 millions de personnes continuent de vivre dans « *l'extrême pauvreté* ». Les plans d'ajustements structurels, imposés par le FMI et la Banque mondiale, les accords de libre échange de l'UE, les politiques de prédation des grands groupes privés, le poids de la dette, tout concourt, avec souvent la complicité de dirigeants corrompus, à déstructurer des économies nationales et à détruire un tissu social déjà fragile. C'est notamment le cas au Maghreb et en Afrique. L'autre élément, facteur de mouvements de populations, déjà évoqué, sont les zones de conflits qui traversent plusieurs pays du Proche et Moyen-Orient. Tous ces conflits ont pour origine des interventions étrangères, notamment des puissances occidentales – l'OTAN en Afghanistan ; la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en Libye ; et les Etats-Unis en Irak – autant d'interventions militaires qui ont fait le lit des groupes terroristes. La source de ces interventions, quelles que soient les raisons affichées, réside dans des politiques de puissances visant à consolider et à gagner en zone d'influence au nom d'intérêts géostratégiques où l'énergie est au premier plan. Travailler à prévenir les tensions, à privilégier les solutions politiques aux conflits, à impulser une politique de paix et de développement dans la démocratie, sont les voies à suivre pour que les peuples ne soient pas contraints à fuir les dangers de la guerre et de la misère.

QUE FAIT L'UNION EUROPÉENNE DEVANT L'ARRIVÉE DE CES POPULATIONS ?

Ni l'Europe ni notre pays ne sont au bord de « *l'invasion étrangère* ». Selon le HCR, le nombre de migrants attendus dans l'UE s'élève à 1,5 million en deux ans, ce qui représente 0,3 % de la population européenne qui compte à ce jour 508 millions d'habitants. La France, quant à elle, voit son chiffre de population immigrée se stabiliser, avec une légère augmentation de 0,8 %, portant le pourcentage à 8,8 % de la population française. Pourtant, l'UE considère que cette venue met en danger l'Europe, même si des pays comme la Suède et l'Allemagne ont depuis des années conduit des politiques d'ouverture et d'accueil, par solidarité pour la première et pour des raisons d'intérêt économique pour la seconde. L'arsenal juridique que l'UE met en place vise à renforcer les barrières afin de décourager toute migration, avec le risque de maintenir ces populations migrantes en situation de danger et de précarité extrême. L'UE divise maintenant les migrants entre ceux qui fuient la guerre et ceux qui fuient la misère et la dictature, où seuls les premiers auraient droit à être protégés. Outre le renforcement de Frontex et le règlement de Dublin, l'UE veut mettre en place, avec les pays d'origine et les pays de « *première ligne* » en Europe et à ses frontières, des mesures de refoulement de ces migrants, en les plaçant dans des centres de contrôle qui risquent de devenir des camps de rétention. Ainsi le Conseil de l'Europe vient de conclure un accord avec la Turquie pour qu'elle garde sur son territoire 2 millions de personnes contre la somme de 3 milliards d'euros et différents avantages politiques et administratifs. L'Europe, quant à elle, se contente toujours de n'accepter que 160 000 réfugiés comme demandeurs d'asile ! Ce dispositif, dit « *d'externalisation* » ou de sous-traitance, est élargi avec les pays du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre du processus de Rabat, du Machrek et de la Corne de l'Afrique dans le cadre du processus de Khartoum. Précisons que le Conseil

européen menace d'annuler des accords commerciaux et des subventions aux pays qui refuseraient d'être les sous-traitants de la politique de l'UE en la matière. Parmi ces pays tiers avec qui l'UE traite, on trouve le Soudan, l'Erythrée, etc., des régimes qui bafouent les droits humains. À cet égard, la réunion de mi-novembre à La Valette à Malte entre l'UE et l'Union africaine pour parfaire ces accords devrait constituer une étape nouvelle pour le refoulement des populations et d'externalisation de la politique de l'UE. Politique de refoulement pourtant condamnée par le secrétaire général de l'ONU. A côté de ce dispositif, l'UE veut mettre en place des « *hotspots* » comme centres d'accueil et de contrôle dans les pays frontières de l'Europe, comme la Grèce et l'Italie, « *qui vont piéger* » les demandeurs d'asile. Les députés européens de la GUE/NGL, dont Marie-Christine Vergiat, et les associations de défense des droits humains ont dénoncé ces mesures et interpellé les autorités de l'UE, leur demandant si la convention de Genève n'est pas ainsi bafouée par ces dispositifs répressifs.

ET QUE FAIT LA FRANCE ?

Rien de moins que de s'inscrire dans cette politique et la devancer dans bien des cas. C'est le chef de l'État lui-même qui a tracé la voie en appelant, début septembre, à traiter les problèmes « *en amont* » en aidant les pays de transit, comme la Grèce et l'Italie, à « *retenir et à accompagner les migrants qui ne relèvent pas du droit d'asile* ». En clair à les raccompagner d'où ils viennent. C'est également François Hollande qui inaugure la division entre migrants « *acceptables ou non* », le président de cette France qui, jusqu'à récemment, ouvrait parcimonieusement ses portes aux Syriens fuyant la guerre et qui, encore aujourd'hui, se dit prête à n'accueillir que 30 000 personnes sur deux ans ! La France est très loin d'être exemplaire, ne serait-ce qu'en matière de droit d'asile. Seules 21 % des demandes, soit 13 000 sur 65 000, ont été accordées en 2014. Avec ces chiffres, la France se situe loin derrière l'Allemagne avec 41 % d'avis favorables au droit d'asile, la Belgique 44 %, le Royaume-Uni 35 %, les pays scandinaves 31 % et l'Italie qui délivre des visas humanitaires. Enfin, notre pays accueille 200 000 migrants chaque année, dont près de 50 % d'Européens (Portugais, Italiens, Espagnols). Avec les retours et les décès, il n'en demeure que 90 000 sur le territoire, parmi lesquels beaucoup ont été acceptés en raison de leur capacité professionnelle, dont de nombreux étudiants. Autrement dit, il s'agit là d'une immigration choisie. Malgré cette politique restrictive, les traditions d'accueil et de solidarité dans notre pays restent vivaces, grâce à une part importante de l'opinion qui refuse le piège du repli sur soi et du rejet de l'autre.

Les communes, notamment celles dirigées par les maires communistes, et les associations se sont mobilisées pour accueillir ces familles de migrants. Cette attitude généreuse et riche d'humanité, fidèle aux traditions d'accueil de notre histoire, tranche avec celle des partis de droite et du FN qui ont décidé de faire du combat contre l'immigration leur cheval de bataille. Les Républicains et le FN avancent des propositions qui font froid dans le dos. Cela va de la suppression du droit du sol, du regroupement familial, de l'aide médicale gratuite à l'interdiction des manifestations de soutien aux immigrés pour le FN, à l'ouverture de centres de rétention à l'extérieur de l'Europe, au versement des allocations familiales et des aides au logement sous condition, au renforcement des critères de naturalisation, aux mesures d'expulsions facilitées pour les Républicains. Notre pays n'est pas condamné à plier devant le déchaînement xénophobe de telles forces politiques.

En conclusion, il nous faut bien mesurer le caractère mondial de la question des migrations, qui ne peut que s'accroître vu l'état du monde actuel. Nous ne parlons là que des facteurs liés aux questions de sécurité et économique qui sont à l'origine de ces mouvements de population. Il faut y ajouter ceux dus aux changements climatiques à venir, difficiles à estimer aujourd'hui. Toutefois, à ce jour, les règles internationales en vigueur constituent un bon socle en matière de politique migratoire pour défendre les droits des populations migrantes. Mais nous n'en sommes pas encore là. Les « *politiques restrictives* » qui se mettent en place dans de nombreux Etats, accompagnées de campagnes idéologiques pour diviser les migrants et criminaliser ceux qui fuient la misère, exigent de mener un combat idéologique et politique sur les causes et de construire avec des partenaires des propositions crédibles et efficaces.

Patrick Margaté
membre de la CRI, chargé des questions de migrations

MESURES D'URGENCE

1 - AIDE D'URGENCE AUX RÉFUGIÉS ET AUX MIGRANTS

- respecter la convention de Genève sur les réfugiés politiques et créer deux statuts spécifiques pour les réfugiés économiques et les réfugiés climatiques ;
- mettre aux normes du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU des centres d'accueil par le doublement de leurs capacités ;
- mettre en place des dispositifs de soutien médico-social, des parcours d'insertion professionnelle et de scolarisation des enfants, garantir les droits de l'homme, de la femme, et de l'enfant.

2 - REFONTE DES POLITIQUES MIGRATOIRES ET DES VISAS EN FRANCE ET EN EUROPE

- abrogation des règlements Dublin ;
- réorientation des missions de Frontex pour le sauvetage et l'ouverture de voies d'accès légales vers l'Europe, sans condition, pour sécuriser les migrants et lutter contre les trafiquants ;
- abrogation du « visa Balladur » qui a fait 10 000 morts dans la mer d'Anjouan
- refonte complète des politiques de visas en France incluant la régularisation des sans-papiers.

3 - SOUS L'ÉGIDE DE L'ONU

- mettre en place un plan international solidaire de lutte contre les inégalités sociales et économiques ;
- relancer l'aide publique au développement avec le respect des promesses la portant à 0,7 % du PIB et monter progressivement cette aide à 1 % ;
- promouvoir l'abolition de l'arme nucléaire et la dénucléarisation du Moyen-Orient et de l'Europe.

4 - PLAN DE PAIX AU MOYEN ORIENT

- s'engager résolument dans les initiatives diplomatiques de l'ONU pour la résolution politique des conflits en Syrie et en Irak ;
- s'engager dans la lutte pour le démantèlement des filières du djihadisme en agissant contre les États et personnalités qui leur apportent des soutiens financiers, humains et matériels.

DES MOYENS POUR SOUTENIR LE RÉSEAU DES VILLES SOLIDAIRES

- Stopper les mesures d'austérité qui frappent les budgets publics des collectivités locales qui représentent une coupe de 7 milliards d'euros en 2016 et 2017 ;
- Engager un plan d'aide et d'accueil d'ampleur de 4 milliards d'euros dont au moins 2 milliards pour les collectivités.

TURQUIE : LA TERREUR ET LE CHAOS

La Turquie a connu, en six mois, deux séquences électorales aux résultats apparemment contradictoires. Au terme des consultations, le pouvoir islamo-conservateur de l'AKP, un temps vacillant, se trouve renforcé. Erdogan devrait gouverner le pays, sans contre-pouvoir institutionnel, jusqu'en 2019.

Après une décennie de pouvoir sans partage, le scrutin de juin 2015 s'annonçait difficile pour l'AKP. Le pouvoir a fait face à une dégradation de la situation économique. Les scandales de corruption, la disparition des mécanismes d'équilibre et de contrôle du sommet de l'État (autoritarisme, concentration des pouvoirs et personnalisation) ont donné à la Turquie des allures de bateau ivre. L'emprise idéologique sur les comportements privés et l'ordre social ont suscité dans de très larges couches de la population un véritable rejet. La rupture du processus de paix et les complaisances à l'égard de l'État Islamique, notamment lors du siège de Kobanê, ont provoqué un vif ressentiment chez les Kurdes. Enfin, l'engagement d'Erdogan dans la campagne, dérogeant à son devoir de neutralité, et ses velléités de modification de la constitution pour accentuer sa présidentialisation ont cristallisé le mécontentement.

En dépit de la prégnance du vote conservateur, l'AKP a subi un recul (41 %) tout en demeurant la première force du pays. Elle perd des voix chez les conservateurs kurdes et dans la droite nationaliste. L'AKP se voit privée de la majorité absolue l'obligeant à former une coalition. Le CHP (social-démocrate kémaliste), avec 25 %, reste stable et ne profite pas de la défiance à l'égard d'Erdogan. Le MHP (extrême droite) totalise 16 %, en forte progression, avec une campagne axée sur le rejet d'une solution pacifique à la question kurde. Avec un programme ancré à gauche, féministe, écologique et pacifiste, ouvert à toutes les minorités, notamment kurde, le HDP et son leader S. Demirtas ont créé la surprise avec 13 %, bien au-delà de leur espérance. En franchissant la barre des 10 %, le HDP dispose d'un groupe parlementaire et fait entendre la voix d'une Turquie plurielle et émergente.

Rejetant le verdict des urnes, Erdogan entendait revenir en force en jouant la carte de l'instabilité dans des élections anticipées. Pour cela, il s'est engagé dans une véritable aventure criminelle faisant entre 400 et 500 morts. Il a relancé la guerre contre le peuple kurde le désignant explicitement comme l'ennemi de l'État. Les combats avec le PKK ont repris. Un climat de terreur a gagné l'ensemble du Kurdistan. Des villes ont été placées sous état d'urgence et 1 500 élus ont été arrêtés. Les intimidations et les agressions contre les militants sont devenues quotidiennes. Des hordes ultranationalistes ont attaqué 400 permanences du HDP. Les attentats de Suruç et d'Ankara ont semé le chaos obligeant le HDP à cesser sa campagne électorale. Cette stratégie visait à réveiller la fibre nationaliste, à resserrer les rangs de ses partisans et à châtier le HDP.

Les obstacles à la constitution d'un gouvernement de coalition ont accentué les inquiétudes d'autant que les divisions de l'opposition empêchent la constitution d'une alternative. L'AKP entendait apparaître comme le recours pour mettre un terme à l'insécurité et à l'instabilité.

L'ensemble des institutions et des ressources de l'appareil d'État ont été mobilisées au profit exclusif de l'AKP. Elle a pu disposer de moyens pour élargir sa clientèle électorale par la privatisation des allocations publiques et la distribution des marchés. Elle a exercé une hégémonie sur les médias, restreint les libertés de la presse et fermé des TV.

Parallèlement, l'AKP a déployé une véritable ingénierie électorale afin de cadenasser le scrutin. Elle a modifié ses candidats afin de mieux prendre en compte les enjeux locaux tandis que les fraudes se multipliaient le jour du vote.

Le fait significatif, ce 1er novembre, est l'ampleur de la victoire de l'AKP. Avec 49,4 % (+ 8,5%), elle progresse et occupe désormais tout le spectre politique de la droite (islamiste, conservatrice, nationaliste) en élargissant son influence à l'extrême droite. Elle dispose de la majorité absolue mais il lui manque 14 sièges pour modifier la constitution. Le CHP se maintient (25,3 %) mais est en panne de dynamique. Le MHP est le grand perdant (- 6 %). L'intensification de la rhétorique sécuritaire et nationaliste de l'AKP lui a été fatale. Enfin, le HDP recule légèrement (-2,3 %). La reprise des hostilités avec le PKK a conduit les kurdes conservateurs à se retourner vers l'AKP préférant le statu quo plutôt qu'une exacerbation des tensions. Mais surtout, la violence paroxystique, déployée par les institutions de sécurité explique aisément ce reflux. Pour autant, Erdogan n'est pas parvenu à briser le HDP puisqu'il conserve une représentation parlementaire. Ce résultat était encore inimaginable il y a quelques années. Le HDP fait désormais partie du paysage politique.

Dans ce contexte, l'avenir de la Turquie s'avère bien sombre. À l'évidence, le multipartisme et les élections pluralistes ne peuvent suffire à établir le caractère démocratique de ce régime dans la mesure où les possibilités d'alternance demeurent vaines. La domination de l'AKP sur l'appareil d'État se renforce. Elle contrôle déjà la police, la justice et la plupart des médias. La dérive autoritaire est là. La Turquie est entrée dans une ère d'hyper-présidentialisation de fait à défaut d'être de droit. La violence se banalise alors que la polarisation extrême de la société induit une radicalisation et le risque d'une accentuation de la communautarisation des affrontements. Les tensions avec les Kurdes se poursuivent car elles sont autant liées à la situation intérieure qu'à l'évolution en Syrie. L'État turc n'accepte pas la formation d'une entité politique autonome au Rojava. Ces jours-ci, les sièges des villes de Silvan et Nusaybin ont pris une tournure dramatique tandis que les bombardements contre toutes les forces kurdes, engagées contre Daesh, continuent. Plus globalement, ce sont toutes les minorités, les démocrates et la gauche alternative qui entrent dans une nouvelle tourmente. Depuis plusieurs années, la Turquie joue des alliances avec différents groupes djihadistes pour être influente en Syrie. Ses complaisances cyniques à l'égard de l'État Islamique peuvent avoir de lourdes conséquences. Le pôle de stabilité qu'elle représentait est en train de disparaître. Les répercussions ne peuvent qu'être vertigineuses pour l'équilibre régional. La guerre en Syrie a débordé sur son territoire et pour ces raisons, Ankara a renoué avec les États Unis et l'OTAN pour ne pas perdre la face dans ce conflit. Elle accueille 2 millions de réfugiés dont seulement 15 % dans des camps alors que les autres se débrouillent seuls. La plupart d'entre eux n'ont pas le statut de réfugiés en violation de la convention de Genève. De plus, la Turquie laisse faire tous les trafics mafieux dont ils sont victimes. L'accord signé avec l'UE pour juguler les flux est un véritable marché de dupes. Les Turcs sont incapables de répondre aux exigences européennes tandis que l'UE est prête à toutes les concessions sordides pour éviter de traiter l'ampleur du problème des réfugiés.

La situation turque alarme l'opinion publique. Alors, comment comprendre la persistance du soutien de la France et de l'UE à Erdogan ? La Turquie dispose d'immenses atouts face à l'implosion du Moyen-Orient. Une grande partie de la population a manifesté son attachement au système parlementaire traduisant la solidité de l'esprit démocratique dans une société civile en recherche de paix et de justice. Erdogan s'applique à détruire cette richesse. La reconnaissance des peuples de Turquie, comme le demande le HDP, pourrait refonder le pays sur de nouvelles bases et consolider son unité. Dans le même esprit, la France et l'UE doivent prendre des initiatives pour retirer le PKK de la liste des organisations terroristes. Cette force de résistance est aujourd'hui au premier rang pour défendre les droits humains face à la sauvagerie de l'EI. Cela constituerait un pas important vers la résolution de la question kurde.

Le HDP constitue indéniablement la force d'avenir de la Turquie. Il mène avec courage ce combat. Le PCF, à ses côtés, lui apporte son total soutien et appelle ses organisations à multiplier les initiatives de solidarité.

Pascal Torre
Commission Relations internationales

DOSSIER AMERIQUE LATINE

AMERIQUE LATINE :

FIN D'UN CYCLE OU NOUVELLE ÉTAPE DANS LA CONFRONTATION

À en croire certains commentateurs, l'Amérique latine vit la fin d'un cycle politique et économique. Ils parlent de l'échec des politiques de gauche, de leur populisme et de leur penchant pour la corruption. Ce serait bien la preuve de l'impossibilité de quitter les chemins du néolibéralisme.

En Argentine, le candidat de la majorité sortante devra affronter celui de la droite dans un ballottage défavorable le 22 novembre prochain. En Colombie, le gouvernement vient de passer à droite après douze années de gouvernements de gauche. Au Guatemala, le candidat des militaires, un clown de la télévision, est le nouveau président du pays.

Ces difficultés politiques que connaît la gauche se déroulent dans un contexte de graves difficultés que l'Amérique latine connaît en raison de la crise des pays industrialisés : chute des prix des matières premières, réévaluation du dollar, baisse de la demande. Des ajustements budgétaires et des coupes dans les dépenses publiques rendent difficile la continuité des programmes sociaux. Le chômage et l'inflation sont à la hausse et des manifestations de protestation contre la corruption se multiplient.

La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) décrit la situation dans la région comme la plus grave depuis quatre-vingts ans : une chute de 41 % des exportations pour le Venezuela, 30 % pour la Bolivie, 25 % pour l'Équateur, 15 % pour le Brésil, 17 % pour l'Argentine. Ces exportations manqueront à l'investissement public, à la lutte contre la pauvreté, aux politiques en faveur des salaires et de l'emploi, à la consolidation des marchés intérieurs, et à la recherche d'une intégration régionale. Cette crise montre le retard pris dans la diversification des économies pour sortir de la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux dominés par les grandes puissances capitalistes.

D'autres facteurs doivent être pris en compte pour expliquer les difficultés actuelles : la confrontation avec les vieilles oligarchies, les classes dominantes qui agissent avec le soutien actif des États-Unis, et la contre-offensive croissante des forces réactionnaires qui surfent sur les difficultés rencontrées par les populations.

Des véritables « *coups d'État rampants* » sont organisés par les forces qui n'ont pas réussi à prendre le pouvoir par la voie électorale. La méthode est toujours la même : « *chauffer la rue* » en s'appuyant sur les difficultés économiques avec la participation active des médias – véritables acteurs politiques détenus par des grands groupes économiques – dans l'objectif de rendre illégitimes les processus de transformation en cours et de déstabiliser les gouvernements.

Au Venezuela, le président Nicolas Maduro parle de la « *guerre économique* » qui s'organise avec l'accaparement des produits de première nécessité et la spéculation contre la monnaie. Des incidents survenus à la frontière avec la Colombie montrent l'importance prise par l'activité des mafias et des groupes paramilitaires. Ces derniers contrôlent la contrebande de produits vénézuéliens de première nécessité subventionnés, qui sont revendus en Colombie. L'essence qui est presque gratuite au Venezuela peut être vendue quatre cents fois plus cher en Colombie. La spéculation est organisée par des maisons de change installées en Colombie qui vendent la monnaie vénézuélienne bien moins cher que sa valeur officielle et qui sert pour acheter les produits vénézuéliens. Ces groupes paramilitaires ont participé à des manifestations d'une violence extrême organisées par l'opposition. Les élections du 6 décembre prochain seront marquées par la campagne de l'opposition et de ses soutiens internationaux en faveur de la libération des responsables politiques de droite emprisonnés pour avoir organisé ces manifestations violentes dès le lendemain de l'élection de Nicolas Maduro à la présidence.

BRÉSIL, L'OPPOSITION BATAILLE À TERNIR L'IMAGE DU GOUVERNEMENT ACTUEL

Au Brésil, avant et après la réélection de Dilma Rousseff à la présidence fin 2013, l'opposition a remplacé dans les rues les manifestants qui, en juin 2013, demandaient la gratuité des transports. Elle mobilise maintenant une population qui associe les difficultés économiques et la corruption. Or la corruption ne date pas de l'arrivée de la gauche au gouvernement. Elle fait partie de la culture politique, est ancrée et s'est développée sous les anciens gouvernements dirigés par les partis aujourd'hui dans l'opposition.

Aux législatives de 2013, la gauche a reculé au profit des députés élus grâce au finan-

cement des lobbies de l'agrobusiness, des églises évangélistes, et d'autres secteurs conservateurs. Depuis qu'elle est au gouvernement, la gauche gouverne avec le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB droite) qui hésite entre la solidarité gouvernementale et l'opposition.

Paradoxalement, les cas de corruption sont plus facilement mis en évidence grâce à l'action gouvernementale qui a adopté une vingtaine de mesures en faveur de la transparence dans la vie publique et qui rendent plus facile la poursuite des responsables. Deux mille audits ont été réalisés dans des municipalités et cinq mille fonctionnaires ont été démis de leurs fonctions. La gauche brésilienne dénonce l'action sélective des autorités judiciaires, très marquées à droite, qui ciblent et poursuivent systématiquement des personnalités proches du gouvernement.

L'opposition se bat contre la proposition du gouvernement d'interdire le financement privé des campagnes électorales. Elle s'oppose à toute réforme politique et prend comme cheval de bataille la dénonciation des affaires qui lient la compagnie pétrolière à participation publique, Petrobras, et des hommes politiques pour demander sa privatisation. Des dirigeants du Parti des travailleurs ont été inculpés mais aucune preuve n'a jamais pu être retenue contre la présidente Dilma Rousseff, cible principale de l'opposition qui voudrait la faire tomber.

L'un des responsables de cette campagne, le président de la Chambre des députés et membre du PMDB, Eduardo Cunha, est poursuivi pour blanchiment d'argent suite à la découverte de ses comptes millionnaires en Suisse.

À gauche, des critiques s'expriment, y compris au sein du Parti des travailleurs (PT). Le président de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), Vagner Frias, considère que les politiques d'ajustement du gouvernement répondent aux attentes de l'opposition. La CUT comme le PT, le Mouvement des sans-terre et d'autres forces de gauche viennent de créer le Front Brésil populaire pour s'opposer au « *coup d'État* » et pour exiger la mise en œuvre du projet défendu par les forces de gauche.

EQUATEUR, RENCONTRE DES PARTIS PROGRESSISTES LATINO-AMÉRICAINS

En Equateur, après l'élection en 2013 du président Rafael Correa avec 57 % des voix et l'obtention d'une large majorité aux législatives, l'opposition a réussi à marquer des points aux élections municipales de 2014. Depuis, alliée à certains syndicats dirigés par l'extrême gauche et à une partie du mouvement indigène, la droite mobilise dans la rue. Elle s'est opposée dernièrement à l'adoption de deux lois, l'une sur la plus-value et l'autre sur l'héritage, conçues pour lutter contre la concentration des terres et des entreprises et contre la spéculation.

À Quito, fin septembre, lors de la deuxième édition de la « *Rencontre progressiste latino-américaine* », il a été question de ce que le président équatorien, Rafael Correa, appelle le risque d'une « *restauration conservatrice* » et des défis à affronter dans le contexte actuel.

Parmi les intervenants, le vice-président bolivien, Alvaro Garcia Linera, a évoqué l'importance d'une démocratie qui ne se limite pas à l'action parlementaire mais qui permet la participation et la mobilisation à tous les niveaux. « *Nous avons laissé l'arrière-garde abandonnée* », a-t-il déclaré, considérant que le « *front social* » a été négligé par la gauche, laissant la place à la droite qui essaye de prendre la rue. Il attribue autant d'importance à une gestion efficace de la gauche car c'est dans ce domaine que les choses vont se jouer dans la période à venir face à une droite qui se positionne comme une alternative.

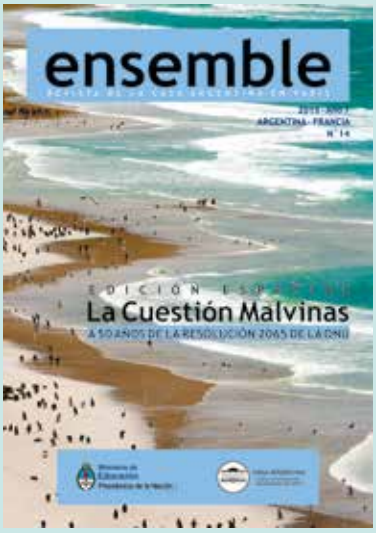
Le responsable des relations internationales du Parti socialiste uni du Venezuela, Rodrigo Cabezas, a mis en avant les grands progrès réalisés dans l'intégration politique de la région, tout en considérant que l'objectif d'une intégration productive et d'un marché régional n'ont pas avancé comme prévu. Or cette intégration économique est l'un des éléments essentiels du projet d'une Amérique latine plus indépendante des conjonctures internationales.

Plus qu'à une fin de cycle, les gouvernements de la gauche latino-américaine sont confrontés à l'accentuation de la contre-offensive déclenchée par les classes dominantes dès qu'elles ont pu se réorganiser après les débâcles essuyées face aux peuples.

Obey Ament
Commission relations internationales-Amérique Latine

ENSEMBLE #14

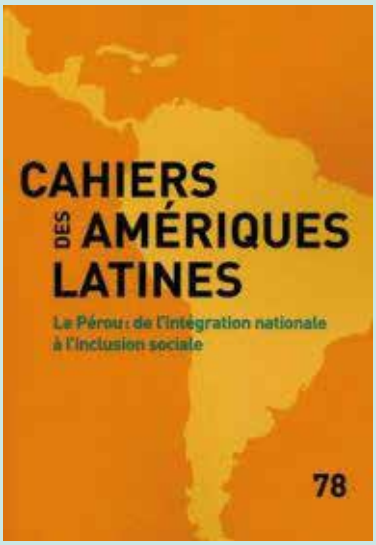
La cuestión malvinas



CAHIERS DES AMÉRIQUES LATINES #78 - LE PÉROU : DE L'INTÉGRATION NATIONALE À L'INCLUSION SOCIALE

Cahiers des Amériques latines n° 78
Éditions de l'IHEAL-Creda
Novembre 2015
200 pages // 18€

Abonnement annuel à la revue (3 numéros) : 48€ (France métropolitaine) + frais de ports pour Dom, Europe et reste du monde



LE FORUM DE SÃO PAULO :

AFFIRMER L'UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ AUTOUR D'UN NOUVEAU MODÈLE POLITIQUE ET SOCIAL

« *Egalité, équité, justice sociale, développement durable et souveraineté* », telle était la devise du « *Foro de São Paulo* » (FSP) organisé fin juillet à Mexico et où le Parti communiste français était représenté.

Le premier constat affirmé lors du Forum de Sao Paulo est la réussite des expériences d'unité de la gauche en Amérique latine et aux Caraïbes et un bilan de la situation politique favorable aux forces politiques qui la composent. Mesurons qu'il y a 25 ans, Cuba était le seul pays de cette région du monde à être gouverné par un parti appartenant au Forum. Aujourd'hui, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Equateur, le Salvador, le Nicaragua, l'Uruguay et le Venezuela, avec des centaines d'États et d'administrations municipales l'ont rejoint. En ce qui concerne le Honduras et le Paraguay, ces deux pays ont vu l'accès au pouvoir de la gauche empêché par des coups d'État.

Pour autant, l'Amérique latine vit ! Elle est en passe de changer d'ère même si la lucidité reste de mise. Le principal ennemi demeure l'impérialisme qui ne cherche qu'à servir ses intérêts et s'efforce de balayer les acquis économiques, politiques et sociaux atteints ainsi que les conquêtes en matière de souveraineté et d'indépendance nationale. Ainsi le besoin d'affirmer l'unité dans la diversité et de poursuivre la construction de projets politiques communs, sont les conditions préalables pour continuer et gagner le combat pour la défense des identités nationales et régionales autour de la construction d'un nouveau modèle politique et social.

Au cours du forum, il a été souligné l'importance que les partis politiques de gauche continuent d'articuler les mécanismes, les moyens de communication et les relations avec les mouvements sociaux en reconnaissant leurs contributions importantes aux processus en cours de transformation. Ces processus progressifs représentent une exception dans un monde qui passe d'une période de déclin relatif de l'unipolarité américaine à une situation multipolaire, et dans un contexte de crises économiques, sociales, politiques et de conflits aux implications mondiales comme en Palestine, et en Irak, Libye, Syrie, qui conduisent à la croissance de groupes fondamentalistes armés, tel que « *l'État islamique* ».

Le FSP s'est attardé sur les récents développements en Europe qui confirment la vraie nature des politiques de l'Union européenne et son modèle d'intégration - un processus qui a des implications directes en Amérique latine-, au regard des objectifs économique et politique des grands groupes multinationaux avec des interventions de plus en plus arrogantes, violentes et sans compromis. Le cas de la Grèce a d'ailleurs mis en évidence que dans l'UE « *solidarité et cohésion* » n'existent pas. En ce sens, le forum a exprimé sa solidarité avec les travailleurs, le peuple grec et les européens dans leurs résistances contre les diktats de l'UE, dans leurs luttes pour la défense de leur travail et les droits sociaux et contre les privatisations de services publics et des secteurs stratégiques des économies nationales, pour la défense de la démocratie et la souveraineté nationale.

La défense des ressources environnementales, naturelles, de la biodiversité et des droits de la « *Terre Mère* » a également été un des thèmes importants abordés lors de ce forum. Il a été souligné la nécessité de se saisir de la COP21 organisée à Paris en décembre prochain pour obtenir un contrat et des engagements globaux afin de stopper la destruction de la planète, en plus de la stimulation économique, durable et renouvelable à avoir afin de poursuivre des politiques qui permettent le développement de processus d'industrialisation créateur d'emplois décents.

Le forum a également attiré l'attention sur la continuité incontestée de l'ascension des forces progressistes et de gauche. Il n'y a qu'à regarder du côté des victoires des peuples de Bolivie, du Brésil et d'Uruguay aux présidentielles de 2014. Parallèlement, la criminalisation des luttes sociales est condamnée, notamment en Colombie, au Pérou, au Paraguay, au Guatemala et en Honduras, ainsi que les procédures antidémocratiques comme l'action des fonds vautour en Argentine qui constitue une menace pour l'ensemble de l'Amérique latine avec l'aide d'instruments du capital financier dont l'objectif est de récupérer l'impact du néolibéralisme sur les gouvernements.

Dans la perspective de l'intégration latino-américaine et de l'unité, ainsi que des relations Sud-Sud, ressort l'importance d'agir sur le renforcement de tous les mécanismes d'intégration régionale comme l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et la communauté des Etats latino-américains et caraïbes (Celac) (instances politiques - l'instrument du dialogue en Amérique latine/Caraïbes).

Le FSP a fait sienne la proclamation adoptée lors du deuxième sommet de la Celac organisée à la Havane en janvier 2014 qui déclare l'Amérique latine et les Caraïbes comme zone de paix, libérée du colonialisme. En ce sens, plus que jamais la réalisation d'une paix juste et démocratique en Colombie est apparue essentielle pour la stabilité de la région.

Le forum de Sao Paulo s'est conclu sur un mot d'ordre simple : aller de l'avant et construire à partir des peuples leurs propres chemins, découlant de leurs réalités et leurs propres histoires. Promouvoir et coordonner l'appel conjoint de partis et d'organisations sociales, des peuples autochtones, des collectivités et communautés d'origine africaine dans la région pour participer à l'élaboration du processus d'intégration d'Amérique latine et des Caraïbes, faisant de cette cause une de leurs principales revendications politiques.

Le développement de ce processus intégrationniste engagé se veut assurer l'autodétermination et la souveraineté de chaque pays avec cette ambition que chaque peuple assume cette direction afin que le processus devienne irréversible.

Laurent Perea
membre du Conseil national,
secrétaire fédéral de la Dordogne

EQUATEUR

INTERVENTION DE L'AMBASSADEUR DE L'EQUATEUR MARIA DE LA PAZ DONOSO LE 26 MAI 2015 DEVANT LE GROUPE CRC AU SÉNAT, EN PRÉVISION DE LA COP 21

La politique équatorienne sur la protection de l´environnement est encadrée dans les dispositions de la Constitution de 2008 qui établit concepts révolutionnaires tels que les droits de la nature ou la « pachamama » (terre-mère) et le Sumak kawsay ou le bien-vivre.

Du point de vue de l´Équateur, les causes et conséquences du changement climatique doivent être abordées comme un problème éthique ou moral plutôt qu´une question purement technique ou économique.

Tout d'abord, le réchauffement climatique est lié à une division injuste du travail dans laquelle les pays riches génèrent des connaissances qui sont privatisées afin de les vendre aux pauvres tandis que les plus faibles génèrent d'actifs et de services qui sont gratuits et universellement accessibles et auxquels l'on n'attribue pourtant pas de valeur.

Aussi, des obstacles institutionnels ont été érigés sous la forme, par exemple, des droits de propriété intellectuelle pour assurer l'accès aux technologies durables à un groupe réduit tandis que les biens ou actifs environnementaux, produits par les pays de l'Amazonie comme l'Équateur, sont gratuits malgré le fait qu'il s'agit d'actifs régulateurs du climat de la planète et sans lesquels la vie sur terre serait tout simplement impossible. Ces biens et services ne sont pas valorisés, rien n'est payé en échange.

Or, le Protocole de Kyoto est un obstacle juridique et institutionnel qui a pour but d'empêcher la surconsommation ou la dégradation de ces biens environnementaux. Cependant, les plus grands pollueurs ne signent pas le traité de Kyoto et ne payent rien pour bénéficier de ces services ou biens environnementaux. Effectivement, les pollueurs ne s'engagent pas formellement, néanmoins, ils exigent le respect des droits de la propriété intellectuelle de la création de processus de production et de technologies durables.

Les incitations établies par le Protocole de Kyoto se sont révélées insuffisantes et inefficaces en matière de protection environnementale et de réduction de l'impact au réchauffement climatique. Par exemple, dans le domaine du reboisement seront gratifiés ceux qui plantent des arbres ou qui préservent leur écosystème intact ou presque intact et ceux qui réduisent leurs émissions de carbone. Il n'existe pas une notion claire déjà établie qui définisse les actions à récompenser.

Dans une telle perspective, l'Équateur a proposé la notion des « émissions nettes évitées » (ENE) afin de lutter contre le changement climatique. En effet, il s'agit d'un mécanisme qui peut être mis en œuvre avec l'objectif de réduire la présence de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ce mécanisme se rapporte aux émissions qui pourraient être produites par l'économie d'un pays mais qui ne sont pas générées ou, à la fois, aux émissions qui existent déjà dans l'économie d'un pays mais qui sont réduites par initiative propre. Les émissions évitées réussissent à avoir un solde net dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau national et mondial qui doit être compensé par les pays développés.

La notion ENE concilie la compensation initiale de Kyoto et le mécanisme REDD (Reducing Emissions from deforestation and forest degradation), un programme des Nations Unies qui paie dans le but de prévenir la déforestation. En effet, le REDD introduit la notion de compensation. De plus, cette notion compense le fait de laisser le carbone sur la surface de la terre mais ne compense pas ceux qui laissent le carbone sous terre. Par exemple, les pays qui n'exploitent pas les combustibles fossiles trouvés dans le sous-sol.

La notion ENE comprend des compensations pour tout ce qui est fait ou pour tout ce que l'on cesse de faire, c'est-à-dire toutes les économies liées à l'exploitation des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables.

Si les incitations du protocole de Kyoto étaient élargies à l'aide de l'ENE, les objectifs du changement climatique et de la transformation du commerce international seraient certainement atteints.

Plusieurs pays en développement pourraient transformer leurs économies et leur commerce international qui sont basés sur l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables et des combustibles fossiles dans les pays qui exportent des services environnementaux.

La communauté internationale doit assumer le fait qu'il n'est pas possible de préserver quoi que ce soit dans les pays les plus pauvres si cela n'entraîne pas l'amélioration réelle et directe du niveau de vie de leurs populations.

Un exemple clair de la notion ENE est l'initiative Yasuní ITT proposée par l'Équateur pour la communauté internationale.

L'ITT cherchait à laisser sous terre les plus grandes réserves prouvées de pétrole qui se trouvent dans le sol de l'Amazone équatorienne. En effet, une reconnaissance a été demandée à la communauté internationale afin d'éviter l'exploitation de ces ressources et l'émission de 400 millions de tonnes de CO2 dans l'atmosphère. Cette compensation correspondait à la moitié du prix du marché du pétrole ; 3,7 milliards de dollars qui seraient destinés à développer des projets pour changer la matrice énergétique du pays et la protection de l'environnement et les réserves naturelles tels que le Parc National Yasuní. Cette initiative révolutionnaire cherchait à passer du discours à l'action. Malheureusement, le projet ITT qui cherchait à ne pas polluer au lieu de nettoyer l'écosystème n'a pas été compris et n'a pas reçu l'appui de la communauté internationale.

L'idée de récompenser les pays non polluants, proposée dans l'ENE est liée à des principes économiques, environnementaux et de justice.

En termes environnementaux, le plus important est le solde net de la pollution, et en termes nets, le fait de ne pas polluer l'environnement équivaut à le nettoyer.

Du point de vue économique, les biens et services environnementaux sont gratuits, ils ne possèdent pas un prix de marché explicite et, par conséquent, les compensations qui seront offertes pour créer ou maintenir les biens ou services environnementaux doivent être fondés sur la nécessité de payer non pas simplement pour générer des marchandises mais pour maintenir un environnement propre et générer à la fois le bien-

être social pour tous.

Concernant l'équité, nous estimons qu'il est juste de récompenser un pays pour ne pas faire quelque chose qu'il est en droit d'entreprendre, par exemple l'exploitation des combustibles fossiles car si, en effet, le pays parvient effectivement à le faire, d'un côté cela est positif pour son économie mais la préservation de la planète est affectée.

De la même façon, un pays n'est pas obligé d'entreprendre une action qui n'est pas souhaitable individuellement, par exemple, s'abstenir d'exploiter leurs ressources naturelles, mais qui à long terme s'avère positive pour la santé de la planète.

L'Équateur soutient une autre notion : l'existence d'une dette écologique qui se rapporte à des obligations ou des retraites environnementales qui se sont accumulées au fil du temps comme conséquence du pillage de ressources naturelles, la bio piraterie et le changement climatique. Le paiement de cette dette devrait être fondé sur la justice sociale, les droits humains et la responsabilité historique. Le plus important à l'heure actuelle ce n'est pas de payer la dette sinon d'éviter de l'augmenter. C'est-à-dire qu'il faut cesser d'endommager l'environnement et au contraire il faut réparer et maintenir les conditions physiques des écosystèmes.

Le principe reconnu et qui clairement doit être appliqué c'est celui du paiement de la dette écologique, fondé sur le principe des responsabilités communes mais différenciées.

Les plus graves dommages écologiques sont suscités par les pays riches malgré les améliorations technologiques déjà existantes. Il y a des preuves qui démontrent que la consommation d'énergie et la production des émissions de CO2 sont directement proportionnelles au niveau de revenu. Une personne qui demeure dans un pays riche produit 38 fois plus de CO2 qu'un habitant d'un pays pauvre.

La façon dont la consommation est gérée dans les sociétés riches et industrialisées est également un facteur clé afin de déterminer qui est le plus responsable de l'impact environnemental.

L'efficience énergétique des pays riches est 5 fois supérieure à celle des pays à faible revenu. Les pays pauvres ont un besoin d'un accès urgent aux technologies qui atténuent le changement climatique. L'accès à la science et la technologie est essentiel pour les pays les plus pauvres, et celles qui atténuent le changement climatique doivent être considérées comme des biens publics mondiaux.

Le système de licences obligatoires permettrait d'éviter le monopole sur les droits de la propriété intellectuelle et donnerait lieu également à l'expansion et à la réplication des technologies durables dans le monde entier. Il ne s´agit pas de confisquer des connaissances aux entreprises, qui ont développé des technologies et processus, car les compagnies doivent être récompensées pour leurs inventions. En effet, il s´agit de financer les redevances avec les ressources provenant, par exemple, de recettes générées par l'application du principe d´Émissions Nettes Évitées et également avec les ressources globales mises à disposition à cet effet.

L'Équateur soutient une autre idée qui est celle de la création d'une éco taxe, par exemple, l´intitulé impôt Daly qui consiste en l´application d´une taxe ad valorem au prix du baril de pétrole et qui pourrait être gérée par l´Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). L'application de l'éco taxe devrait s'étendre à l'exportation d´autres combustibles proportionnellement à l´impact de sa consommation sur l'environnement.

Le résultat serait un abaissement de la demande de pétrole à échelle mondiale et par conséquent il existerait une diminution de la production de CO2 ainsi qu'une création de revenus afin de compenser les pays pauvres importateurs de combustible, financer la recherche et le développement des technologies durables et l'effort des pays pauvres pour atténuer et s'adapter aux conséquences du changement climatique.

Finalement, un autre élément clé qui doit être pris en considération est celui du système économique en vigueur qui favorise la consommation excessive de tous les types de ressources. Les cycles de vie de la planète ne comprennent pas les lois économiques de l'offre et de la demande sinon les lois de la nature.

La technologie actuelle ne permet pas de généraliser le niveau de vie des pays développés dans le monde entier et ce n´est pas non plus le propos. La généralisation et l'augmentation du PIB n'est pas la solution ni le chemin du bonheur.

Il est nécessaire d'envisager une nouvelle notion de ce qu'est le développement, fondée sur le « Sumak kawsay » ou « bien-vivre » un concept ancestral des peuples des Andes. Le Sumak Kawsay signifie vivre dignement avec les besoins fondamentaux satisfaits, en harmonie avec soi-même, la communauté et la nature. Il est nécessaire de s´orienter vers une déclaration universelle des Droits de la Nature qui doit soutenir que la nature et ses écosystèmes ont le droit d'exister et de continuer à fournir un moyen de subsistance pour permettre aux sociétés actuelles et futures de profiter du bien-vivre.

Maria de la Paz Donoso
ambassadeur de l'Equateur en France

En vente sur l'Humanité.fr

Atlas de la révolution climatique

- Comment le réchauffement menace notre avenir
- En quoi l'écologie et le progrès humain sont inséparables

Les analyses de Vandana Shiva, Nicolas Hulot, Maxime Combes, Naomi Klein, Hervé Le Treut, Pascal Canfin, Hindou Oumarou Ibrahim...

ÉGALEMENT DISPONIBLE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

RENCONTRE DE QUITO

Du 28 au 30 septembre, à Quito en Equateur, les partis des gauches latino-américaines (ELAP) s'étaient donnés rendez-vous pour analyser le rapport des forces dans la région, les problèmes rencontrés par les progressistes et procéder à un retour d'expérience sur les politiques mises en œuvre dans leurs pays respectifs.

Précieux espace de rencontres politiques et intellectuelles créé dans un contexte d'offensive de la droite contre les gouvernements de la gauche latino-américaine et en particulier en Equateur, l'ELAP a permis d'exprimer notre solidarité avec la Révolution citoyenne équatorienne et les processus de même nature en cours dans la région.

Participant, avec Obey Ament, pour représenter Pierre Laurent, nous avons été invités à exposer notre appréciation de la situation en Europe, en France, et expliquer ce que nous essayons d'impulser pour rassembler toutes les forces anti-austérité afin d'ouvrir une autre perspective économique, sociale et sociétale au libéralisme qui gagne l'Europe, qu'il soit social-libéral ou franchement de droite.

Il était important pour nos camarades de savoir qu'en Europe, les mêmes préoccupations, luttes et desseins étaient portés par des organisations politiques, syndicales, associatives, citoyennes.

La déclaration finale de l'ELAP a d'ailleurs tenu à affirmer « *le soutien à la lutte des peuples européens qui poursuivent les objectifs de justice sociale, d'égalité et de développement et en voulant mettre fin aux politiques d'austérité, au chômage, au grand pouvoir des banques et des grandes compagnies, aux pratiques politiques anti-démocratiques.* »

Car ce que chacun a tiré de ses expériences nationales, de l'histoire de sa nation comme des enseignements des organisations internationales, c'est qu'il ne saurait y avoir de modèle unique ou de recette miracle applicable partout. Par conséquent, c'est à partir des échanges, des expertises, des retours d'expérience, des idées cultivées dans tel ou tel pays, que doivent s'enrichir et se construire les politiques.

Une nécessité de mettre en contact, de relier par un même mouvement, dans un même élan, aux niveaux continental et mondial, les forces au service du progrès social. Une nécessité également de solliciter la participation des citoyens en permanence, seule garantie pour des politiques bien orientées et des révolutions réussies.

Nous avons souligné l'importance de ce genre de rencontres. Bien que les réalités économiques, sociales, politiques et culturelles soient différentes en Europe, la gauche européenne est très attentive aux expérimentations conduites en Amérique Latine, notamment en matière de transformation sociale et de démocratie.

Les enjeux sont planétaires, d'autant plus à l'ère de la mondialisation de l'économie.

Fort de ses réseaux d'influence, de ses bataillons de multinationales, de ses organisations internationales à l'image du FMI, le libéralisme peut compter naturellement sur la finance et les banques, tout comme sur l'avidité et la cupidité des actionnaires, pour mettre la main sur l'économie réelle et les outils de production, de distribution, d'échange et de consommation.

Le libéralisme veut dominer le monde en distrayant les peuples de leur vocation à prendre en main leur destin.

La contre-offensive doit ainsi être orchestrée à l'échelle planétaire pour construire une alternative au libéralisme qui exploite les populations, pille les ressources, empoisonne l'économie et emprisonne les nations dans un carcan d'inégalités et d'injustices sociales.

C'est l'un des enseignements forts de Quito, c'est l'un des engagements pris à Quito. Un engagement qui n'a pas de prix mais en revanche tellement de valeur.

Jean-Paul Lecoq
maire de Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime)
Article paru dans *Communistes* du 28 octobre 2015

LE BLOCUS DURE, CUBA CHANGE

Malgré le rétablissement des relations diplomatiques entre La Havane et Washington, l'essentiel du blocus demeure. Cependant, la société cubaine se prépare à des relations d'égal à égal avec les États-Unis.

Cinquante-six ans que dure le blocus le plus long, le plus injuste, le plus rigoureux de l'histoire, celui que les États-Unis d'Amérique imposent à Cuba. « *Tant qu'il durera, nous continuerons à le dénoncer devant l'ONU et à exiger qu'il soit levé* », a déclaré Raul Castro, à New-York, le 26 septembre dernier. En juin, le pays a déposé le rapport qui récapitule les dégâts causés à son économie. Et pour la vingt-quatrième fois en cette fin octobre 2015, l'Assemblée générale des Nations unies est appelée à le condamner.

Depuis décembre 2014, La Havane et Washington ont rétabli leurs relations, rouvert leurs ambassades et, a souligné le président cubain, « *s'enclenche maintenant une évolution longue et complexe vers la normalisation de nos relations, laquelle ne sera réalité que lorsque le blocus sera levé, que le territoire occupé illégalement par la base navale des États-Unis dans la baie de Guantanamo nous sera rendue, que les émissions de radio et de télévision ainsi que les programmes de subversion et de déstabilisation auront cessé et que notre peuple aura été indemnisé pour les pertes humaines et économiques endurées.* » (121 milliards 192 millions de dollars).

Principal obstacle à ce processus, le blocus. S'exprimant devant l'ONU, deux jours après Raul Castro, Barak Obama a déclaré « *j'ai confiance que notre Congrès lèvera inévitablement l'embargo qui ne devrait plus être en place* ». Mais il sévit toujours (le Crédit Agricole vient de se voir infliger une amende de 700 millions d'euros pour des transactions avec Cuba). Économique, commercial et financier, il s'applique à chaque branche d'activité et constitue le principal obstacle au développement.

LA CAROTTE ET LE BATON

Cuba ne peut ni exporter ni importer librement biens et services aux États-Unis. Ni utiliser le dollar dans ses transactions, ni ouvrir des comptes dans cette monnaie dans des banques de pays tiers. Elle ne peut accéder aux crédits des banques situées aux États-Unis pas plus qu'auprès de leurs filiales étrangères. Elle est interdite de crédits auprès des institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, banque inter-américaine de développement).

Le Congrès est seul habilité à lever le blocus mais s'y refuse. Cependant, les pouvoirs exécutifs dont dispose le président lui permettraient de grignoter l'empilement législatif qui constitue le blocus. Il pourrait aussi s'appuyer sur l'opinion publique qui, même en Floride, est majoritairement favorable à des relations normales avec l'île. Pourquoi ne s'y décide-t-il pas ? Faut-il y voir la mise en pratique de ce qu'il déclarait le 19 décembre 2014 lors de la conférence de presse sur l'état de l'Union : « *Ce qui est certain, c'est que nous allons nous trouver dans de meilleures conditions pour exercer notre influence et pouvoir utiliser aussi bien la carotte que le bâton* [1]. » À condition que Cuba accepte de faire l'âne ce qui ne figure pas dans ses intentions.

La levée de l'embargo, résistance cubaine oblige, solidarité internationale oblige, isolement des États-Unis en Amérique latine oblige, est inéluctable mais la bataille est encore à mener. La normalisation des relations avec le voisin du nord constitue un défi pour la révolution. Toute la société s'y prépare.

UN PEUPLE ORGANISÉ

Le 6e congrès du parti communiste a décidé de construire « *une société socialiste prospère et durable* ». En septembre 2010, dans une interview à un journaliste étasunien, Fidel Castro déclarait « *le modèle ne marchait plus, même pour nous* ». Trop de centralisation, d'étatisation, de bureaucratisation.

L'entreprise d'Etat, la propriété collective des principaux moyens de production, sont réaffirmés comme principes et pivots mais la nouvelle politique économique permet graduellement la création d'entreprises mixtes ouvertes au capital étranger (comme cela fut inauguré dans le tourisme dans les années 90), de petites entreprises familiales, d'exploitations individuelles, de coopératives, agricoles d'abord, dans le secteur des services. Cuba compte 500 000 « *cuentapropistas* » (auto-entrepreneurs).

La loi sur les investissements étrangers leur garantit une exemption d'impôts sur bénéfices durant huit ans. L'entreprise mixte est privilégiée mais dans la zone de Mariel notamment, toutes les formes sont possibles même à capital 100 % étranger. Ces mesures visent à attirer les investisseurs pour financer 240 projets précis : biotechnologie, pharmacie, pétrole. En effet, l'État conserve la maitrise globale du système de production et planifie le développement économique. Avec la participation citoyenne, c'est lui qui décide des objectifs à prioriser pour financer le projet social dont il reste le seul maître (l'éducation, la santé).

Les changements s'effectuent « *sans hâte mais sans pause* ». Comme le déclarait à l'Humanité-Dimanche Ulises Guilarte de Nacimiento, secrétaire général de la Centrale des travailleurs Cubains (CTC) « *Chez nous aucune thérapie de choc. Personne ne s'est retrouvé sans emploi, ni salaire. C'est ainsi que nous procédons, sans laisser personne sur le bord de la route* [2] ».

Cuba change, sans ignorer les contradictions qui apparaissent : les inégalités engendrées par le tourisme qui va encore se développer, celles résultant de la double monnaie (la suppression est prévue mais lentement car elle pénaliserait les plus vulnérables). L'île qui ne veut imiter aucun modèle et veut inventer le sien expérimente, tâtonne, rectifie. Qu'il s'agisse de dégraisser les effectifs des entreprises d'état, de réviser le Code du travail ou la loi de sécurité sociale, de discuter du budget national ou de la planification économique, de préparer le congrès de la centrale syndicale ou celui du parti communiste (le prochain est convoqué en avril 2016) les travaux de chaque instance sont précédés par des milliers d'assemblées dans les entreprises, les quartiers, le pays. La résistance et le défi cubain sont ceux d'un « *peuple organisé* ». Cela s'est avéré efficace, pas seulement pour affronter les typhons.

1 - Remarks by the President in Year-End Press Conference, à lire sur : www.whitehouse.gov

2 - « À Cuba, on n'a peur de rien! » à lire sur : www.humanite.fr

Maïté Pinero
journaliste

ISOLEMENT DES ÉTATS-UNIS À L'ONU

191 pays (sur 193) dénoncent l'embargo contre Cuba.

Pour la vingt-quatrième fois, le 27 octobre dernier, l'Assemblée générale de l'ONU a exigé la levée du blocus contre Cuba. Ce vote aboutit à un isolement sans précédent des États-Unis : 191 pays ont voté pour la résolution cubaine, 2 contre (États-Unis et Israël). Pour la première fois, aucune abstention.

Les États-Unis tentent d'utiliser la réouverture des ambassades pour faire croire que les relations sont quasiment normales entre les deux pays. Malgré l'opposition du Congrès, le président Obama a les moyens de vider le blocus de son contenu mais il s'y refuse. Malgré les mesures d'assouplissement, il affecte durement la vie de 11 millions de Cubains et compromet le développement de l'île. Il donne lieu à une véritable traque financière. Début octobre, le Crédit Agricole a encore été condamné par la justice étasunienne à une amende de 693 millions d'euros pour ses transactions avec Cuba.

Jusqu'au dernier moment, faisant miroiter une éventuelle abstention de leur part, les États-Unis ont tenté d'obtenir un retrait ou une modification de la résolution. Ils souhaitaient un texte célébrant l'ouverture des ambassades et les mesures d'assouplissement.

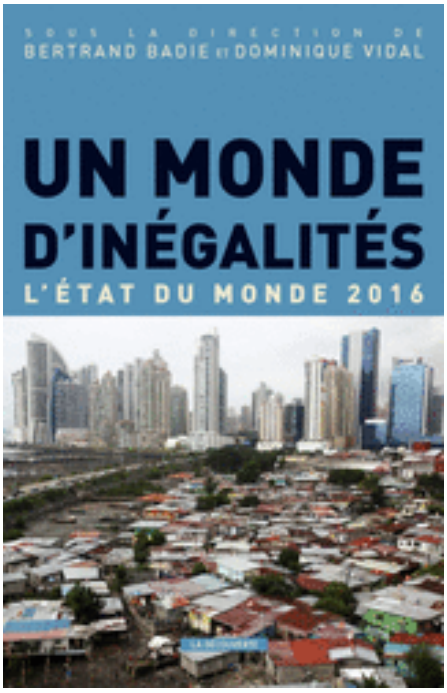
« *Tant que le blocus existera nous continuerons à le dénoncer* » avait prévenu La Havane. Quel que soit le délai nécessaire aux États-Unis pour s'y résigner, l'embargo a fait son temps. Parce qu'il ne parvient pas à isoler ou étouffer cette révolution, parce que l'Amérique latine le condamne, que le monde le condamne et que l'opinion publique étasunienne le condamne.

Solidaire du peuple cubain, le Parti communiste français exige la levée totale du blocus qui dure depuis cinquante six ans, en violation des accords, lois et règles qui régissent les relations internationales. C'est pourquoi le PCF a lancé une pétition pour la levée immédiate du blocus imposé au peuple cubain : signez la pétition*.

***Levée immédiate du blocus imposé au peuple cubain**

à signer sur :

change.org



Un monde d'inégalités, L'état du monde 2016, Bertrand BADIE & Dominique VIDAL

La Découverte, collection : État du Monde, 256 p., 19€.

Depuis plusieurs années, et singulièrement après la crise financière de 2008, les inégalités sont redevenues un thème d'actualité. Des best-sellers internationaux se consacrent à cette question trop longtemps négligée. Des ONG publient des chiffres alarmistes qui illustrent le fossé croissant entre les pauvres, qui paraissent toujours plus nombreux et vulnérables, et les ultra-riches, qui ne savent plus comment dépenser leurs gigantesques fortunes. D'Athènes à New York, de Madrid à Hong Kong, les mouvements populaires qui placent la lutte contre les « inégalités » au cœur de leur programme se multiplient et prennent de l'ampleur. Mais, derrière les slogans, comment appréhender et mesurer précisément ces inégalités qui pèsent de plus en plus sur l'agenda international ? Politiques, économiques, sociales, raciales, culturelles ou sexuelles : comment s'enchevêtrent les différentes facettes de l'inégalité ? Pourquoi les institutions internationales, elles-mêmes très inégalitaires, échouent presque toujours à atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés en matière de « développement » ? Pourquoi l'accès à l'alimentation, au logement, à l'éducation ou à la santé reste-t-il à ce point inégalitaire ? L'injustice ressentie par de nombreuses populations favorise-t-elle les conflits et la violence politique ? Grâce aux chercheurs et journalistes réunis autour de Bertrand Badie et Dominique Vidal, cette édition 2016 de L'état du monde propose de nouvelles perspectives pour comprendre les inégalités contemporaines aux échelles mondiale, régionale et nationale. S'appuyant sur de solides ressources statistiques et sur d'innombrables exemples, sur les cinq continents, les spécialistes qui ont contribué à ce volume en décortiquent les mécanismes et fournissent ainsi quelques pistes pour tenter de les combattre.

CORRUPTION, MONDIALISATION CAPITALISTE ET NOUVELLE CITOYENNETÉ

Selon un sondage CSA, 55 % des Français estimaient en 2013 que la plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus. On comprendra dès lors l'importance qu'il y a à montrer le lien entre la corruption comme système et le capitalisme actuel, le capitalisme mondialisé et financiarisé.

AU COURS DE CETTE INTRODUCTION, JE FERAI SEPT REMARQUES.

1 - L'histoire nous révèle que la corruption, fille aînée de la fraude, s'épanouit, prospère, s'envole particulièrement dans les périodes de crise du capitalisme.

Sous le capitalisme, le développement des marchés financiers et de la spéculation est toujours intervenu dans les périodes de crise économique et sociale et pas dans les périodes d'essor. À la Libération, la reconstruction de la France s'est effectuée grâce au concours de la banque de France et des banques nationalisées, la Bourse jouant alors un rôle très secondaire. « *La politique de la France ne se fait pas à la corbeille* » pouvait encore déclarer de Gaulle en 1966.

2 – La corruption et la cupidité ne sont pas des verrues sur le corps de la finance, elles sont aujourd'hui au coeur du système.

L'insuffisance de certaines productions par rapport à la montée des besoins populaires sert de point d'appui à la spéculation, à la fraude et à la corruption. Tout est bon pour les capitalistes quand il s'agit de gagner des marchés, d'accaparer de nouvelles compétences, de modifier des réglementations à leur avantage, de « *créer de la valeur pour les actionnaires* ». On assiste à une exacerbation de la concurrence pour le profit et l'accumulation de capitaux qui renforce la tentation de corrompre.

La fraude et la corruption ne relèvent pas seulement de comportements individuels, elles ont elles-mêmes un caractère systémique lié à la déréglementation et à la financiarisation généralisées.

Selon un rapport de la Commission européenne, la corruption coûterait quelque 120 milliards d'euros par an aux 28 pays de l'Union européenne.

3 – La fraude et la corruption ont aussi des causes anthroponomiques (au-delà de l'économie, le politique, le culturel, la famille, le social, etc.), liées à la crise du système du capitalisme dans toutes ses dimensions.

L'interconnexion des marchés, la rapidité d'action permise par la numérisation, mais aussi le relâchement ou l'abandon d'une maîtrise publique sur nombre de marchés, marchés financiers et monétaires, l'adaptation de la comptabilité à leurs exigences ont également contribué à permettre qu'ils dominent et régulent l'économie mondiale. Ce sont des décisions politiques qui ont permis cela. Le projet de traité transatlantique, dit Tafta, pousse en ce sens, notamment avec la généralisation des tribunaux arbitraux, le risque d'une harmonisation par le bas des normes et règles entre les deux puissances transatlantiques, la possibilité offerte aux multinationales et investisseurs étrangers de porter plainte contre les gouvernements devant des tribunaux internationaux et de les poursuivre pour des lois ou réglementations qui contreviendraient à leurs profits supposés dans le futur ou à leurs investissements.

4 – La question de la corruption apparaît, y compris pour les chantres du libéralisme, comme incontournable pour l'avenir du capitalisme. Il n'est plus possible de l'ignorer.

La crise financière, puis économique et sociale de 2007-2010 a révélé la faillite des théories et des politiques prônant une régulation des sociétés à partir des intérêts des marchés, mais quel type de régulation faut-il engager ? Du côté du patronat et des grandes firmes multinationales, on plaide pour une autorégulation qui consiste à réclamer le droit pour les marchés de se surveiller et de s'équilibrer eux-mêmes. Du côté des institutions internationales, elles multiplient les recommandations concernant le lobbying, les conflits d'intérêt, les comportements éthiques dans les services publics, publient des rapports en faisant un état des lieux, mais les gouvernements qui y siègent se contentent de vagues recommandations. Le Pape, lui-même, exhorte à refuser « *toute forme de corruption qui détourne les ressources destinées aux pauvres* » et appelle les autorités à « *réformer les structures sociales qui entretiennent la pauvreté et l'exclusion des pauvres* ».

5 – Si les luttes populaires contre la corruption progressent, elles ont néanmoins encore bien du mal à proposer de réelles alternatives.

Les peuples ne sont évidemment pas indifférents ou extérieurs à tous ces bouleversements. Pour le meilleur ou pour le pire.

Pour le pire. Dans nombre de pays, une partie de la population, minoritaire certes, s'intègre à des réseaux mafieux de fraude et de corruption. Le terreau de ces comportements, il ne faut pas l'oublier, même s'ils sont inacceptables, c'est le chômage de masse, la misère, le manque d'éducation et de formation.

Pour le meilleur, même si cela reste limité. L'on assiste également à de grands mouvements de protestation en faveur d'une démocratisation de la vie politique, contre les trafics et pour des avancées sociales. Cela a été particulièrement vrai en Tunisie et en Algérie. En Grèce, Tsipras et Syriza entendent lutter « *contre le clientélisme* » et « *la corruption* ».

6 – La corruption pose la question d'une autre régulation, d'un changement des relations public-privé et d'une nouvelle citoyenneté.

La corruption prospère quand le public est mis sous la coupe du privé et que domine la rentabilité financière la plus exacerbée. Il s'agit donc de construire un public qui aide à changer le privé et qui change lui-même. Il s'agit pour lui de créer les conditions pour que la société et, en son sein, particulièrement, les salariés, puissent être les acteurs des évolutions sociales et sociétales. La propriété publique des principales banques et compagnies d'assurance et de grands groupes, la maîtrise des flux de capitaux, des taux d'intérêt et de change peuvent y aider, mais cela ne peut suffire. Avec la révolution informationnelle, il est à la fois possible et nécessaire que les plans d'investissement, de financement, de développement et de formation, que les restructurations d'activité soient élaborés et décidés au plus près des intéressés.

7 – Pour faire reculer la corruption, la société doit prioritairement maîtriser les réseaux de l'argent et commencer à dépasser le capitalisme dans le domaine économique et le libéralisme dans le domaine anthroponomique.

JE FERAIS SIX PROPOSITIONS POUR CONDUIRE UNE LUTTE EFFICACE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION :

1 - La société doit progressivement changer de cap vers la réduction des inégalités ce qui offre moins de prise à la fraude et à la corruption.

2 - La société doit se donner les moyens financiers d'une telle réorientation. Il s'agira de financer autrement l'économie et la société, dans la transparence des critères de financement.

3 - Les droits et pouvoirs nouveaux des salariés et de leurs institutions représentatives pourraient contribuer à assurer une transparence dissuasive de la corruption. De nouvelles institutions publiques doivent voir le jour.

4 - Mettre en oeuvre des critères nouveaux d'efficience sociétale des services publics, de nouveaux instruments de mesure et indicateurs accompagnant la décentralisation des moyens et des pouvoirs.

5 - Mettre en oeuvre une autre conception de la vie politique. La participation citoyenne à la vie politique est le meilleur antidote à la corruption.

6 - La coopération et l'émulation comme alternatives à la concurrence destructrice et corruptrice. Les institutions publiques, qui permettent actuellement au système financier international de ne pas s'effondrer, peuvent faire monter des exigences de régulation.

Pierre Ivorra
journaliste à *l'Humanité*
Extrait de son intervention à l'université d'été du PCF, le 29 août 2015

Retrouvez l'intégralité de l'intervention de Pierre Ivorra

à lire sur :

international.pcf.fr/78840

Pierre Ivorra, *La finance au pas. Ce qu'il faut savoir sur la finance pour mieux la combattre*

Le Temps des Cerises, août 2014, collection « Penser le monde », 376 p., 22€.

Peut-on faire une politique de gauche face à la dictature des marchés financiers? C'est le fond de la crise politique qui s'emballe en cette rentrée, et c'est aussi le fond de l'ouvrage que nous livre Pierre Ivorra

Retrouvez la chronique économique de Pierre Ivorra dans *l'Humanité*

humanite.fr/mot-cle/chronique-de-pierre-ivorra

Recherches internationales

LES NATIONS UNIES, 70 ANS APRÈS

Victor Brauner (1903-1966), Provocation (1957), Huile sur toile, 65x54 cm.

Avril - juin 2015

103

UNION EUROPÉENNE : LA CRISE S'APPROFONDIT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE

L'année qui s'achève aura été marquée dans l'Union européenne par l'aggravation d'une politique néolibérale, qui accentue la profonde crise de légitimité du processus d'intégration de l'UE, inscrit dans l'évolution des traités. Celui-ci a accru considérablement les inégalités entre les pays et à l'intérieur même de ceux-ci (cohésion économique, sociale, territoriale), défaisant les bases d'une des dimensions essentielles de ce qui avait fondé la souveraineté populaire avec les grandes conquêtes démocratiques que traduisent encore nombre de Constitutions dans leur dimension sociale et solidaire.

Cette fuite en avant dans un véritable Etat d'exception « *austéritaire* », et un « *fédéralisme autoritaire* » (Francis Wurtz 30-07-2015) s'inscrit dans les orientations budgétaires des pays membres, et notamment de ceux de la zone euro, en renforçant considérablement les règles de discipline et de contrôle budgétaire. La plupart des budgets 2016 supervisés dans le cadre du « *semestre européen* » se caractérisent avec une plus ou moins grande intensité, par un ajustement structurel des économies (baisse de l'investissement public, précarisation de l'emploi, privatisations, coupes dans la protection sociale… pour accroître la compétitivité (la rentabilité du capital). La thérapie de choc qui peut en résulter a été appliquée sous sa forme la plus brutale, au peuple grec, avec le coup de force politique et financier imposé au gouvernement d'Alexis Tsipras, soutenu par Syriza et qui s'est traduit par un nouveau mémorandum d'extrême rigueur et de mise sous tutelle du pays. La mise en œuvre de celui-ci implique comme ne cessent de le rappeler avec insistance les autorités européennes, des « *décisions lourdes à prendre d'ici la fin de l'année* », afin que la Grèce puisse bénéficier de « *l'aide* » des créanciers (Pierre Moscovici, entretien à l'AFP 29 -10 2015). Mais si ces règles d'austérité s'imposent dans tous les pays européens, c'est d'abord dans ceux qui restent sous étroite surveillance – de l'Irlande au Portugal, de l'Espagne à Chypre – que s'exerce une pression insoutenable à la régression sociale et démocratique. Les conséquences en sont : une situation politique qui reste marquée par un affaissement de la droite libérale et de la social-démocratie et une poussée très inquiétante de la droite extrême sous toutes ses facettes ; et de nouvelles résistances au plan social et politique avec des potentialités pour la gauche d'alternative et de transformation sociale de peser pour une alternative de progrès social et démocratique, seule capable – en appui avec les mobilisations populaires, de changer la donne, y compris en Grèce.

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE

Au Portugal, les conséquences du mémorandum d'austérité sans précédent, imposé depuis 4 ans par l'UE–FMI et la droite au gouvernement, ont mis celle-ci en minorité lors des élections législatives du 4 octobre (38,3 % et 102 sièges pour la droite PDS-PP et près de 52 % des voix et 122 sièges au total pour la gauche, dont 32,4 % et 86 sièges pour le PS ; et une progression significative de la gauche d'alternative : 10,2 % et 19 sièges pour le Bloc de Gauche et 8,3 % et 17 sièges pour le PCP et la CDU). Cela ouvre la possibilité pour toute la gauche de concrétiser les bases d'un accord politique qui permettrait à un gouvernement d'initiative socialiste qui exprimerait sa volonté de s'engager dans la voie d'une politique qui commence à répondre aux intérêts et aspirations populaires ; de bénéficier du soutien d'une majorité de gauche au Parlement. La possibilité et le contenu même d'un tel accord politique à gauche, est contestée avec hargne par la droite portugaise et européenne. Le président de la République Cavaco Silva a refusé de prendre en compte la nouvelle réalité du pays et a préféré confirmer un nouveau gouvernement de droite sans majorité au Parlement. Cavaco Silva a justifié sa décision de ne pas explorer pour le moment la possibilité d'un gouvernement d'initiative socialiste ; en affirmant – tout comme l'avait fait l'ex-président de la commission européenne Barroso devant le congrès du Parti Populaire européen réuni à Madrid ; « qu'en 40 ans de démocratie, jamais les gouvernements au Portugal n'ont dépendu du soutien de forces politiques anti-européennes…qui défendent l'abrogation du traité de Lisbonne, du traité budgétaire, du pacte de stabilité et de croissance » voire même « le démantèlement de l'UEM, la sortie de l'euro ou la dissolution de l'OTAN ». Dans le même temps, le FMI a fait savoir que le Portugal était loin d'avoir accompli les réformes structurelles exigées ; et le gouvernement transitoire maintient toutes les orientations budgétaires d'austérité pour 2016. Le 9 novembre, le gouvernement de droite était mis en minorité au Parlement par un vote de censure rassemblant le PS, le PCP, les Verts et le Bloc de Gauche. Le même jour, les partis de gauche signaient un accord permettant la constitution d'un gouvernement d'initiative socialiste. La CGTP, quant à elle, mobilisait des milliers de salariés et de retraités devant l'Assemblée de la République.

En Espagne qui est en procédure de « déficit excessif » et risque de ne pas pouvoir respecter les critères budgétaires européens pour 2016 ; la droite au pouvoir a verrouillé le budget 2016, en tentant de conditionner ainsi la politique qui sera mise en œuvre par le gouvernement qui sortira des urnes, le 20 décembre. Elle répond ainsi aux injonctions de Bruxelles de respecter coûte que coûte les critères de rigueur demandés pour « déficit excessif ». L'UE demande d'ailleurs aux autorités espagnoles de poursuivre – dans un projet budget amendé – les ajustements et coupes supplémentaires dans la dépense publique (y compris au niveau des collectivités locales). Cette question sera au centre de la bataille politique dans un pays où les conditions d'une réelle alternative progressiste de changement, vont aussi dépendre du rapport des forces et du rassemblement unitaire que sauront établir les forces plurielles de transformation sociale, dans un contexte d'affaiblissement de la droite et du parti socialiste et d'une montée des forces nationalistes.

De puissantes mobilisations sociales sont intervenues dans plusieurs pays européens – en Belgique, Finlande et Danemark – pour contester les politiques d'austérité de la droite au pouvoir. Des possibilités de réelles avancées pour la gauche progressiste existent aussi en Irlande, autour notamment du SINN FEIN, alors que des élections législatives auront lieu au printemps 2016. À Chypre, AKEL, dans la perspective des élections de mai prochain, tente d'élargir le front de mobilisation contre la politique d'austérité et de régression sociale du gouvernement de droite. En Grande-Bretagne où l'arrivée à la tête du parti travailliste de Jeremy Corbyn commence à faire bouger les lignes de l'alternative à la politique de Cameron à un moment où le pays s'engage dans de nouvelles batailles politiques dès l'an prochain.

La « crise migratoire » en cours accentue les conséquences dramatiques pour les peuples qu'induit cette gouvernance néolibérale et militariste de l'actuelle Union européenne. Celle-ci a façonné son élargissement et ses politiques de voisinage aux normes d'une mondialisation de plus en plus libérale, doublée d'une fuite en avant dans la militarisation et la guerre ; au détriment de projets de développement et de coopération durables que ce soit avec son voisinage proche à l'est ou entre les deux rives de la Méditerranée. Le bilan est lourd de dangers et de reculs de civilisation pour les peuples. Cela renforce d'autant plus l'exigence de convergences progressistes, pour se libérer des contraintes des traités actuels de l'UE et refonder l'Europe sur les bases d'un nouveau projet de développement social, coopératif et solidaire.

José Cordon
Commission relations internationales - Europe

RENCONTRE INTERNATIONALE DES PARTIS COMMUNISTES ET OUVRIERS À ISTANBUL : UN VENT DE SOLIDARITÉ SOUFFLE SUR LA PLANÈTE !

Le dernier week-end d'octobre, le PCF participait à la 17e rencontre internationale des partis communistes et ouvriers. Accueillie par le Parti communiste de Turquie, cette rencontre a rassemblé près de 61 organisations de tous les continents.

Sous le thème très large « *les tâches des partis communistes et ouvriers pour renforcer le combat de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, les guerres impérialistes et le fascisme, pour l'émancipation populaire et des travailleurs, pour le socialisme* », chaque parti a fait part de ses réflexions et de ses analyses dans la situation actuelle.

Plusieurs thèmes reviennent, pour ce qui est des partis européens c'est tout d'abord la lutte contre l'austérité qui anime les discussions. D'alliances temporaires pour faire chuter la droite au Portugal ou, en Grande-Bretagne, à de vastes mobilisations sur les questions sociales et les droits des femmes comme le fait le Parti communiste espagnol, la multiplicité des stratégies des partis communistes européens face à la crise se réunit en un point central : refuser toute politique d'austérité et le chantage de la dette. Toujours en Europe, la lutte contre le militarisme et le combat pour la paix sont au premier rang des préoccupations de nos camarades. Qu'il s'agisse des tensions en Ukraine, des manœuvres militaires de l'OTAN dans les pays baltiques ou de la création d'une alliance militaire proche de l'OTAN pour les pays scandinaves, partout les communistes s'opposent à la montée de confrontation militaire et politique et ont pour mot d'ordre la paix et la fraternité des peuples. Chypre, où l'occupation turque pourrait dans les prochains mois être sérieusement remise en cause demeure, comme la délégation d'AKEL l'a signalé, la zone géographiquement la plus militarisée au monde.

Les partis moyen-orientaux, aux prises avec les difficultés de la guerre et de l'occupation, ont été particulièrement écoutés et applaudis. Montée de Daech et de l'islamisme radical, occupation de la Palestine, ingérences impérialistes, luttes sociales (grèves des cheminots irakiens ou mouvement populaire au Liban) et d'émancipation culturelle et politique des minorités à l'image des Kurdes, cohabitent, dans cette partie du monde. L'activité de nos camarades n'est pas toujours simple, c'est un vrai appel à la solidarité concrète et politique qui nous a été transmis, appel auquel le PCF fidèle à son ambition internationaliste continuera de répondre présent en avançant l'idée d'une solution politique intégrant l'ensemble des acteurs de la région.

L'Amérique latine est une région du globe où les confrontations entre forces progressistes et relais de l'impérialisme sont les plus ardentes. Nos camarades cubains, argentins, brésiliens ont bien souligné que les gouvernements de la région, dans leur diversité, ont chacun à leur rythme avancé et marqué des points dans un contexte difficile mais qu'ils devaient actuellement faire face à une contre-offensive économique, politique, médiatique et sociale menée par une droite revancharde soutenue par les États-Unis n'ayant jamais abandonné la funeste doctrine Monroe.

Les partis asiatiques qu'ils soient vietnamien, chinois, japonais, ont tous insisté sur les besoins de renforcer le développement des forces productives dans la région, enjeux partagés par les partis africains présents.

Dans leur diversité les partis communistes ont réussi à tracer des perspectives d'actions communes : continuer la lutte pour les revendications essentielles des travailleurs et des salariés, appuyer les droits souvent menacés à la syndicalisation et au militantisme dans les entreprises, renforcer notre solidarité face à l'anticommunisme, aux persécutions qui touchent nos camarades et l'ensemble des progressistes de certains pays où l'existence même des PC est menacée comme en Ukraine, lutter contre la montée du fascisme et du néo-nazisme, prendre des initiatives contre le prochain sommet de l'OTAN qui aura lieu les 8 et 9 juillet 2016 en Pologne, défendre l'environnement, être aux côtés du peuple palestinien, du peuple syrien, revendiquer la levée du blocus de Cuba et notre solidarité avec les gauches latino-américaines.

L'activité du PCF a été sujet à de nombreuses questions et marques d'intérêt sur des sujets comme l'affaire Air France, la montée de Marine Le Pen et l'action internationale de François Hollande nous ont permis de présenter l'activité de notre parti dans un climat fraternel et combatif. Cela nous confirme dans notre analyse : notre gouvernement, notre président ne fait pas la politique que les autres peuples attendent de la France, notre parti quant à lui est prêt à relever le défi de faire de la France un acteur de la paix mondial engagé dans le combat anti-impérialiste et pour la justice sociale.

Alexis Coskun
Commission relations internationales

PALESTINE

Extrait du discours de Pierre Laurent le 10 octobre 2015 lors de la journée de mobilisation pour la reconnaissance de l'Etat palestinien à l'initiative du collectif pour une paix juste et durable entre palestiniens et israeliens.

« Nous avons, la France a la responsabilité devant le peuple palestinien d'intervenir pour promouvoir une paix juste et durable. »

Cela fait maintenant des mois et des mois que la tension monte à Jérusalem et en Cisjordanie, et qu'Israël continue à bombarder Gaza. Cela fait des mois et des mois que nous alertons : si la communauté internationale n'intervient pas, si l'impunité d'Israël n'est pas sanctionnée, alors le désespoir l'emportera ! Des élections en Israël ont eu lieu en avril dernier. Elles ont porté au pouvoir l'extrême droite la plus dure, toujours sous la direction d'un premier ministre, Benyamin Netanyahou, qui avait annoncé la couleur quelques jours avant le scrutin, sans d'ailleurs susciter beaucoup de réactions : avec lui, il n'y aurait pas d'État palestinien.

Depuis, on a assisté à une nouvelle accélération de la construction et de l'implantation de colonies, avec des colons extrémistes religieux qui, chaque jour, provoquent et humilient les Palestiniens et ne connaissent plus de limites, jusqu'à assassiner à Hebron un bébé palestinien, Ali Dawabcheh, brûlé vif avec ses parents en juillet dernier. Pendant des semaines, des colons et extrémistes religieux ont multiplié les provocations sur l'esplanade des Mosquées, avec le consentement tacite de Benyamin Netanyahou, qui cherche depuis longtemps à transformer le conflit colonial en une guerre de religion.

Après avoir donné carte blanche aux forces armées et de police pour tirer à balles réelles sur les « *lanceurs de pierre* », Netanyahou a dit qu'il ne poserait « *aucune limite* » à l'action des forces de sécurité israéliennes. Il a encouragé la généralisation des « *actions de punition collective* » comme les démolitions de maisons de Palestiniens. Pendant ce temps, que fait la communauté internationale, et singulièrement la France, les États-Unis et l'Union européenne ? Leur inaction est flagrante. Depuis la fin de l'offensive militaire israélienne au cours de l'été 2014, l'aide internationale se fait toujours attendre à Gaza. La population est menacée d'une grave crise humanitaire.

Pourtant, le conflit israélo-palestinien n'est pas une fatalité. Pas plus que la nouvelle intensité qu'il a prise dernièrement. Cette nouvelle escalade de violences est le résultat d'une stratégie du chaos et du désespoir, délibérément mise en œuvre par le gouvernement israélien.

Derrière les grandes déclarations visant à inverser les rôles dans l'opinion publique, à faire apparaître la victime pour le bourreau et inversement, Netanyahou poursuit à marche forcée et par tous les moyens sa guerre de colonisation et sa stratégie de morcellement des territoires palestiniens. Pour cela il piétine le droit international et les droits humains, et la souveraineté du peuple palestinien en multipliant les humiliations. Son objectif est de mettre la communauté internationale devant le fait accompli de l'impossibilité d'un État palestinien et en réalité c'est l'impossibilité de la paix qu'il veut imposer.

Le peuple palestinien est un peuple souverain, propriétaire de son sol et de ses richesses. Et le peuple israélien que Netanyahou veut enfermer dans une société guerrière a besoin de paix et de démocratie. Le gouvernement israélien est d'autant plus agressif qu'il est sur la défensive, se retrouvant chaque jour un peu plus isolé sur la scène internationale grâce à la mobilisation et à la solidarité populaire, notamment par la campagne BDS International, mais aussi le vote de parlements européens reconnaissant l'État palestinien. Pour la première fois, mercredi 30 septembre, le drapeau palestinien a été hissé devant le siège de l'ONU mais il ne suffit plus des symboles : le droit et les conventions internationales doivent être respectés.

Ainsi, continuer de se taire devant les violations des droits humains et du droit international commises par le gouvernement d'Israël reviendrait à donner un blanc-seing à la politique de Netanyahou et à fermer toute perspective de paix.

Qu'attend l'Union européenne pour rompre les accords d'association avec Israël qui viole leur propre article 2 quant au respect des droits humains ?

La France a tardé à reconnaître l'État palestinien préférant présenter à l'ONU un plan visant à résoudre dans les dix-huit mois le conflit israélo-palestinien pour « *atteindre, à travers des négociations, une solution juste, durable et globale et, faute d'accord à l'issue de ce délai, devait reconnaître officiellement l'État de Palestine* ».

Ce plan, bien qu'insuffisant à nos yeux, a été retiré sous les pressions israélienne et américaine : résultat ni plan ni reconnaissance. L'heure est à l'urgence d'une mobilisation internationale pour stopper la stratégie de pourrissement de la situation mise en œuvre par Tel Aviv. Il faut mettre un terme au tête-à-tête en Israël et en Palestine qui sert la stratégie destructrice du fait accompli de Netanyahou. Nous avons, la France a la responsabilité devant le peuple palestinien d'intervenir pour promouvoir une paix juste et durable. Nous demandons au président François Hollande de cesser de transiger, de reconnaître l'État palestinien, de prendre l'initiative pour que l'Union européenne suspende ses accords de coopération avec Israël et d'agir sans délai pour la mise sous protection internationale du peuple palestinien.

Je voudrais dire aussi un mot de notre ami et camarade Salah Hamouri sur qui le gouvernement israélien s'acharne. Salah est de ceux nombreux à qui les années passées en prison, les intimidations, ne font pas baisser les bras, Salah résiste et c'est ce qui lui vaut une nouvelle interdiction de circuler dans son pays la Palestine. Franco-palestinien mais de fait Français de jure, Salah doit être défendu par le gouvernement français comme tous les Français partisans de la paix qu'Israël empêche d'entrer sur le territoire comme on l'a vu au printemps passé.

Nous demandons que les autorités françaises exigent des responsables israéliens la levée sans condition de cet ordre militaire cynique et d'aucune assise juridique.

NETANYAHOU/HITLER : « *UNE RÉÉCRITURE IGNOBLE DE L'HISTOIRE QUI DOIT ÊTRE CONDAMNÉE* »

Benyamin Netanyahou s'est livré le 20 octobre 2015, devant le 37e Congrès sioniste mondial à Jérusalem à une gravissime déclaration négationniste, visant à exonérer Hitler de ses responsabilités dans le génocide des Juifs. Selon lui, le grand mufti Haj Amin Al-Husseini en aurait été le véritable inspirateur lors d'une rencontre avec Hitler en 1941 alors que le dirigeant nazi, aux dires de Netanyahou « ne voulait pas exterminer les juifs, mais seulement les expulser ».

Cette réécriture ignoble de l'histoire, au mépris de toutes les preuves historiquement établies de l'intention d'extermination des Juifs par le régime nazi, doit être condamnée avec la plus extrême sévérité. Cette déclaration en dit long sur la haine des Palestiniens qui anime à ce point le Premier ministre israélien qu'il en est prêt aux mensonges les plus odieux. Au moment où les thèses racistes de l'extrême-droite progressent à nouveau dans toute l'Europe, cette déclaration est parfaitement irresponsable.

Le gouvernement français et les autorités européennes doivent la condamner sans attendre et cesser leur politique de complaisance à l'égard de ce gouvernement israélien et de sa politique criminelle, qui constitue aujourd'hui le premier des obstacles à tout processus de paix juste et durable en Israël et Palestine.

PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

POUR UN PLAN D'ACTION CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA DOMINATION DES MARCHÉS FINANCIERS

Les politiques néolibérales ont échoué à permettre aux sociétés européennes de sortir durablement de la crise. Les derniers mois ont montré clairement que l'Union européenne est prête à défendre par tous les moyens son agenda néolibéral – et ce, même contre les choix démocratiques des Etats-membres.

Cet échec soulève un débat sur la nécessité de changer les logiques de la construction européenne qui font de ses traités, ses institutions, ses pouvoirs, ses politiques, des outils au service de la mondialisation capitaliste et non des peuples européens. Il est apparu clairement qu'elle est étroitement liée aux intérêts du grand capital et combien sa politique porte atteinte aux jeunes, aux salarié(e)s, aux retraité(e)s et à toute personne bénéficiaire des politiques publiques. Même les institutions européennes sont obligées de reconnaître l'impasse dans laquelle l'UE s'est engagée. Par exemple, la Banque centrale européenne injecte 60 milliards d'euros par mois dans le système bancaire européen et 13 000 milliards d'euros ont été versés aux banques depuis 2008 sans aucun effet sur l'économie réelle. Tant que la question de l'utilisation de cet argent ne sera pas posée, la spirale de la récession et de la dégradation de nos bases économiques continuera. D'ailleurs, une nouvelle crise financière mondiale est prévisible à très court terme.

Dans ce contexte, le Parti de la gauche européenne a décidé de construire un plan d'action de rupture avec ces logiques en proposant les transformations qui selon nous sont nécessaires pour trouver les voies d'un développement économique, social et écologique bénéfique aux peuples européens, dans un cadre démocratique et de respect des souverainetés populaires.

Nous considérons également ce plan d'action contre l'austérité et la domination des marchés financiers comme une base de discussion et une feuille de route pour des initiatives visant à faire converger et renforcer un maximum de forces, politiques, sociales, syndicales, citoyennes, dans la lutte commune pour une autre Europe, dans nos pays et au niveau européen.

Nous avons besoin de coopérer étroitement et quotidiennement pour défendre les intérêts des classes non privilégiées, les plus vulnérables et les catégories moyennes dans leurs luttes nationales et européennes.

Plus que jamais, l'heure est à l'approfondissement et l'élargissement de notre démarche d'Alliance contre l'austérité (AAA).

Le PGE décide d'organiser au premier semestre 2016 une Conférence européenne sur la dette, la lutte contre l'austérité et pour la relance sociale. Dans le cadre de cette conférence, seront organisées des réunions pour les militants anti-austérité de toute l'Europe qui souhaitent renforcer leur travail en commun et discuter des outils à mettre en place pour construire l'Alliance contre l'austérité.

1) RESTRUCTURER LES DETTES POUR LAISSER RESPIRER LES PEUPLES

Les dettes sont devenues insoutenables, non viables, dans plusieurs pays. On s'endette pour rembourser les dettes antérieures. Dans certains pays, le remboursement de la dette est devenu la première ou la deuxième ligne de dépense budgétaire, contraignant fortement toute possibilité de développement des services publics et toute politique économique publique volontariste.

C'est une réalité qui impose **une restructuration des dettes** des Etats européens comme mesure d'urgence pour laisser souffler les économies de nos pays. Cette démarche doit être appliquée à tous les pays européens « *sous assistance financière* » ou en passe de l'être.

L'UE devrait **aider les pays en difficulté à négocier** des échéanciers avec les créanciers, incluant des périodes de suspension des remboursements pour que l'argent serve à l'investissement. **La Banque centrale européenne doit pouvoir être prêteur de dernier ressort.** Il est possible de penser **un système nouveau de remboursement des dettes indexé sur les indices de développement des pays.** Ce serait un renversement majeur qui permettrait de partir de la réalité et tirer les pays vers le haut plutôt qu'imposer verticalement des règles inopérantes, contre-productives et dangereuses pour les peuples.

Il faut en même temps ouvrir le débat sur la **légitimité de la dette** et en examiner la légalité: nous refusons le remboursement de la dette illégitime due à la spéculation et aux taux excessifs. Il n'est pas normal que les principaux responsables de la crise continuent à s'enrichir grâce aux dettes. Par ailleurs, il faut faire contribuer les immenses richesses qui existent en Europe, et qui ont même continué de grandir pendant la crise. Nous proposons une **contribution des millionnaires et des milliardaires sous forme d'impôt exceptionnel** dans toute l'Europe. Ceux qui profitent de la crise doivent aussi participer à l'effacement de la dette.

2) SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ, CONSTRUIRE UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT PARTAGÉ

Les humains d'abord

Les politiques européennes organisant les privatisations, les coupes budgétaires et la dérégulation du marché du travail ne sont pas les bonnes solutions : non seulement elles sont inefficaces contre la crise, mais elles renforcent les mécanismes qui ont conduit à la crise. Nous luttons pour une profonde alternative : pour le retour à une conception de la politique qui fasse passer les besoins des gens avant le profit.

Le Parti de la gauche européenne lancera **une plateforme européenne contre l'austérité, les privatisations, la précarisation du travail, pour le renforcement des services publics et des systèmes de protection sociale,** réunissant les syndicats, les partis de gauche, les initiatives citoyennes et les mouvements sociaux pour mener des actions communes. Nous nous appuierons pour cela sur les luttes existantes.

Nous voulons construire **un plan de lutte contre la pauvreté, le chômage et la précarité**. Les vagues successives de libéralisation du marché du travail et l'organisation du dumping social et salarial ne peuvent être les bases d'une politique au service des travailleurs et des travailleuses d'Europe, en particulier des femmes, des jeunes et des retraités qui sont les plus touchées.

L'égalité salariale entre les femmes et les

hommes doit, au 21e siècle, enfin être atteinte et le débat doit enfin s'ouvrir sur la **réduction du temps de travail**. Nous proposons de réfléchir au meilleur moyen de **lutter contre le dumping social et salarial, d'une part en renforçant les lois et conventions collectives** qui protègent les salariés dans nos pays, et en développant **une méthode de convergence par le haut** des droits sociaux et du travail au plan européen.

Nous voulons développer les services publics pour répondre aux besoins humains élémentaires des gens. Un logement, un accès universel aux soins, à l'éducation, à la mobilité et à la culture sont des droits humains fondamentaux indispensables pour une politique de gauche en Europe. Ces besoins ne peuvent être comblés par le secteur marchand pour l'ensemble des citoyens. Développer les services publics, c'est aussi créer de l'emploi public utile pour tous.

Cette politique partant des besoins et des droits humains fondamentaux de toutes et tous est le meilleur rempart contre les divisions et l'extrême droite.

VERS UN CONTRAT EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT PARTAGÉ

Seule **une nouvelle politique de développement** engageant des moyens publics considérables peut permettre le redressement des économies de nos pays et la réponse aux défis sociaux et environnementaux de notre époque. Nous portons l'idée d'un **plan d'investissement européen pour l'avenir** qui oriente les investissements vers les besoins des gens et non le profit. Nous avons besoin d'une intervention active des états pour créer des centres de production. Nous soutenons la proposition de la Confédération Européenne des Syndicats, d'un programme d'investissement européen. Le plan d'investissement doit viser l'amélioration des infrastructures (réseaux de transports et de communication comme le rail, les routes et internet) et une politique industrielle ambitieuse et démocratique, favoriser la recherche publique et les grands projets nécessaires à la construction d'un nouveau modèle de développement social et écologique, permettre la création d'emplois stables dans le secteur public.

Cette logique de développement partagé est également celle qui doit prévaloir dans les échanges entre l'Europe et les autres régions du monde pour faire face aux défis planétaires. De meilleures conditions de vie en Europe passent par **mettre notre coopération régionale au service d'une transformation globale : développement humain, urgence climatique, accueil des réfugiés et solutions de paix internationale**. C'est pour cette raison que **nous rejetons le TTIP** et les accords de libre échange qui ne construisent que de la concurrence et un abaissement général des normes sociales et écologiques, au profit des multinationales.

3) DÉGAGER DES MOYENS POUR L'INVESTISSEMENT PUBLIC

À cause des règles budgétaires fixées dans le pacte de stabilité, et des nouveaux mécanismes de tutelle mis en place depuis la crise (Traité budgétaire, semestre européen…) les Etats et les autorités locales ne peuvent aujourd'hui investir dans le développement économique, l'emploi, les services publics. Les Etats et les parlements nationaux doivent garder la maîtrise de leur budget et des choix économiques majeurs d'intérêt national, ce qui n'empêche pas la mise en place de politiques communes au niveau européen. Par conséquent, nous voulons **renégocier les traités qui fixent les règles financières de l'UE et sortir nos pays du traité budgétaire**. Par exemple, il est indispensable de rompre avec la « *règle d'or* » de l'équilibre budgétaire et les règles du pacte de stabilité en termes de déficit et de rapport dette/PIB.

Dans l'immédiat, l'UE doit aider les pays à trouver des marges de manœuvre budgétaires et financières. Les **excédents budgétaires** des pays doivent pouvoir être utilisés pour les investissements et non, comme l'imposent les règles budgétaires européennes, pour le seul remboursement de la dette.

Les pays doivent être libres de développer une politique fiscale permettant d'augmenter leurs ressources. À quel titre un gouvernement démocratiquement élu n'aurait-il pas le droit de chercher de nouvelles ressources fiscales auprès des multinationales, des grandes entreprises et des personnes les plus riches afin d'augmenter ses recettes ? Au niveau européen, des coopérations sont également souhaitables.

Nous voulons la mise en œuvre réelle de la **taxe sur les transactions financières** qui doit ralentir la spéculation sur le marché des devises et taxer les superprofits. **Une coopération européenne contre l'évasion et la fraude fiscale** peut aussi dégager d'importantes ressources dans l'intérêt général. Nous proposons **d'engager le débat sur une politique fiscale commune** faisant contribuer tous les revenus et profits au financement.

Nous voulons faire de la BCE une banque d'investissement et de développement qui, en partant des réalités économiques des pays membres, mette son importante manne financière au service de leur développement. Chaque pays devrait pouvoir signer un plan de développement et de redressement économique, selon ses priorités, avec la BCE qui prêterait aux Etats et aux petites et moyennes entreprises sous critères sociaux, écologiques et éthiques (via les banques centrales nationales et des pôles publics bancaires régionaux) sans contrepartie. Dans l'immédiat, la **création d'un fonds de développement social et écologique chargé de financer le plan européen de développement** est possible dans le cadre des traités.

4) TRANSFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE EUROPÉEN, RÉGLEMENTER LA FINANCE

Une telle réorientation de l'économie exige une nouvelle conception du système monétaire. Les derniers événements ont rendu visibles la puissance des institutions et des marchés financiers dans les processus décisionnels européens de même que l'asymétrie inacceptable dans les négociations entre partenaires au sein de l'Eurogroup. Le Système Economique et Monétaire européen est aujourd'hui un outil d'oppression au service de la finance et des élites dirigeantes, guidées par l'Allemagne. Nous voulons en transformer les objectifs et les modes de fonctionnement. La réussite économique se mesure pour nous à un tournant social et écologique, source pour le plus grand nombre d'un accroissement de la qualité de la vie pour la majorité sociale.

La monnaie unique est aujourd'hui devenue l'épicentre de la contestation de l'UE. **La Gauche européenne conteste le lien mécanique qui est fait entre appartenance à une monnaie unique, austérité et réformes structurelles néolibérales.** L'Euro peut être transformé en un outil de développement et non d'oppression. C'est avant tout une question de démocratie. C'est le cœur d'une bataille politique qui doit prendre une ampleur nouvelle. **La troïka doit disparaître** et les institutions technocratiques s'effacer derrière les instances démocratiques. Il faut **changer le modèle de fonctionnement de la zone euro** sur la base d'au moins deux principes: respect des souverainetés populaires et adaptation des politiques mises en œuvre en fonction de la réalité économique des pays.

La Banque Centrale Européenne ne peut pas être un outil de répression politique des Etats (ex : suspension des financements d'urgence des banques grecques) et de laxisme financier avec les banques privées qui continuent de jouer au casino sur les marchés sans aucun contrôle. Nous proposons une **révision complète des critères permettant l'allocation du crédit bancaire par la BCE** : des taux très bas pour l'investissement dans des projets de développement, des taux prohibitifs pour les opérations spéculatives. La BCE pourrait à la fois permettre l'engagement des ressources nécessaires à la transformation des modes de production et à la création d'emploi et désintoxiquer le système bancaire en Europe. Nous proposons de **changer ses statuts** car son « indépendance » vis à vis des décisions démocratiques et besoins des peuples nous rend tous dépendants des aléas du système financier mondial. Les élus et les représentants syndicaux des salariés doivent avoir une place dans ses processus décisionnels.

Nous voulons agir dans toute l'Europe pour réglementer la finance : nous n'oublions pas les causes de la crise financière mondiale de 2008. Le système bancaire mondial est malade et devient de plus en plus hors de contrôle. Pour assainir le système bancaire, il faut socialiser et contrôler strictement les grandes banques privées. L'Union européenne doit **fixer des règles et une éthique** (transparence bancaire, interdiction des produits financiers toxiques et du conseil en optimisation fiscale, séparation des activités bancaires, contrôle des conditions du crédit aux personnes, interdiction de la spéculation sur les produits de première nécessité, interdiction des licenciements boursiers...etc), **renforcer les mécanismes de sanction financiers et judiciaires** pour lutter contre la délinquance financière. Nous ne voulons plus que l'argent des citoyens serve de caution à la spéculation. Les banques fantômes ainsi que les sociétés écrans destinées à fausser les bilans, les Hedgefonds et autres sociétés « *Private Equity* » doivent être dissoutes.

À partir de ces éléments se dessine une nouvelle orientation économique pour l'Europe qui vise à répondre aux intérêts de 99 % des salarié(e)s, des retraité(e)s, des personnes sans emploi, de la jeune génération.

ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT AU BURKINA

UN POINT D'APPUI DANS LA LONGUE CONQUÊTE DE LA SOUVERAINETÉ

Le coup d'État du 16 septembre 2015 du général Diendéré, ancien homme de main du dictateur Blaise Compaoré, n'aura duré que quelques jours. Après l'insurrection d'octobre 2014 qui a mis fin à 27 ans de régime autocratique, c'est une nouvelle victoire populaire.

Les putschistes à la tête du régiment de sécurité présidentielle (RSP), garde prétorienne fondée par Compaoré, voulaient remettre en selle les partisans de l'ancien système, stopper la procédure en cours sur les responsabilités dans l'assassinat de Thomas Sankara, restaurer les pratiques de corruption, de crimes politiques et économiques.

Le scénario a été préparé avec le soutien de nombreuses forces réactionnaires burkinabé et extérieures, celles qui n'ont toujours pas fait le deuil de la chute de Compaoré. À quelques semaines des élections initialement prévues le 11 octobre, et sachant que le CDP, parti de l'ancien régime, ne pourrait l'emporter par les urnes, ils ont fait le choix d'utiliser la méthode forte. Le président congolais, Denis Sassou Nguesso, – qui tripatouille lui aussi sa constitution pour un énième mandat, après 32 ans de pouvoir – a réuni chez lui ce petit monde pour préparer le renversement de l'insolente transition burkinabé. Ils ont utilisé leur meilleur atout, Diendéré, homme clef des services secrets américains et français, et du régime ivoirien d'Alassane Ouattara.

Dans les premières heures, jouant sur l'effet de surprise, le putsch a semblé se dérouler comme prévu. Déjà les commentateurs et les « *spécialistes* » se succédaient pour expliquer les fautes de la transition à l'origine de l'action de Diendéré. Le gouvernement de Kafando issu de l'insurrection « *n'aurait pas dû recommander la dissolution du RSP* ». Il aurait pris un risque en organisant des « *élections non inclusives* », excluant le CDP ; ce qui est faux, seuls 45 candidats sur des milliers ne peuvent pas se présenter à cause des crimes commis par l'ancien régime. Dans les premières heures également, certains organes de presse français annonçaient comme un fait établi « *l'installation au pouvoir* » de Diendéré, présenté comme le « *nouvel homme fort du Burkina* ».

EN RÉALITÉ IL N'EN ÉTAIT RIEN.

Habités par un sentiment d'impunité et de toute puissance, les auteurs du coup d'État et leurs soutiens extérieurs n'ont pas mesuré la profonde signification de l'insurrection de 2014. À Ouagadougou et dans toutes les villes de province, les burkinabés se sont levés en masse, avec des organisations de la société civile, comme le Balai citoyen, bien organisés sur les réseaux sociaux.

La violence des soldats du RSP et les atteintes aux droits se sont soldés par quinze morts et plus de 200 blessés.

Sans relais dans les provinces, bloqué à Ouagadougou, Diendéré s'est rapidement retrouvé dans l'impasse. Il ne lui restait que la violence pour tenir. Cela n'a pas empêché la médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), orchestrée en présence des présidents béninois et sénégalais, de légitimer le coup d'Etat, avec le soutien des diplomaties française et américaine. La négociation proposait en effet d'aller dans le sens des revendications des putschistes, à mettre sous tutelle les autorités légitimes de transition, à empêcher le démantèlement du RSP, et à réintroduire dans le jeu politique les anciens caciques du régime Compaoré. Un véritable blanc seing.

À contrario, l'Union africaine a pris ses responsabilités - et cela a pesé - en se positionnant clairement contre le putsch, traitant leurs auteurs de « *terroristes* ».

Au final, sous l'impulsion des chefs de corps, l'armée nationale burkinabé est intervenue pour désarmer le RSP et remettre les autorités légitimes en place. Dans la foulée, le sinistre régiment a été dissous.

De nombreuses questions restent à éclaircir, notamment sur le rôle et la place des autorités françaises, avec des silences assourdissants au moment où le RSP faisait régner la terreur dans les rues de Ouagadougou. François Hollande a annoncé en octobre le retrait de la légion d'honneur attribuée au général Diendéré. Est-ce une manœuvre de contre-feu ou un geste d'apaisement pour les relations futures entre les deux pays ? L'histoire le dira.

C'est la France qui a exfiltré Compaoré lors de l'insurrection de 2014, pour le placer auprès de son ami l'autocrate ivoirien Alassane Ouattara, avec des conséquences prévisibles : de la même manière que Compaoré avait œuvré à la déstabilisation de la Côte d'Ivoire, pour chasser Laurent Gbagbo et mettre en place Alassane Ouattara, tête de pont des intérêts occidentaux, ce dernier tente de lui renvoyer l'ascenseur en déstabilisant le Burkina. Pour preuve, s'il en fallait, la page Facebook du RSP était animée depuis Abidjan par les community managers de Guillaume Soro, actuel président de l'Assemblée nationale ivoirienne. On a même retrouvé dans sa villa personnelle à Ouagadougou, des quantités importantes d'argent, des armes, de l'or…

Le système Compaoré est encore en place, même s'il est affaibli au sortir du coup d'État. L'attaque récente d'une gendarmerie près de la frontière malienne témoigne d'ailleurs des liens entre l'ancien régime et les entrepreneurs de la violence au Mali, proches des réseaux djihadistes et du MNLA.

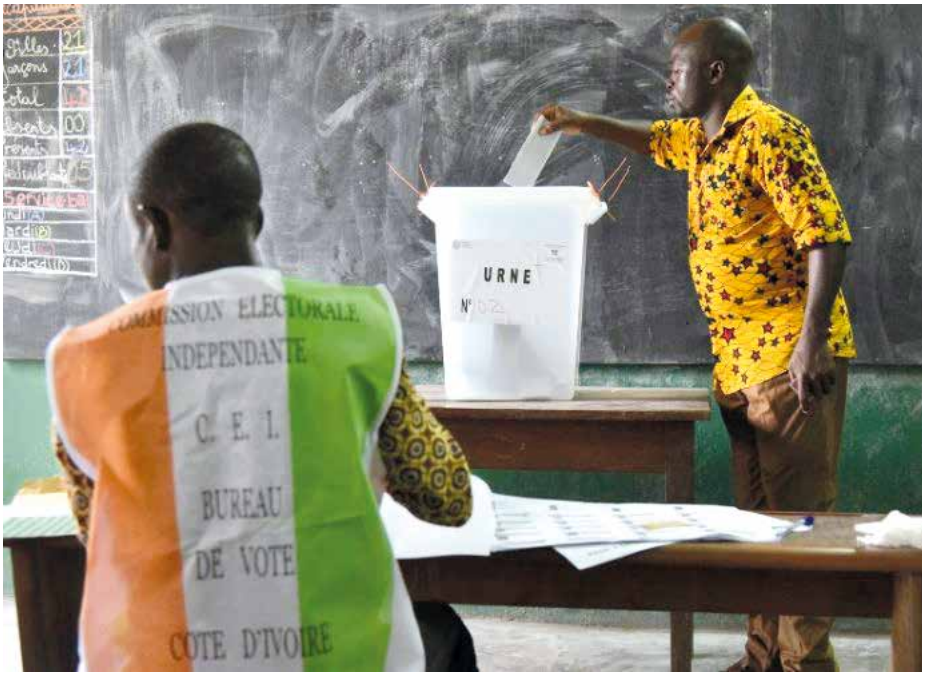
Dans la longue conquête de la souveraineté et de la démocratie au Burkina, la mobilisation populaire et l'échec du coup de force sont un point d'appui. C'est un espoir pour l'ensemble du continent africain. Un signal envoyé également à ceux qui, en Occident, veulent poursuivre leur main-mise. Le peuple burkinabé veut en finir avec les ingérences extérieures, l'impunité, la corruption généralisée, les richesses non partagées. C'est le retour aux sources des « *hommes intègres* », d'une jeunesse qui se réclame des valeurs et des idéaux de Thomas Sankara.

Les élections ont été reportées au 29 novembre. Les candidats Roch Kaboré et le libéral Zéphirin Diabré ont reçu l'onction de Paris. Quel que soit le résultat des urnes, le prochain gouvernement sera sous pression, avec de fortes attentes sociales et des mobilisations à venir.

Dominique Josse
Collectif Afrique

CÔTE D'IVOIRE

UNE ULTIME FORFAITURE VISANT À LÉGITIMER LE POUVOIR D'UN AUTOCRATE



Le 25 octobre dernier ont eu lieu les élections présidentielles en Côte d'Ivoire. Une fois de plus, les Ivoiriens sont confrontés à une mascarade électorale entre un taux de participation très faible et un scénario écrit d'avance avec l'aval de Paris.

En 2011, Alassane Ouattara, membre de l'Internationale libérale a été installé à la présidence ivoirienne par les chars français à l'issue d'une élection contestée, entachée de fraudes massives principalement dans le nord du pays. Ce coup de force a eu lieu alors qu'il était possible et souhaitable de recompter les bulletins de vote ou de reprendre le scrutin.

Depuis cette date, le pouvoir renoue avec les pires traditions de la dictature d'Houphouët-Boigny. Il emprisonne, prive de droits, assassine et torture des centaines d'opposants politiques, associatifs et syndicaux. Des centaines de milliers d'Ivoiriens ont emprunté les chemins de l'exil et du déplacement intérieur.

Cet état de fait est aujourd'hui dénoncé par des associations de défense de droits de l'Homme, dont Amnesty International. Mais Ouattara continue à bénéficier d'un silence complice de la France et d'une très grande partie de la communauté internationale car il instaure un climat favorable aux prédations économiques, au profit des multinationales et d'une petite clique corrompue et brutale qui capte une immense partie des richesses.

À cette politique de répression « *classique* », le pouvoir Ouattara ajoute un facteur « *innovant* » : il s'ingère en Côte d'Ivoire dans les débats de certains syndicats, associations ou partis politiques pour y favoriser des dissidences qui lui servent de faire-valoir démocratiques. Ceux qui ne s'y résignent pas, parmi lesquels figure le président des Indignés de Côte d'Ivoire, Samba David, sont impitoyablement pourchassés et croupissent pour nombre d'entre-eux dans les geôles du pouvoir.

La justice des vainqueurs qui sévit dans ce pays connaît malheureusement un prolongement au niveau international en faisant l'impasse sur les responsabilités du camp Ouattara dans des atteintes aux droits de l'Homme depuis 2002, dont le massacre de Duékoué* de 2011. Le rôle des acteurs internationaux et des puissances, dont les pouvoirs français, n'est en aucune manière interrogé.

Face à ce contexte délétère qui rend impossible toute possibilité de réconciliation nationale véritable, l'opposition significative a décidé de boycotter le scrutin du 25 octobre dernier. Le résultat de cette mascarade électorale, avec des institutions électorales complètement inféodées et dont le scénario a été validé à Paris, était ainsi écrit d'avance. Il est à noter que le même jour s'est déroulée au Congo Brazzaville une tromperie similaire, avec un pseudo référendum en faveur du pouvoir à vie du dictateur Sassou-Nguesso soutenu par 92 % des électeurs !

En Côte d'Ivoire, comme lors des derniers scrutins législatifs et locaux, la participation a été très faible, comme l'ont noté tous les observateurs sérieux. Cette réalité s'impose malgré les chiffres fantaisistes avancés par une Commission électorale aux ordres, repris depuis en boucle comme une vérité révélée par nombre de médias français, tel l'AFP, alors que 24 heures avant les mêmes constataient une participation en berne…

Au lieu d'applaudir à cette ultime forfaiture, qui pèsera lourdement sur l'avenir de la Côte d'Ivoire, le gouvernement de la France ferait mieux d'agir publiquement en faveur d'une libération des prisonniers politiques, d'un respect des droits et d'une perspective de réconciliation.

Enfin, concernant l'implication des pouvoirs français dans la crise ivoirienne depuis 2002, le PCF réitère son souhait que l'exécutif ouvre ses archives. Les documents liés aux événements de novembre 2004 (attaque de Bouaké) et à la crise post-électorale de 2010/2011 en Côte d'Ivoire doivent être déclassifiés.

*Le massacre de Duékoué a été perpétré par les Forces de Ouattara du 27 au 29 mars 2011. Il a fait plus de 800 morts selon le comité international de la Croix-Rouge.

Collectif Afrique du PCF

POUR UNE ALTERNATIVE AU FRANC CFA

La question d'une alternative au franc CFA dans les quinze pays d'Afrique qui l'utilisent recouvre une réalité économique, mais concerne également des questions sociales et politiques. Le sujet a été discuté lors d'un colloque organisé au Palais du Luxembourg mi-septembre 2015 réunissant une dizaine d'intervenants africains et français émérites.

La fondation Gabriel Péri et le collectif Afrique du PCF, en partenariat avec la fondation Rosa Luxemburg, organisaient au Sénat le 17 septembre 2015 un colloque intitulé : « *L'avenir du franc CFA en question. Quels outils monétaires et quelle souveraineté économique pour une politique de progrès en Afrique de l'Ouest et centrale ?* ». Sous le parrainage de Dominique Watrin, sénateur du groupe Communiste, républicain et citoyen (CRC), l'initiative a réuni près de deux cents personnes venues débattre de la monnaie, enjeu de souveraineté éminemment politique et social, comme l'ont démontré en zone euro les débats autour de la Grèce.

« *Anomalie historique* », selon les mots du sénateur, le Franc CFA créé en 1945 est une survivance coloniale régie par des accords de coopération monétaire signés avec la France, défavorables aux quinze pays qui le partagent. La parité fixe entre le CFA et l'euro est assurée par le Trésor français, avec comme contrepartie, que les États africains doivent y déposer 50 % de leur réserve. Le taux de couverture de l'émission monétaire se situe en moyenne autour de 100 % en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, alors que les accords n'exigent que 20 %. Le résultat, comme l'a relevé l'ensemble des intervenants, dont Kako Nubukpo, économiste et ancien ministre du Togo, en est une monnaie déconnectée des besoins des populations africaines, surévaluée de près de 10 % et placée sous une double tutelle française – celle de la Banque de France - et européenne – celle de la Banque centrale européenne (BCE). Les politiques monétaires et économiques des pays de la zone franc sont par conséquent assujetties au dogme monétariste visant une inflation à 2 % et un encadrement strict du crédit. De cette situation découle une surliquidité bancaire - le dernier rapport de la zone franc parle de 1 440 milliards de francs CFA - et une sous-utilisation des réserves, alors que cet argent pourrait servir aux investissements nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux, à l'industrialisation et au développement économique. Les réserves déposées au Trésor français pourraient, elles aussi, être mobilisées pour l'investissement dans l'énergie, l'éducation, la santé, etc. À l'inverse, le Franc CFA freine l'émergence des pays qui l'utilisent et les enferme dans une spécialisation archaïque fondée sur l'exportation de matières premières brutes. Une logique que les accords de partenariat économique (APE) signés avec l'Union européenne viennent par ailleurs renforcer. Sur les quinze pays africains membres de la zone CFA, onze sont classés comme « *pays moins avancés* » par les Nations Unies, comme le rappelle Demba Moussa Dembélé, économiste sénégalais, engagé dans le Forum social africain.

Autre problème, la convertibilité du CFA encourage la fuite des capitaux, la fraude fiscale et les importations. Loin d'avoir une utilité sociale et économique réelle, cette monnaie est donc au service des intérêts de quelques-uns : les couches aisées et très aisées, ainsi que les grandes entreprises.

Il est pourtant possible de sortir de ces logiques délétères. Les réflexions et les débats en vue de trouver des solutions s'affranchissant des tutelles néocoloniales se développent et le colloque du 17 septembre dernier a été une occasion de les exprimer. Même au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), pourtant connue pour son rôle réactionnaire dans la sous-région, on déclare travailler sur un projet de monnaie unique (15 pays, 300 millions d'habitants) à l'horizon 2020. Mais l'expérience européenne, notamment, montre combien il est important que les peuples, les forces progressistes et les mouvements sociaux doivent dès le départ se saisir de ces questions et ne pas se laisser imposer des solutions au service de politiques qui ne profitent qu'aux forces financières et aux multinationales. La mobilisation doit donc se poursuivre dès maintenant en France et en Afrique pour imposer ce nouvel horizon.

Chrystel Le Moing
Collectif Afrique du PCF

POUR EN SAVOIR PLUS :

«L'AVENIR DU FRANC CFA EN QUESTION»

à lire sur :

gabrielperi.fr

AFRIQUE DE L'OUEST

DES ACTEURS PROGRESSISTES RÉFLÉCHISSENT AUX ALTERNATIVES ET AUX SOLIDARITÉS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le collectif Afrique du PCF et le Centre de recherche sur le développement humain (CREDHU), association franco-africaine, ont organisé le 5 juin 2015 au Sénat un colloque sur la santé en Afrique de l'Ouest.

Réalisé avec le soutien de la fondation Gabriel-Péri, sous le parrainage de Laurence Cohen, sénatrice du Val-de-Marne, ce colloque sur la santé en Afrique de l'Ouest a réuni des personnalités venant d'horizons divers, notamment du monde universitaire spécialisé, mais aussi de syndicalistes venant de l'industrie pharmaceutique, de militants associatifs et politiques du Sénégal, Mali, Mauritanie, Nigeria, Burkina Faso, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire…

D'emblée, le constat a été posé : la santé n'est pas une question de spécialistes. Il s'agit de démocratiser les enjeux et d'en faire un axe d'action citoyenne.

Les différents intervenants ont tous fait le constat d'une situation préoccupante, comme le montre l'épidémie d'Ebola, maladie à fièvre hémorragique, au Liberia, en Guinée et en Sierra Leone. Une épidémie qui en dit long sur le délabrement d'un système de santé sinistré par les conflits, les politiques libérales et les ajustements structurels.

Globalement, si en Afrique de l'Ouest des progrès ont été réalisés, comme l'atteste la hausse de l'espérance de vie à la naissance depuis la fin des années 1990, des indices alarmants témoignent de l'ampleur des besoins non satisfaits et de l'urgence de mettre en place des systèmes d'accès aux soins pour tous. Ainsi, à la forte mortalité infantile s'ajoute le fardeau de la mortalité maternelle dont le taux dépasse 400 décès pour 100 000 naissances, et jusqu'à 630 pour 100 000 au Niger (source OMS). Ce fort taux est en relation avec les conditions environnementales défavorables mais surtout avec la non-prise en charge des complications obstétricales (hémorragies, infections, éclampsies, etc.). Depuis 1960, les pays d'Afrique de l'Ouest ont fait des efforts importants en vue d'améliorer la situation sanitaire, mais ils se heurtent à des freins, à des inégalités galopantes, à une absence criante de moyens techniques et humains. Pour preuve, à la fin 2015, aucun pays n'atteindra les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans le domaine de la santé.

Le séminaire s'est penché sur deux priorités en Afrique : la coopération inter-étatique et multilatérale qui, si elle est bien menée, s'avère féconde et efficace, et les solidarités à mettre en œuvre dans le financement des systèmes de santé. L'ambassadeur de Cuba à Paris, Héctor Igarza, est revenu longuement sur les politiques de prévention et de soins touchant l'ensemble de la population, qui font de Cuba un pays aux performances de tout premier plan. Il a également montré comment, depuis un demi-siècle, des missions médicales cubaines aident efficacement différents pays africains à relever leur niveau sanitaire.

Clotilde Ohouochi, ministre de la Solidarité et de la Santé de Côte d'Ivoire de 2000 à 2005, a exposé la politique de l'ancien pouvoir du président Laurent Gbagbo visant à soustraire la santé des logiques marchandes pour en faire un bien public au service du développement. Cette expérience de mise en place d'une assurance maladie universelle en Côte d'Ivoire s'est heurtée à l'époque à un mur d'hostilité des « *partenaires au développement* » (Banque mondiale, FMI, agences de coopération des pays riches). La coopération française n'a bien sûr pas été en reste. Ironie de l'histoire, Claude Evin, qui a mis un zèle extraordinaire à exécuter les politiques de réduction de coûts et de prestations dans les établissements de santé lors de son passage à la tête de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France, avait été commis à l'époque pour dissuader les Ivoiriens de se lancer dans la protection sociale du risque maladie des populations. Mais le coup de grâce porté à cette expérience a été la rébellion armée qui a scindé le pays en deux à partir de septembre 2002.

En Afrique de l'Ouest, la nécessité d'établir des systèmes de protection contre le risque maladie est en train de s'imposer. Mais, comme le soulignent les participants au colloque, la logique d'une protection sociale solidaire, seule à même d'assurer un accès aux soins de qualité, se heurte à la logique marchande prônée par la Banque mondiale.

Pour les participants au colloque, l'idée que la santé des populations est déterminée par une série de facteurs liés à l'environnement, à l'économie et au social doit inspirer toutes les politiques. L'amélioration de la santé des populations doit être considérée comme le moyen d'atteindre le développement mais aussi comme le but ultime de celui-ci.

Une première initiative dont le succès en appelle d'autres. Les actes du colloque seront publiés prochainement.

Docteur Félix Atchadé
Collectif Afrique du PCF

La Pensée #381 - Afriques(s) Janvier-mars 2015

AFRIQUE(S)

- Intégration régionale, dépendance et espace sahélo-saharien, par Mamane Sani Adamou
- Ressources de l'Afrique et stratégies d'exploitation, par Demba Moussa Dembélé
- Femmes en devenir en Afrique subsaharienne, par Catherine Coquery-Vidrovitch
- L'unité africaine, vers une communauté politique ? par Issiaka Mandé, Willy Jackson
- L'Afrique du Sud à la croisée des chemins, par Pierre Barbancey

LE COURS DES IDÉES

- Management de la qualité en établissement de santé, par Anne-Marie Roucayrol

CONFRONTATIONS

- Piketty : réguler le capitalisme par la fiscalité ? par Tony Andréani, Rémy Herrera

REVUE DES REVUES

- Quelques propositions de lecture, par Patrick Coulon

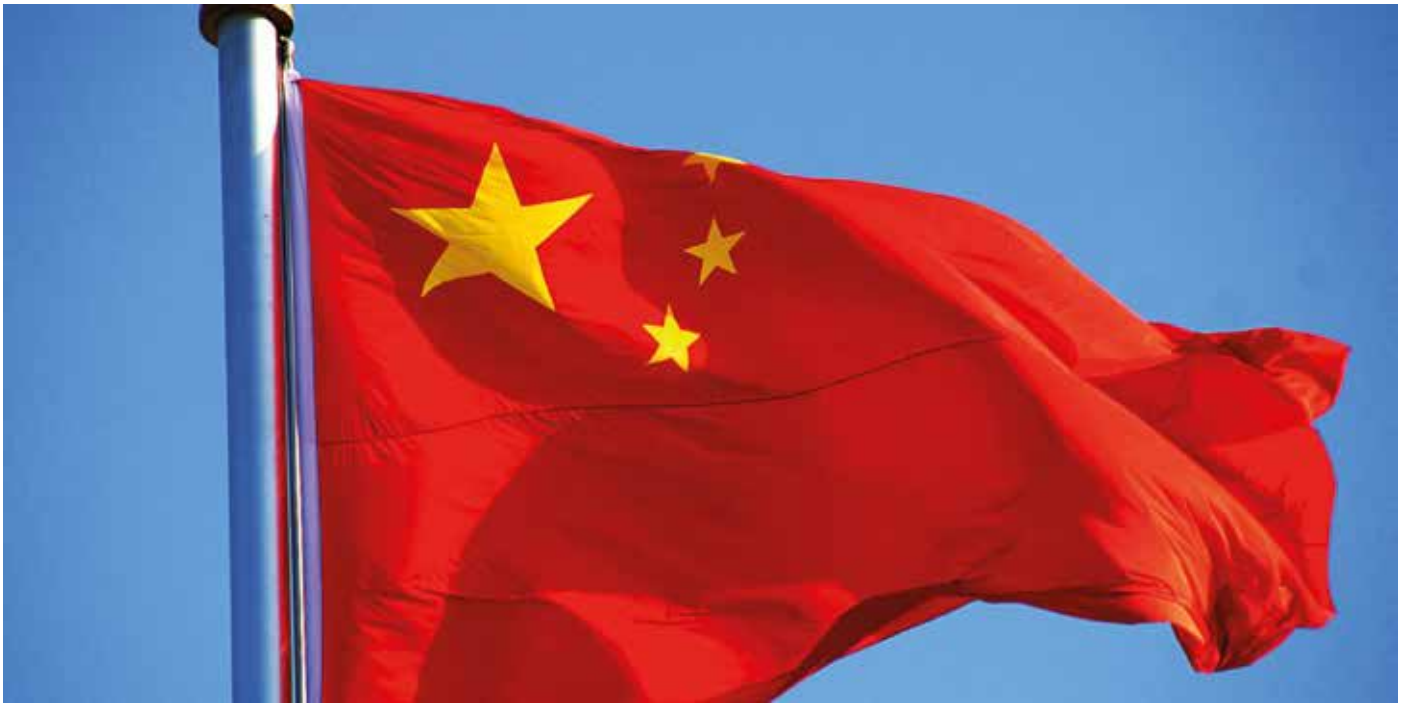
VIE DE LA RECHERCHE

- Lucien Sève : « La philosophie » ? par Jean-Michel Galano
- Jaurès : un souffle d'humanisme, par René Nouailhat

LIVRES

- Comptes rendus par Dina Bacalexi, Lilian Gravière, Claude Morilhat, Denis Colin, Jean George

PARLER DE LA CHINE AVEC LES CHINOIS



« *Où en est la Chine ?* » Une question d'actualité qui fut le thème du Forum organisé le 30 septembre 2015 à l'initiative de l'Académie des Sciences sociales de Chine, du Parti communiste français et de la fondation Gabriel Péri, la revue La Pensée et le LEM (Lieu d'études sur le mouvement des idées et des connaissances, attaché au Conseil national du PCF) (1).

Une rencontre qui s'imposait tant les politiques fictions ont resurgi depuis quelques mois concernant le futur du pays le plus peuplé de la planète. Celui-ci, en pleine transformation de son modèle de croissance et toujours en recherche d'une voie de développement propre à répondre aux champs des défis qu'il a relevés (ralentissement de son économie, éradication de la pauvreté, élévation du niveau de vie, création d'emplois, etc.), fait l'objet de maints questionnements. Pour beaucoup d'investisseurs et observateurs occidentaux, la Chine avec le ralentissement de sa croissance chinoise, la dévaluation du Yuan, les décrochages boursiers de l'été, n'est plus l'Eldorado de ces dernières décennies et la locomotive économique du monde. Au contraire, elle serait désormais pour d'aucuns un frein à la reprise de l'économie mondiale. De là à prédire l'effondrement d'un régime il n'y a qu'un pas que certains chercheurs américains dont David Shambaugh(2) ont allègrement franchi. Sans réduire ces contradictions ni minimiser les obstacles, peut-on se soumettre à un tel raisonnement ? On voit dès lors la nécessité de s'informer plus amplement, sans préjugés tenaces, sans condescendance ni concessions stériles mais avec une volonté d'échanges constructifs et respectueux des différences d'approches. « *Nombreux, en Europe, sont ceux qui parlent de la Chine mais, au fond, qui dialogue avec elle ? Qui dialogue avec ses travailleurs, ses entrepreneurs, ses forces sociales, ses intellectuels et chercheurs ? Pour comprendre la Chine, il faudrait, à en croire certains, parler avec tous sauf avec les Chinois eux-mêmes* » avançait dès l'ouverture Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales au PCF.

Une seule journée articulée autour de quatre tables rondes rassemblant seize intervenants chercheurs chinois et français (économistes, historiens, sociologues, spécialistes des relations internationales), n'avait évidemment pas l'ambition de répondre définitivement à des questions aussi cruciales ou d'évaluer dans leur globalité les enjeux aussi complexes. Toutes ces données et ces inquiétudes n'étaient pas absentes de la réflexion de nos interlocuteurs chinois qui, par expérience de terrain, ont réaffirmé que la réforme est un processus contradictoire. « *Elle réalise des opportunités, mais elle rencontre des obstacles qui sont les deux faces inséparables des contradictions* », résument-ils avec lucidité.

« *Dans les vingt dernières années, la réforme a arraché 400 millions d'individus à la pauvreté, mais la croissance rapide qui a permis cette extraordinaire performance a provoqué une augmentation des inégalités et une dégradation de l'environnement devenues insoutenables. Il faut donc être capable d'interpréter correctement progrès et obstacles* » rappelait l'économiste Michel Aglietta pointant les insuffisances de la politique sociale dont dépendent les services publics. « *Il faut créer 10 millions d'emplois par an alors que le pays est en surproduction. Cela passe par une profonde réforme budgétaire programmée dans le 13e plan et qui rencontre des résistances (3). Le plein emploi urbain est crucial en Chine* ». Le chercheur Hang Lin de l'Académie des Sciences sociales relevait justement la difficulté de « *trouver l'équilibre entre une crois-*

sance qui ralentit autour de 7 % et l'ambition de construire une société de moyenne aisance d'ici 2020 ». Son collègue, Tang Zhouyan, insistait de son côté sur des transformations économiques et sociales majeures qui devraient conduire la Chine « *vers la voie d'une modernité complète à l'horizon 2050* ».

Ces transformations prévoient d'accroître la place du marché et une diminution progressive du rôle de l'Etat central au profit du secteur privé. Ces engagements pris par le Comité central en novembre 2013 font débat. Pour le politologue économiste Tony Andréani, « *cette orientation serait positive si elle ne risquait pas d'aggraver les multiples effets pervers des marchés et le poids du capital privé et de ses critères dans le fonctionnement de l'économie, notamment dans les services publics* ». « *Je comprends bien l'intérêt de développer le secteur non-étatique, avance-t-il, mais avec une préférence pour le secteur appelé en Chine « collectif », plus soucieux du bien-être de ses travailleurs que de celui d'actionnaires* ». Et de proposer un développement du secteur privé mais assorti des contrôles stricts de même qu'une limitation du recours aux marchés financiers. Dans sa réponse, Hao Lixin de l'Université du Peuple de Pékin fait part des débats qui existent au sein de la société chinoise sur l'équilibre à obtenir entre le marché et l'intervention gouvernementale : « *laisser le marché décider ne signifie pas qu'il faut le laisser décider de tout* ». Il précise qu' « *une bonne relation entre le marché et le gouvernement reste le cœur de la réforme économique en Chine. L'économie socialiste de marché a besoin à la fois du marché et du gouvernement, mais ces derniers jouent chacun un rôle différent* ».

Une transformation du modèle économique implique une modernisation des institutions administratives et politiques. L'historien sinologue, Alain Roux, fait part de ses attentes, de ses espoirs mais aussi de ses déceptions dans ce domaine. Il rappelle que le démantèlement du système politique maoïste survenu depuis les années 1980 a libéré l'espace public. Preuve en est, note-t-il, « *la richesse des débats politiques autour de quelques revues et sur certains campus universitaires qui commence à gagner un public plus large* ». Et d'espérer que « *Xi Jinping cherche à faire un ensemble cohérent de ces nouveautés démocratiques* » car « *la lutte pour une véritable démocratie et la mise sur pied d'un nouveau modèle de croissance chinois, vont de pair* ». Le sociologue Jean-Louis Rocca nuance : « *la société chinoise est une société comme les autres car elle est interconnectée avec le reste du monde mais il faut arrêter d'opposer le système occidental au modèle chinois. La crise de la représentation des intérêts des gens est majeure en Occident. On y tient, certes, des élections, mais avec une «confiscation du pouvoir»*. Quant à la Chine, « *elle doit trouver son propre système* », estime-t-il s'interrogeant sur le « *rêve chinois* » qui ne serait pas seulement chinois dans le contexte d'une mondialisation vécue comme une communauté solidaire au destin commun. Une expression forte revenue à plusieurs reprises dans les interventions appelant à la construction de nouveaux rapports internationaux : « *La Chine est peut-être, de tous les États du monde, celui qui a le mieux compris la mondialisation par besoin* » remarquait Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales. « *Elle a dû surmonter cette contradiction, d'être très attachée à sa souveraineté et d'être à la fois dans une interdépendance économique forte qui explique son pragmatisme dans les coopérations internationales* ».

La conscience que le monde est à une étape importante de son histoire quant aux choix qui s'imposent sur l'humanité que nous voulons construire, était largement perçue et discutée au cours de cette journée ; des choix englobant autant un nouveau système monétaire mondial, des coopérations visant la « *sécurité collective* » et répondant aux grands défis communs donc à l'élaboration de réponses communes. Dans cet état d'esprit, le grand projet de Pékin de la « Route de la soie » fut présenté par les intervenants chinois comme le symbole d'une stratégie de développement pacifique du monde. « *C'est un défi à l'ordre politique et économique existant, insistait Yao Qinhua, économiste de Shanghaï, ouvrant la voie à des partenariats entre pays sur un pied d'égalité dans une nouvelle conception de l'internationalisme* »(4).

(1) Le forum s'est tenu à l'Espace Oscar-Niemeyer. Sur le site de la Fondation Gabriel Péri vous pouvez retrouver le programme et les interventions des participants.

(2) Professeur de sciences politiques à l'Université Georges Washington, ancien éditeur de la revue China Quaterly. Son article dans le Wall Street Journal, publié le 6 mars, intitulé : « *The coming chinese crackup* » spécule sur l'inefficacité des réformes, et des réajustements en cours, sur la corruption, sur la montée des contradictions tant au sein de l'appareil gouvernemental qu'au sein de la société, le tout de nature à faire dérailler le système.

(3) Ce 13e plan quinquennal est actuellement débattu par le comité central réuni actuellement à Pékin.

(4) Voir l'allocution de Xi Jinping aux Nations Unies du 29 septembre 2015.

Dominique Bari
Commission relations internationales - Asie

COMPTE RENDU DU FORUM :

« Où en est la Chine ? »

à lire sur :

gabrielperi.fr

JAPON : LA BATAILLE AUTOUR DE L'ARTICLE 9 DE LA CONSTITUTION

Depuis plusieurs années déjà, le gouvernement japonais de Shinzo Abe mène l'offensive contre la constitution pacifiste du Japon et n'hésite pas à affronter l'opinion publique japonaise qui y reste très attachée. Son but : permettre l'envoi de troupes nippones à l'étranger, redonner une puissance militaire au Japon.

Aux lendemains de la seconde guerre mondiale, les Japonais ont voulu tirer les leçons du désastre provoqué par l'expansion colonialiste et les guerres d'agression du « *Grand Empire Japonais* » qui se sont traduites par d'incommensurables dommages, des injustices et des crimes à l'encontre des peuples voisins et dans toute l'Asie. En 1947 fut adoptée la « *constitution pacifiste* » qui dit dans son article 9 : « *Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu.* »

LE BELLICISTE PREMIER MINISTRE JAPONAIS

Depuis 70 ans, cette constitution constitue un véritable pilier de la démocratie japonaise de l'après-guerre. En proscrivant l'usage de la force, elle s'oppose à toute nouvelle visée expansionniste. Et c'est justement pour cette raison que les conservateurs et les nationalistes révisionnistes qui n'ont de cesse de nier ou de minimiser les crimes passés et la responsabilité du Japon veulent en finir avec une constitution qu'ils proposent de « *réinterpréter* ». On assiste là à l'aboutissement d'une lente dérive qui a vu les Forces japonaises d'autodéfense (FJA) dépendant précédemment du ministère de l'Intérieur passer sous l'autorité d'un ministère de la Défense, puis être engagées dans des opérations proprement militaires à l'étranger sous drapeau de l'ONU et même en Irak après la seconde guerre du Golfe. Le Premier ministre Abe veut maintenant aller plus loin. En septembre dernier, il a fait passer en force de nouvelles lois en matière de sécurité nationale permettant d'élargir le champ d'intervention des FAD, soutenu en cela par le Premier ministre français comme on peut le lire dans le compte-rendu de la visite officielle de Manuel Valls à Tokyo du 3 au 5 octobre dernier : « *Le Premier ministre Abe a exprimé sa volonté de nouer avec la France une coopération accrue en matière de sécurité et de défense. En réponse, le Premier ministre Valls a salué la volonté du Japon de jouer un rôle plus actif pour garantir la sécurité au niveau régional et international. Les deux chefs de gouvernement se sont accordés pour renforcer davantage leur coopération en matière de sécurité et de défense, y compris pour les projets relatifs au matériel de défense* ».

OPPOSITION DU PEUPLE JAPONAIS

Le peuple japonais, lui, est d'un tout autre avis. Depuis l'immense manifestation du 30 août qui a réuni 120 000 personnes devant le Parlement pour défendre la Constitution, un mouvement populaire d'une ampleur inégalée depuis plus de 50 ans se développe dans tout le pays. En répondant par la répression, le gouvernement Abe donne à un grand nombre de Japonais l'opportunité de réfléchir sur le lien existant entre la sauvegarde de la démocratie et des libertés et la politique de paix que prône l'article 9. Les élus de l'opposition se font les relais des citoyens qui s'expriment dans la rue et tentent de briser le silence des médias officiels. Les positions de nos camarades du Parti communiste japonais rencontrent ainsi de plus en plus d'écho (le PCJ vient d'enregistrer une série de succès électoraux, au plan national en décembre 2014 en doublant sa représentation parlementaire, puis au plan local en 2015) lorsqu'ils s'opposent à l'expansion des forces armées du pays et qu'ils critiquent tous les excès nationalistes et lorsqu'ils se prononcent pour un Japon indépendant, désireux de coopérer pacifiquement avec les pays voisins, qui se fasse l'avocat de la solidarité internationale.

Le PCF apporte tout son soutien à cette bataille comme l'a exprimé Pierre Laurent lui-même à nos amis japonais lors de son séjour d'août dernier à la tête d'une délégation participant à la commémoration du 70e anniversaire des bombardements de Hiroshima et Nagasaki. Il est de notre responsabilité de faire connaître et de soutenir ce grand mouvement d'opinion du peuple japonais* et d'interpeller notre gouvernement sur sa complicité avec Shinzo Abe. L'article 9 de la Constitution japonaise ne concerne pas que les Japonais, il vaut pour tous les peuples de la Terre.

Alain Rouy
Commission relations internationales

***pétition de la campagne mondiale « article 9 » :**

à signer sur :

www.change.org/p/prime-minister-shinzo-abe-save-japan-s-peace-constitution

www.antiatom.org/sig-press

BIRMANIE, QUEL AVENIR ?

Les Birmans sont-ils en train de tourner la page de la dictature militaire après de si longues années ? Pour sortir de l'impasse d'un rejet presque unanime par la communauté internationale, et préserver les positions économiques et sociales des dignitaires militaires, et répondre à une opposition populaire de plus en plus déterminée, la Junte se résout, en 2003, à une « *Feuille de route pour la démocratie* » et promulgue une Constitution qui préserve largement la place des militaires dans les institutions (25 % des mandats dans les assemblées nationales et régionales leur sont attribués et les titulaires directement désignés par le Haut Commandement). Le résultat des récentes élections, le 8 novembre 2015, vient d'être officiellement validé par la Commission électorale. Le verdict est sans ambiguïté : sur les 1 150 mandats à pourvoir, la Ligue Nationale pour la Démocratie -LND-, le Parti dont Aung San Suu Kyi est la Présidente, en remporte 886 (255 sur 323 à la Chambre Basse, 135 sur 168 à la Chambre Haute, 496 sur 659 dans les Assemblées Régionales), le Parti pour la Solidarité et le Développement de l'Union -USDP-, le parti porteur des espoirs de la Junte, en recueille 118 (respectivement 30, 12 et 75), 141 sièges ont été recueillis par ceux des partis ethniques qui ont été en mesure de participer au scrutin, et 5 candidats indépendants ont été élus.

Située à la croisée de l'Asie du Sud, de l'Asie du Sud-est et de la Chine, bordée par l'Océan Indien, la Birmanie (Myanmar) compte quelque 56 millions d'habitants appartenant à 135 ethnies différentes. Les « *Bamars* », qui se disent « *Birmans ethniques* », comptent pour 68 % de la population totale et occupent les plaines centrales irriguées par l'Irrawadi. Les minorités ethniques vivent dans les régions montagneuses périphériques.

La Birmanie, colonisée par les Anglais à partir du XIX^{e} siècle, recouvra son Indépendance le 4 janvier 1948, quelques mois après l'assassinat du Général Aung San, chef du gouvernement intérimaire. Issu d'une des grandes familles de notables, il est le père de Aung San Suu Kyi, qui se vit attribuer le prix Nobel de la paix 1991 pour sa résistance à la Junte après l'invalidation des résultats aux élections de 1990, déjà remportées par la LND.

Dans la perspective de la « *Feuille de route* », la constitution nouvelle entre en vigueur en 2011 et le Parlement élit un Président « *civil* », le général Thein Sein, jusqu'alors Premier Ministre. Ce pouvoir civil s'engage à mettre fin aux conflits armés avec de nombreuses minorités ethniques (un tiers des 56 millions de Birmans) et ouvrir le pays à la démocratie. La communauté internationale applaudit et les investisseurs se précipitent motivés par le « *coût* » exceptionnellement bas de la main-d'œuvre.

Le gouvernement engage alors des réformes démocratiques et d'ouverture : libération de nombreux prisonniers politiques, levée de la censure, rétablissement des libertés syndicales et éditoriales, initiation d'un dialogue avec les groupes ethniques visant à mettre un terme aux conflits armés, organisation d'élections législatives partielles et partiellement démocratiques. Le 15 octobre dernier, le gouvernement birman conclut un accord de cessez-le-feu « *national* », mais 7 des 15 groupes engagés dans la lutte armée ne l'ont pas ratifié (notamment l'importante 'Organisation de l'Indépendance Kachin', KIO, au nord du pays, et l'armée des combattants kokang, population d'origine chinoise). Cependant, depuis 2013, et dans une stratégie de tension en vue du scrutin de novembre 2015, les tenants de l'ordre ancien ont imposé un raidissement certain comme en témoigne le rapport d'Amnesty International au titre évocateur « *Retour aux Anciennes Méthodes* » (site d'Amnesty Inernational 05-11-2015) : augmentation des arrestations de défenseurs des droits humains et de journalistes, recrudescence des violences exercées par les fondamentalistes bouddhistes à l'encontre des Rohingeas, de confession musulmane, venus jadis du Bangladesh, considérés comme migrants illégaux, déchus de leur nationalité en 1982 et dont des dizaines de milliers ont fui récemment leur Etat d'Arakan dans l'ouest du pays.

Tel est le contexte, ce dimanche 8 novembre, dans lequel se sont déroulées les élections législatives, « *les plus importantes de l'histoire de la Birmanie indépendante* », une phrase sibylline prononcée ce jour par la Présidente de la LND, mais assurément les premières élections générales et libres depuis ¼ de siècle. Elections, d'ailleurs, sous haute surveillance qui ont vu le recrutement, pour un contrat « *précaire* », d'un mois seulement, de 40 000 policiers supplémentaires. La mobilisation des électeurs a été très importante, en dépit des combats, qui ont privé de participation au scrutin environ 3 millions de personnes, et de l'exclusion de la minorité des Rohingeas. Une limite de taille à la démocratie, cependant, puisque la Commission électorale a invalidé de nombreux candidats, en général de confession musulmane, au prétexte qu'ils n'étaient pas « *birmans ethniques* », n'en reconnaissant finalement que 6 074 concourant pour les 491 mandats constituant les deux chambres du Parlement.

L'évolution néanmoins est considérable et les choses semblent se mettre en place pour une transition pacifique. Le chef de la junte, qui s'est auto-dissoute en 2011, a offert à l'opposante « *une rencontre bilatérale quand le processus électoral sera achevé* », selon le message diffusé sur Facebook par le ministre de l'information, Ye Htut. Dans la dernière période, Aung San Suu Kyi a clairement exprimé sa confiance en affirmant sa volonté « *Je deviendrai le chef du nouveau gouvernement, même si je ne suis pas le chef de l'Etat* » et « *je serai le leader d'un gouvernement de la LND, car je suis le leader du parti* » (le Monde 9/10/2015). L'interdit constitutionnel excluant Aung San Suu Kyi de la Présidence pour avoir épousé un étranger, un britannique, trouvera certainement une solution rapide. Cette étape franchie, les questions à affronter sont urgentes et le flou des propositions avancées par la présidente de la LND pour « *ratisser au plus large* » laisse entrevoir les débats qui vont agiter la société birmane et la LND elle-même quand va survenir le moment des décisions concrètes : paix civile, développement économique et revalorisation du niveau de vie, développement social dans toutes ses dimensions sanitaires et éducatives, égalité des femmes et des hommes dans une société machiste (symboliquement, seuls 15 % des élus sont des femmes), fondamentalisme bouddhiste et ses violences identitaires, sort des Rohingeas, et tous ces autres aspects de la vie pour une société dont nombre des citoyens aspirent profondément à des réorientations essentielles.

Une page nouvelle s'ouvre effectivement pour la Birmanie et les Birmans. La question de la paix civile et de la concorde nationale en est un exemple crucial dans son urgence : dès le 21 novembre, un comité mixte de dialogue sur la paix de l'Union Birmane (UPDJC) a été mis sur pied, sur les 16 membres qui le constituent 9 représentent les partis politiques majeurs (Ligue Nationale pour la Démocratie, Parti pour la Solidarité et le Développement de l'Union, le Parti National Arakanais, Ligue pour la Démocratie des Ethnies Shan).

Cependant, la prudence reste de mise dans cette mesure où le nouveau gouvernement à installer après ces élections ne sera mis en place qu'à une date encore lointaine et non fixée, février, voire mars 2016.

Enfin, cette transition démocratique ne sera pas, au moins dans un premier temps, effectivement complète, car le Haut Commandement se réserve la nomination et le contrôle sur trois secteurs clés de la vie nationale en disposant des Ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Gestion des Frontières.

Les communistes français témoigneront de leur solidarité et de leur soutien à ceux de nos amis birmans qui œuvrent à l'avènement d'une société « *plus humaine* ».

Christiane Marcie
Collaboratrice
Relations Internationales

DÉLÉGATION AU VIETNAM DU LUNDI 26 OCTOBRE AU SAMEDI 31 OCTOBRE 2015

Une délégation du Parti communiste français et de la fondation Gabriel Péri s'est rendue au Vietnam pour participer au deuxième séminaire d'échange avec le Parti communiste vietnamien et son Conseil de recherche théorique.

Le séminaire bilatérial franco-vietnamien était précédé d'une visite officielle d'une délégation du PCF (1) conduite par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

Cette visite est à situer dans un contexte marqué par la phase finale de préparation du 12e Congrès du PCV, dont l'ordre du jour est de définir les orientations futures à partir du bilan des trente dernières années de la politique de renouveau (Dôi Moi), et la construction de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ASEAN), le conflit en mer Orientale, les accords de partenariat stratégique (avec 14 pays) dont ceux avec l'Union européenne et avec la France, et les traités de libre-échange dont le Partenariat transpacifique, l'essor économique du Vietnam, sa place croissante sur la scène internationale et sa position stratégique occupée dans le sud-est asiatique.

Notre délégation s'est entretenue notamment avec Hoang Binh Quan, membre du Comité central du PCV, Pham Quang Nghi, membre du Bureau politique du PCV, secrétaire de la Fédération de la ville de Hanoi, Nguyen Tan Dung, Premier ministre de la République socialiste du Vietnam, et Nguyen Phu Trong, secrétaire général du PCV.

Cette visite a conforté et approfondi des liens singuliers – pour ne pas dire uniques – entre les deux partis. Ho Chi Minh, délégué au Congrès de Tours, est l'un des co-fondateurs du PCF. Les solidarités qui ont soutenu les Vietnamiens dans leur combat contre les colonisateurs français, puis américains,

Le leader du Parti communiste du Vietnam Nguyen Phu Trong (à droite) et Pierre Laurent. Photo : VNA

ont tissé un lien qui ne s'est jamais démenti. Celui-ci a toujours été mis au service d'échanges de coopération entre les deux partis et au service des relations entre les deux pays.

La France aura joué un rôle important pour la reconstruction du Vietnam ; elle restera d'ailleurs longtemps l'un des principaux investisseurs. Son engagement demeure fort en terme d'aide au développement (2e donateur). Les échanges et coopérations sont divers au travers d'un maillage de coopérations décentralisées entre collectivités territoriales françaises et vietnamiennes mais également au travers de la francophonie, de l'accueil de près de 7 000 étudiants vietnamiens en France, de dizaines d'associations vietnamiennes en France.

Une partie importante de nos discussions a porté sur la situation respective de nos deux pays, de l'Union européenne, de l'ASEAN, ainsi que sur nos appréciations respectives concernant la situation internationale.

Le séminaire, introduit par Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, et Dinh The Huynh, membre du Bureau politique et du secrétariat, président du Conseil de recherche théorique du Comité central du PCV, avait pour thème « *L'intégration internationale et le développement durable* ».

Il s'est articulé autour de sept thèmes et exposés : la situation internationale et la situation respective de nos pays ; la France dans une Union européenne en crise ; « *le Vietnam s'intègre et construit une communauté de l'ASEAN* » ; les rapports Vietnam-Union européenne ; les relations France-Vietnam ; le développement durable du Vietnam ; le développement durable dans le contexte de l'intégration internationale et régionale de la France.

Au travers de ces thèmes, se sont affirmées de nombreuses approches communes, de fortes convergences, mais aussi une vision partagée des défis et conditions difficiles de notre combat émancipateur.

Nos camarades vietnamiens ont souligné les progrès significatifs de développement dans la mise en œuvre de ce qu'ils nomment « *l'économie de marché à orientation socialiste* » : le taux de 9,8 % de la population sous le seuil de pauvreté est aujourd'hui le plus bas de la région Asie-Pacifique, selon la Banque asiatique de développement ; le taux de personnes ayant un emploi est de 75,5 % ; la stabilité politique et la croissance économique du pays (taux de croissance de 6,5 %).

L'objectif du Vietnam pour 2020 de développement économique et social se compose de trois volets : a) le développement des infrastructures ; b) la persévérance dans le développement d'une économie de marchés à orientation socialiste ; c) le développement de la vie sociale.

En matière de politique étrangère, le Vietnam travaille à créer ou renforcer des relations politiques et économiques multilatérales avec comme objectifs prioritaires :

- l'intégration internationale respectant les engagements et les mécanismes de contrôle ;

- le renforcement des liens et échanges entre ASEAN et UE ;

- l'ouverture du marché pour la mobilisation des investissements ;

- l'industrialisation du pays.

Autant de défis portant à la fois les clefs du développement et les pièges et risques des mécanismes des traités de libre-échange.

Nous avons également, à l'occasion de cette délégation, visité le nouveau siège du Parlement à Hanoï ainsi que le complexe industriel de Bac Ninh, où nous avons été reçus dans l'usine de Microsoft où sont employés 6 000 Vietnamiens (58 % de femmes et une moyenne d'âge de 25 ans).

PROVINCE DE NINH BINH

Ce voyage s'est conclu par une rencontre avec la direction du PCV de la province de Ninh Binh. Province de près de 1 million d'habitants organisée en huit unités administratives. Le PCV y compte 64 000 adhérents. Cette province est située dans le delta du fleuve rouge appelé la baie d'Halong terrestre, entre mer et montagne.

La culture du soja et du cornichon se développe avec une nouvelle ruralité (représentant 26 % des communes). La croissance industrielle y est de 22 % par an. L'artisanat est la principale activité de 257 communes et représente 19 % de la production de la province. La pêche et l'élevage en eau douce et salée est une des activités économiques de cette province du delta et son accès à la mer. Elle est une de ces régions côtières subissant directement les effets de la montée des eaux due au réchauffement climatique, avec l'inondation et la destruction des bassins de pisciculture.

Le tourisme dans cette baie d'Halong terrestre est en expansion avec 6 millions de touristes à l'année, deux tiers de Vietnamiens et un tiers de visiteurs internationaux. En matière d'emploi, la recherche est tournée vers de nouveaux investissements étrangers, la formation professionnelle avec cinq écoles, la formation continue, l'organisation des transferts de compétence par génération.

Elle accueille le plus grand temple bouddhiste de l'Asie du sud-est asiatique et dispose d'un important patrimoine architectural. Le patrimoine monumental et naturel fait l'objet de rénovation et de protection. En matière d'enseignement et d'éducation, la région connaît la meilleure progression du pays.

La population vivant sous le seuil de pauvreté n'a cessé de décroître : elle représente 3,5 % en 2015.

Une province qu'il ne faut pas manquer de découvrir pour son dynamisme, sa richesse humaine, culturelle, naturelle.

Nous rentrons de ce séjour avec plusieurs objectifs :

- Poursuivre et approfondir nos relations et préparer le 3e séminaire bilatéral franco-vietnamien.

- Agir pour que la France renforce sa coopération et que les grands groupes et PME investissent au Vietnam.

- Agir pour que la visite présidentielle de la France au Vietnam ait lieu dans les meilleurs délais. Cela fait plus de 10 ans qu'une visite de ce niveau n'a pas eu lieu.

- Déployer l'intervention de nos élus et forces sociales et économiques pour préserver et développer les coopérations dans le contexte du « *bing bang* » territorial que connaîtra la France au 1er janvier 2016.

- Préparer activement la 10e édition des Assises de la coopération décentralisée, prévues à Can Tho en juin 2016.

(1) La délégation du PCF était composée de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF ; Lydia Samarbakhsh, responsable du secteur international du PCF ; Jean-Charles Nègre, coordinateur de la coordination du PCF ; Denis Rondepierre, responsable des relations avec le Vietnam pour le PCF, auxquels se sont joints pour le séminaire, Michel Maso, directeur de la Fondation Gabriel Péri et Chrystel Le Moing, chargée de mission relation internationale à la Fondation Gabriel Péri.

Denis Rondepierre
responsable des relations avec le Vietnam pour le PCF

COMMUNIQUES DE PRESSE DU SECTEUR INTERNATIONAL

AFRIQUE

17 septembre 2015
Burkina : « Le PCF condamne fermement la tentative de coup d'État » www.pcf.fr/74773

22 septembre 2015
Burkina Faso : la chute de Diendéré, la dissolution du RSP www.pcf.fr/75049

26 octobre 2015
Côte d'Ivoire : Une mascarade électorale qui s'ajoute à un bilan catastrophique www.pcf.fr/76905

MAGHREB - PROCHE ET MOYEN-ORIENT

13 juin 2015
Le PCF dénonce le harcèlement de militants pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens www.pcf.fr/71888

27 juin 2015
Le PCF solidaire du peuple tunisien s'associe au rassemblement de solidarité à l'appel des organisations tunisiennes en France www.pcf.fr/72532

5 juillet 2015
Le PCF appelle la France et l'Union européenne à agir immédiatement pour empêcher toute intervention militaire turque contre les Kurdes de Syrie www.pcf.fr/72841

29 juillet 2015
C'est à la paix au Kurdistan qu'il faut travailler www.pcf.fr/73365

4 août 2015
La politique israélienne qui a encouragé et nourri la violence des colons bafoue le droit international www.pcf.fr/73503

5 août 2015
Courrier de Pierre Laurent à François Hollande sur la situation kurde www.pcf.fr/73481

11 août 2015
Tel-Aviv-sur-Seine « La ville de Paris s'honorerait à annuler cette initiative » www.pcf.fr/73576

21 août 2015
Pour une paix durable au Kurdistan www.pcf.fr/73730

6 septembre 2015
Le risque est sérieux d'une fuite en avant vers une nouvelle phase de l'internationalisation du conflit syrien international.pcf.fr/78485

18 septembre 2015
Hollande chez Mohamed VI : une visite bien malvenue www.pcf.fr/74865

24 septembre 2015
Arabie Saoudite/Droits de l'Homme : « Agir fermement pour sauver la vie d'Ali Al Nimr » www.pcf.fr/75181

3 octobre 2015
Raid américain sur l'hôpital MSF de Kunduz : « Silence impardonnable de la France face à un potentiel crime de guerre » www.pcf.fr/75694

9 octobre 2015
Israël / Palestine : « Continuer de se taire devant les violations des droits humains et du droit international par B. Netanyahou revient à fermer toute perspective de paix. » www.pcf.fr/75911

21 octobre 2015
Netanyahou/Hitler : « Une réécriture ignoble de l'histoire qui doit être condamnée » www.pcf.fr/76638

29 octobre 2015
Militants de BDS condamnés : De nouveau la liberté d'expression est menacée en France www.pcf.fr/77196

13 novembre 2015
Etiquetage des produits fabriqués dans les colonies israéliennes : « une longue bataille » www.pcf.fr/78195

24 novembre 2015
Palestine/Fadwa Khader : Israël empêche les responsables palestiniens de se rendre en France www.pcf.fr/78777

AMÉRIQUE LATINE

10 juillet 2015
Le PCF proteste contre la présence du président mexicain en France www.pcf.fr/72953

24 septembre 2015
Colombie : Un pas d'une grande importance vers la paix www.pcf.fr/75243

27 septembre 2015
Solidarité avec Joao Pedro du Mouvement des Sans Terre www.pcf.fr/75332

9 novembre 2015
Pierre Laurent et Evo Morales se sont rencontrés ce lundi à Paris www.pcf.fr/77917

13 novembre 2015
Isolement des États-Unis à l'ONU :191 pays (sur 193) dénoncent l'embargo contre Cuba international.pcf.fr/78162

EUROPE

6 juin 2015
Attentats Turquie : le PCF apporte sa solidarité aux militants et aux familles des victimes www.pcf.fr/71620

8 juin 2015
Elections en Turquie : Le résultat du HDP rouvre la voie de l'espoir en Turquie www.pcf.fr/71668

19 juin 2015
Appel au Président de la République : « La place de la France est aux côtés du peuple grec » www.pcf.fr/72202

24 juin 2015
Grèce : Ce n'est pas à la finance de gouverner (PCF) www.pcf.fr/72408

28 juin 2015
Non au chantage financier sur le référendum Grec www.pcf.fr/72579

12 juillet 2015
Eurogroup : la France ne doit pas plier et soutenir la Grèce jusqu'au bout (PCF) www.pcf.fr/73004

13 juillet 2015
Grèce : « Si un accord est signé, c'est grâce au courage d'Alexis Tsipras » (Pierre Laurent) www.pcf.fr/73011

15 juillet 2015
Accord sur la Grèce - Résister à ces pratiques colonialistes (Pierre Laurent) www.pcf.fr/73037

27 juillet 2015
Ukraine/élections : « Nouveau coup de poignard dans le dos de la démocratie » (PCF) www.pcf.fr/73194

31 juillet 2015
Anniversaire accords d'Helsinki : Déclaration commune de Die Linke et du PCF www.pcf.fr/73407

20 août 2015
Migrants de Calais : les nouveaux accords franco-britanniques toujours pas à la hauteur des enjeux www.pcf.fr/73714

21 août 2015
Nouvelles élections en Grèce : Une leçon de démocratie de plus www.pcf.fr/73731

27 août 2015
Réfugiés / Europe : un monde en commun appelle un devoir d'humanité www.pcf.fr/73928

3 septembre 2015
L'Europe et la France doivent arrêter de multiplier les entraves à l'accueil des réfugiés www.pcf.fr/74196

6 septembre 2015
Réfugiés : Pour les communistes, la première des urgences est la solidarité et le devoir d'accueil (Pierre Laurent) www.pcf.fr/74290

9 septembre 2015
Stop à la sale guerre d'Erdogan en Turquie et solidarité avec le HDP www.pcf.fr/74392

9 septembre 2015
La France doit donner asile à plus de réfugiés et accueillir les migrants sans discriminations www.pcf.fr/74378

20 septembre 2015
La victoire de Syriza « A nous de prendre le relais » (Pierre Laurent) www.pcf.fr/74941

21 septembre 2015
Mobilisons-nous pour la paix - solidarité avec tous les réfugiés et migrants. 21 septembre journée mondiale de la paix www.pcf.fr/74397

2 octobre 2015
Le PCF ne souhaite pas la bienvenue à monsieur Erdogan www.pcf.fr/75553

1er novembre 2015
Législatives en Turquie : Les résultats de la terreur www.pcf.fr/77284

3 novembre 2015
Turquie : « La France et l'UE doivent demander des comptes à Erdogan » www.pcf.fr/77477

25 novembre 2015
Turquie/Russie : « Pour une action des États coordonnée par l'ONU » www.pcf.fr/78838

AMÉRIQUE DU NORD

12 août 2015
Ferguson : Le PCF apporte son soutien à la mobilisation citoyenne « Black lives matter » www.pcf.fr/73589

ET PUIS

24 juin 2015
Espionnage : « une voix politique forte, ferme et résolue » www.pcf.fr/72407

12 novembre 2015
COP 21 : « le G20 doit s'engager financièrement pour un accord ambitieux » www.pcf.fr/78129

AGENDA JUIN / JUILLET / AOÛT / SEPT

AFRIQUE

Afrique de l'ouest

5 juin : Colloque « *Quelles politiques alternatives et quelles solidarités à mettre en oeuvre dans le domaine de la santé en Afrique de l'ouest ? État des lieux et propositions.* »sous le parrainage de Laurence Cohen, sénatrice du Val-de-Marne, organisé au Sénat par la fondation Gabriel Péri et le Centre de recherche sur le développement humain (CREDHU) avec le soutien du collectif Afrique du PCF.

Afrique de l'ouest et centrale

17 septembre : Colloque « *L'avenir du franc CFA en question. Quels outils monétaires et quelle souveraineté économique pour une politique de progrès en Afrique de l'ouest et centrale ?* » sous le parrainage de Dominique Watrin, sénateur communiste du Pas-de-Calais, organisé au Sénat par la fondation Gabriel Péri et la fondation Rosa Luxembourg avec le soutien du collectif Afrique du PCF.

Burkina Faso

15 juin : Conférence « *L'idéal de Thomas Sankara au Burkina Faso, de l'insurrection populaire à l'insurrection électorale* » avec Maître Bénéwendé Sankara, avocat de la famille Sankara et candidat des forces sankaristes à la présidentielle d'octobre 2015, organisée par le collectif Afrique du PCF en partenariat avec la fondation Gabriel Péri.

6 juin : Initiative à l'Assemblée nationale pour exiger une commission d'enquête parlementaire pour faire toute la lumière sur les responsabilités des autorités françaises dans l'assassinat de Thomas Sankara. En présence de Mariam Sankara, veuve de Thomas Sankara, Me Benewende Stanislas Sankara, avocat de la famille et candidat des forces sankaristes, Bruno Jaffré, représentant du Réseau international justice pour Sankara, Patrice Taraoré, représentant du Balai citoyen en France, et Dominique Josse du collectif Afrique du PCF. Rencontre des députés André Chassaigne et Marc Dolez du Front de gauche, et Cécile Dufflot d'EELV.

30 septembre : Conférence « *Après l'échec du coup d'État, quels enseignements tirer pour le Burkina Faso et pour l'Afrique ?* » organisée par la fondation Garbiel Péri en présence de Germaine Pitroipa et Didier Ouedraogo, du collectif contre la confiscation de la démocratie au Burkina, Ephraïm Fadiga, représentant en France des Indignés de Côte d'Ivoire, Sette Diop, du PIT Sénégal, et Dominique Josse, responsable du collectif Afrique du PCF.

Sénégal

22 octobre : Pierre Laurent a rencontré Amath Dansokho, ancien ministre du Sénégal et secrétaire général du Parti de l'indépendance et du travail (PIT), en présence de Lydia Samarbakhsh et de Félix Atchadé, membre du collectif Afrique du PCF.

AMÉRIQUE LATINE

Cuba

9 septembre : Délégation cubaine reçue par Lydia Samarbakhsh, Obey Ament et Alain Obadia.

5 au 9 octobre : Délégation du PGE à Cuba.

Mexique

27 juillet au 1er août : Forum de Sao Paulo. Laurent Perea y représentait le PCF et Obey Ament le PGE.

2 octobre : Rencontre d'une délégation mexicaine du Réseau solidaire-décennie contre l'impunité.

16 octobre : Conférence d'Andres Manuel Lopez Obrador du Mouvement de régénération nationale (Morena) à la maison de l'Amérique latine. Obey Ament y représentait Pierre Laurent.

Bolivie

14 octobre : Délégation du PCF composée d'Hervé Bramy et de Renata Molina au Sommet des peuples sur le Climat à La Paz.

9 novembre : Rencontre amicale entre le président Evo Morales et Pierre Laurent.

Equateur

28 au 30 septembre : Rencontre des partis des gauches latino-américaines (ELAP) à Quito. Jean-Paul Lecoq y représentait le PCF et Obey Ament le PGE.

Argentine

4 novembre : Séminaire « *Les Îles Malouines et l'environnement* », initiative Pampa Azul en présence de Daniel Filmus, secrétaire d'État aux Affaires relatives aux Îles Malouines au sein du ministère des Relations extérieures et du culte de la république Argentine.

Salvador

6 au 8 novembre : Congrès du FNLM – envoi d'un message de Pierre Laurent.

Brésil

27 octobre : Rencontre avec Joaquin Pinero de la coordination nationale du mouvement des sans terre.

ASIE

Chine

28 juin au 3 juillet : Délégation du PCF conduite par Pierre Laurent avec Lydia Samarbakhsh, Alain Obadia et Hervé Bramy.

14 septembre : Délégation chinoise à la Fête de l'Humanité, conduite par M. WEI, membre permanent du Comité du PCC pour la province du Shaanxi et secrétaire du Comité du PCC pour la municipalité de Xi'an a été reçue au siège du PCF par Pierre Laurent.

30 septembre : Forum « *Où en est la Chine ?* » coorganisé par le PCF, la fondation Gabriel Péri, le LEM-Lieu d'étude sur le mouvement des idées et des connaissances, la revue La Pensée et l'Académie des Sciences sociales de Chine. Le forum a réuni des universitaires chinois et français parmi lesquels Michel Aglietta, Jean-Louis Rocca, Alain Roux et Bertrand Badie, et des personnalités politiques (Patrick Le Hyaric, Francis Wurtz).

28 octobre : Rencontre conjointe du PCF et de la fondation Gabriel Péri avec une délégation chinoise du Bureau de recherche du département international du comité central du PCC sur le thème « *l'Europe/la France, comment va-t-elle ?* ». La délégation du PCF était composée de Francis Wurtz, Hervé bramy, Patrick Margaté et José Cordon.

Indonésie

30 septembre : Commémoration du 50e anniversaire des massacres anticommunistes de septembre 1965 en Indonésie, à la Fontaine des Innocents à Paris. Pierre Marcie y représentait le PCF.

Japon

3 au 10 août : Délégation du PCF conduite par Pierre Laurent à l'occasion du 70e anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. La délégation était composée de Lydia Samarbakhsh, Mélanie Tsagouris, responsable paix et désarmement et secrétaire départementale de la Meuse, Raphaël Debû, secrétaire départemental du Rhône, Nathalie Simonnet, secrétaire départementale de la Seine-Saint-Denis, Thibaut Bize, secrétaire départemental du Doubs, Anne Richard (département de la Moselle), Claudie Herbau-Laurent (Paris), Ludovic Tomas (département des Bouches-du-Rhône).

Laos

25 et 26 octobre : Délégation du PCF conduite par Pierre laurent au Laos, accom-

EMBRE / OCTOBRE 2015

pagné de Lydia Samarbakhsh, Philippe Rio et Denis Rondepierre.

Vietnam

26 octobre au 1er novembre : Délégation du PCF conduite par Pierre laurent au Vietnam, accompagné de Lydia Samarbakhsh, Denis Rondepierre et Jean-Charles Nègre.

Les 28 et 29 octobre avait lieu le 2e seminaire bilatéral PCV/PCF et la fondation Gabriel Péri sur « *L'intégration internationale et le développement durable* ». La délégation française était composée de Lydia Samarbakhsh et Denis Rondepierre pour le PCF et de Michel Maso et Chrystel Le Moing pour la fondation Gabriel Péri.

EUROPE

Chypre

3 au 6 juin : Congrès d'Akel, le PCF y était représenté par Lydia Samarbakhsh et José Cordon.

Grèce

20 juin : Manifestation Solidarité Grèce.

26 juin : Fête des travailleurs alpins – débat sur la solidarité avec la Grèce en présence de Lydia Samarbakhsh.

Portugal

6 et 7 septembre : Fête de Avante (PCP), en présence d'Isabelle de Almeida qui y représentait le PCF.

Belgique

11 juin : Sommet des peuples à Bruxelles avec Lydia Samarbakhsh et Obey Ament.

17 octobre : Participation du PCF à l'euro-manifestation contre l'austérité à Bruxelles.

Espagne

14 septembre : Rencontre de Juan de Dios, responsable International du PCE, avec Lydia Samarbakhsh et José Cordon.

18 au 20 septembre : Fête du Parti communiste d'Espagne (PCE). Lydia Samarbakhsh y représentait le PCF.

Luxembourg

26 septembre : Colloque de Dei Link sur le 100e anniversaire de la Conférence de Zimmerwald en présence de Lydia Samarbakhsh.

Danemark

26 et 27 septembre : Congrès annuel de l'Alliance rouge-verte du Danemark. Le PCF y était représenté par José Cordon.

Italie

27 septembre : Message de condoléances de la part de Pierre Laurent suite au décès de Pietro Ingrao.

Turquie

7 juin : Elections législatives – délégation du PCF d'observation du scrutin avec Danielle Lebail, conseillère régionale Rhône-Alpes et membre de l'Exécutif national du PCF, et Raphaëlle Primet, conseillère de Paris et membre du Conseil national du PCF.

10 et 11 octobre : Rassemblement et manifestation suite aux attentats à Ankara – déclaration de Pierre Laurent.

30 octobre au 3 novembre : Délégation du PCF avec Danielle Lebail, conseillère régionale Rhône-Alpes et membre de l'Exécutif national du PCF, Raphaëlle Primet, conseillère de Paris et membre du Conseil national du PCF, Pascal Torre, membre de la Commission des Relations internationales du PCF, Dominique Tripet, conseillère municipale d'Orléans, et Thibaut Bize, conseiller municipal de Besançon et membre du Conseil national du PCF, en tant qu'observateurs internationaux aux élections législatives.

MAGHREB/MOYEN-ORIENT

Palestine

13 juin : Cérémonie de remise du passeport palestinien à Patrick le Hyaric par SEM Hael Al Fahoum, ambassadeur de Palestine, lors de l'assemblée générale de l'association de jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) – Lydia Samarbakhsh et Raphaëlle Primet.

27 août : Rencontre avec Fadwa Khader, représentante du Parti du peuple palestinien.

10 octobre : Journée de solidarité pour la reconnaissance de l'État palestinien.

Maroc

29 octobre : Rassemblement en hommage à Mehdi Ben Barka devant la brasserie Lipp à Paris, lieu de son enlèvement il y a 50 ans. Patrick Margaté y représentait le PCF.

ET PUIS…

25 août : Cérémonie d'hommage à José Baron Carreno et reconnaissance officielle « *Mort pour la france* ». Lydia Samarbakhsh y représentait le PCF et a lu un message de Pierre Laurent.

29 septembre au 2 octobre : Congrès de la confédération européenne des syndicats (CES) organisé à la Maison de la Mutualité à Paris. Une délégation du PCF composée de Lydia Samarbakhsh, Anne Sabourin et Patrick Le Hyaric, et une délégation du PGE composée de Pierre Laurent, Maité Mola et Heinz Bierbaum étaient présentes.

30 octobre et 1er novembre : Représentation du PCF par Alexis Coskun à la rencontre internationale des Partis communistes et ouvriers à Ankara.

SECTEUR INTERNATIONAL DU PCF

placé sous la responsabilité de Lydia Samarbakhsh (lsamarbakhsh@pcf.fr),
membre de la Coordination nationale du PCF,
chargée des Relations internationales.

collectifs de travail

collectif Afrique
animé par Dominique Josse et Daniel Feurtet

commission Amérique latine
travail animé par Obey Ament

commission Asie
travail animé par Christiane Marcie et Dominique Bari-Vidal

Caraïbe-océan Indien
travail animé par Jean-Louis Le Moing**

commission Défense nationale, paix, désarmement et sécurité
travail animé par Yann Le Pollotec*, Laurent Pagnier et Mélanie Tsagouris*

collectif Europe
travail animé par Gilles Garnier**
avec José Cordon, Anne Sabourin (asabourin@pcf.fr), Christine Mendelsohn**

réseau PCF / Kurdistan
animé par Danielle Lebail**, Sylvie Jan, Pascal Torre

commission Maghreb – Proche et Moyen Orient
Irène Lavallée, Patrick Margaté, Meriem Derkaoui*, Latifa Madani*

collectif PCF-Palestine (collectif-palestine@pcf.fr)
Nathalie Lhopitault, Mathilde Caroly, Patrick Margaté, Raphaëlle Primet*, Sabrina Loumi, Renée Le Mignot

réseau Français de l'étranger

groupes de travail

Afghanistan
Christiane Marcie

Chine
Christiane Marcie, Dominique Vidal, Yves Serdenif, Géraldine Garcia, Igor Zamichiei*

Coopération internationale / coopération décentralisée
Marie-Hélène Chambrin

États-Unis
Géraldine Garcia

Europe centrale et orientale
Patrick Kamenka

Inde
Pierre Marcie

Laos
Philippe Rio

Solidarité avec le peuple sahraoui
Meriem Derkaoui*

Turquie
Pascal Torre

Vietnam
Paul Fromonteil, Christian Fohanno, Denis Rondepierre**.

(*) : membres du Conseil national du PCF

(**) : membres de l'Exécutif national du PCF

comité de rédaction de la LRI

Obey Ament // oament@pcf.fr
Marie-Hélène Chambrin
José Cordon // jcordon@pcf.fr
Daniel Feurtet
Olivier Fondriest // o.fondriest@free.fr
Sylvie Jan
Dominique Josse // djosse@international.pcf.fr
Méline Le Gourriérec // mlegourrierec@pcf.fr
Jean-Louis Le Moing // jlemoing@pcf.fr
Yann Le Pollotec // ylp@pcf.fr
Nathalie Lhopitault
Christiane Marcie // international@pcf.fr
Pierre Marcie
Jérôme Marcuccini
Patrick Margaté
Marianne Parmigiani // mparmigiani@pcf.fr
Lydia Samarbakhsh
Pascal Torre

Coordonné par
Olivier Fondriest // Marianne Parmigiani // Méline Le Gourriérec

2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris | 01 40 40 12 93

@pcf_monde
international.pcf.fr
facebook.fr/pcfmonde

parti communiste français // 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris